

Le plan de soutien est approuvé, au Sénat par 176 voix contre 85

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie: 1 DA; Maroc, 1,30 dir; Tunisie, 100 m.; ...

5, RUE DES ITALIENS 75277 PARIS - CEDEX 08

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'isolement du Chili

Célébrant, le 11 septembre, le deuxième anniversaire du renversement du président Salvador Allende par la junte militaire...

Les considérations de politique étrangère amènent sans doute tenu un rôle capital dans ces démarches. Ce n'est un secret pour personne que les États-Unis, malgré le rôle qu'ils ont joué dans le renversement de l'Unité populaire...

La Maison Blanche et le département d'État sont plus hésitants; ils sont conscients que, à Manhattan, trop ouvertement leur défiance envers le régime militaire...

La solution qui a sans doute les faveurs du département d'État — un retour au premier plan, sous les auspices de la junte, de M. Eduardo Frei — devient de moins en moins plausible.

Enfin, les condamnations des amercs internationales se sont multipliées — de l'Organisation des États américains à celle des Nations unies...

Les derniers soutiens internationaux au régime du général Pinochet sont désormais américains — général Stroessner, du Paraguay, le président uruguayen, Bordaberry, et le chef de l'État chilien, le général Banzer...

informations page 3.)

LES CONFLITS DU PROCHE-ORIENT

ÉGYPTÉ : la tension s'aggrave avec les Palestiniens

LIBAN : des massacres auraient eu lieu dans le Nord

La tension entre l'Égypte et les Palestiniens s'est brusquement aggravée jeudi 11 septembre, à la suite de la décision du Caire de prendre le contrôle de la radio de l'O.L.P. émettant sur son sol...

À BEYROUTH, les forces et partis progressistes appellent à la grève générale pour lundi, en signe de protestation contre l'intervention de l'armée dans le Nord.

L'armée de libération de Zhorta...

De notre envoyé spécial

Zhorta. — Vous les voyez, ils sont là, en face, dissimulés dans les oliveraies? Ils sont deux mille et peut-être davantage: des Tripolitains, des gens de Dennieh, des Palestiniens, tous engagés dans le Jihad (1). Nous en avons tous les jours quelques-uns, et depuis mercredi, ils semblent avoir renoué à leur marche sud-ouest sur Zhorta.

Deux femmes-combattantes, trente-sept et quarante-deux ans, trapues, joues roses et yeux cernés, nous expliquent, assises derrière une mitrailleuse lourde, la situation sur le terrain. Un homme insère dans l'arme un bande de cartouches géantes. Nous sommes à Beit-El-Khousja, à 3 kilomètres de Zhorta, où les « forces musulmanes » auraient installé leur quartier général. On entend le tir continu de mitrailleuses automatiques. « Étendez-vous par terre et ne bougez plus, on nous a repérés », ordonne notre guide qui, kalachnikov en bandoulière, a pris sur lui de nous faire visiter la région et les villages qui, selon la presse de Beyrouth, ont été déjà envahis par les combattants.

Ingénieur des ponts et chaussées, diplômé de Paris, marié à une Belge, il a abandonné son entreprise à Beyrouth pour venir défendre son village. Ils sont plus de deux cents, médecins, dentistes, avocats, ingénieurs, commerçants, instituteurs, à être enrôlés dans cette pittoresque « armée de libération » où ne sont admis que les partisans des quatre jamaïques qui se disputent à longueur de siècle la région, mais qui s'unissent chaque fois qu'elles se sentent menacées par l'intrus étranger, en l'occurrence, les musulmans de Tripoli. Au dixième jour de la bataille, Zhorta entre ses cinq martyrs tombés au champ d'honneur, qui reposent...

(1) La guerre sainte de l'Islam.

roni aux côtés de Yousef Karam, le héros national de la région.

Dans cette ville-garnison, on peut voir toute la panoplie des armes modernes: mitrailleuses 500 et 600, canons de 120, mortiers de 82, mitrailleuses Douchka, F.M. 49, M. 60, etc. Quelques trois cents miliciens en uniforme, déconstruits, attendent leur tour pour aller prendre la relève de leurs camarades sur les lignes avancées du « front ».

EDOUARD SAAR.

(Lire la suite page 3.)

UNE AIDE D'UNE AMPLIEUR EXCEPTIONNELLE

La Chine aurait accordé au Cambodge un prêt de 1 milliard de dollars

Selon une source diplomatique citée par le correspondant de l'A.F.P. à Pékin, la Chine a accordé au Cambodge un prêt d'environ 1 milliard de dollars sur cinq à six ans, sans intérêts.

Il comporte une aide économique, une aide militaire ainsi qu'une somme de 20 millions de dollars, payable immédiatement et non remboursable, destinée à couvrir le déficit du commerce extérieur khmer.

Le montant des prêts fréquemment accordés par Pékin aux pays du tiers-monde est rarement connu. On sait toutefois qu'un crédit de 450 millions de dollars a été ainsi affecté à la construction du chemin de fer Pango-Zambie. À l'exception, sans doute, de l'aide au Vietnam pendant la guerre, il semble que le prêt maintenant consenti au Cambodge soit le plus important jamais accordé par Pékin.

Ce prêt coïncide avec le retrait par Washington de sa participation de 5 millions de dollars au financement de l'agrandissement du barrage de la Nam-Ngou, au Laos, conséquence de l'expulsion, en juin, de la mission d'assistance américaine à Vientiane. Cette décision fait suite à d'autres qui rendent la péninsule asiatique, plus dépendante des pays occidentaux, notamment l'Indonésie, à attiser dans cette région la rivalité entre Pékin et Moscou, sur laquelle Alain Jacob fait le point en page 2.

DANS LES ÉCOLES MATERNELLES

La « bataille du 36<sup>e</sup> élève » oppose le ministre au Syndicat des institutrices

Des sanctions sont prévues contre les enseignants qui limiteraient les effectifs

À deux jours de la rentrée scolaire, la polémique traditionnelle entre le ministre de l'éducation et les syndicats prend un tour particulier en raison de la décision prise par le Syndicat national des institutrices (SNI) de limiter les effectifs des classes maternelles à trente-cinq élèves.

M. René Haby a annoncé des sanctions contre les institutrices qui suivraient ce mot d'ordre. La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public — que préside M. Antoine Lagarde — estime la revendication du SNI justifiée, mais déclare que « les parents ne sauraient supporter de discrimination dans l'accueil ».

M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (à laquelle est affilié le SNI), a critiqué, au cours d'une conférence de presse, l'insuffisance des créations de postes d'enseignants et réclamé le réemploi de tous les maîtres auxiliaires ayant occupé l'an dernier un poste. Il suggère un effort d'imagination pour réaffecter la formation initiale de tous les jeunes qui, devant, selon lui, être prolongés jusqu'à dix-huit ans.

Vive la rentrée!

par ALFRED GROSSER

Finies les vacances. Ecoles, collèges et lycées vont rouvrir, en attendant les facultés. Une fois de plus, on parlera de morosité et d'irritation chez les enseignants et les possédants et les ne faudrait pas qu'eux-mêmes ne ceux qui écoutent leurs représentants oublient les côtés les plus positifs de leur métier.

Si on est sensible à l'injustice même quand elle vous favorise, on pensera une fois de plus à l'écart supplémentaire que les vacances trop longues auront creusé entre les possédants et les dépossédés, entre les enfants auxquels leur famille aura pu offrir des déplacements enrichissants ou des enseignements de soutien et ceux qui passeront au moins le premier mois après la rentrée à retrouver leur niveau de connaissances de la sortie.

La difficulté nouvelle est de taille. Le chômage rend tragique ce qui n'était que désolant. À savoir le décalage entre le contenu de l'enseignement et l'insertion professionnelle, que ce soit au niveau d'un C.E.G. ou d'un troisième cycle en sciences humaines. Que conseiller aux moins de seize ans obligés d'être à l'école? Que conseiller aux seize à vingt-quatre ans dont les uns cherchent à fuir et d'autres à s'abriter le plus longtemps possible dans une situation étudiante qui leur évite provisoirement d'affronter le problème?

Ce problème continuera à être compliqué par la discrimination entre les « bons » et les « mauvais », non à partir de l'aptitude ou du goût pour tel métier, mais à partir du critère préalable généralisé des mathématiques, dont le langage a remplacé le latin comme rituel initiatique.

Le monde environnant accentue encore son énorme pression contradictoire sur l'école. Trop absent du contenu de l'enseignement, il sera, par cette absence même, générateur d'ennui.

(Lire la suite page 10.)

AVEC LE REPLI DU CENTRE D'ESSAIS NUCLÉAIRES

La récession menace la Polynésie

De notre envoyé spécial JACQUES ISNARD

Papeete (Tahiti). — Le docteur Manquea a fait plus de cinquante mille prélèvements, en dix ans, dans l'océan Pacifique ou sur les marchés polynésiens pour les contrôles radiobiologiques après les tests nucléaires aériens de la France. Devant les boeux d'analyses alignés sur des étiquettes, dans son bureau, le docteur dit: « Je suis devenu un conservateur de musée. Nous serons bientôt réduits au chômage. Et il s'ajoute, avec une certaine nostalgie: « Mais c'est heureux ».

Des services réduits plus ou moins à l'inactivité. Ou repli de certaines installations ou abandon d'autres. Des effectifs en nette diminution. Une reorganisation du commandement en

cours dans le Pacifique-Sud. Autant d'indices qui montrent que le Centre d'expérimentations nucléaires du Pacifique (CENP), installé depuis 1966 à Tahiti et sur trois îlots voisins, va connaître un ralentissement de ses activités, ou plutôt un étalonnage, depuis que le 5 juin dernier, sur l'atoll de Fangataufa, au fond d'un puits creusé dans le corail, les grès et les brèches volcaniques, a explosé la première charge nucléaire de faible puissance, — 623 mètres de profondeur.

Achille (c'est le nom de ce premier scellé de la France en Polynésie) est un réservoir destiné à étalonner les systèmes de mesures du site d'expérimentation. Sur ce même atoll, à 1 200 kilomètres au sud-est de Tahiti, les techniciens mettent la dernière main au prochain essai, déjà baptisé Hector, à — 585 mètres de profondeur.

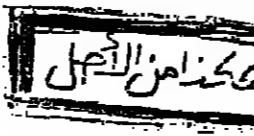
Il attendent la visite du ministre de la défense, puis celle du secrétaire d'État à la défense, probablement en octobre et en novembre. Hector devrait être le dernier et sans doute, le dernier tir souterrain à Fangataufa. Après quoi, l'atoll devra être abandonné, au principe, à partir de l'an prochain et les techniciens se replieront sur celui de Mururoa, distant d'une quarantaine de kilomètres, pour les essais souterrains suivants. Déjà, le puits commence d'être fondé pour le troisième essai dénommé Patrocle, au nord de l'atoll, à une douzaine de kilomètres de la base où vivent et travaillent 2 400 personnes.

(Lire la suite page 8.)

Grasset information Michel Bassi "La République des petits papiers" en bref... Auteur: Michel Bassi, rédacteur en chef de l'Agence Centrale de Presse, après un Valéry Giscard d'Estaing, publié en collaboration avec André Campana le "Grand Tournoi". Un observateur lucide et rigoureux de la politique intérieure française.

AU JOUR LE JOUR Tunnel En juin 1974, la France était coupée en deux, selon la prévision de M. Chaban-Delmas. D'un côté, la gauche unie; de l'autre, la majorité. Aujourd'hui, la France est toujours coupée en deux: les tentatives de désignation du président, bismarck secondé par M. Poniatowski, n'ont pas réussi à couper la gauche en deux et la France en trois. Les coups de poing sur les prix n'ont pas convaincus les salariés, et la polémique de la gauche n'a pas convaincu ses électeurs, loin de là. Le pays traverse en quelque sorte deux tunnels: l'un, économique; l'autre, politique. Mais on n'a jamais vu aussi clair dans un tunnel. BERNARD CHAPIUS.

"Bof!" au Petit Larousse On ne prépare pas un «tir» avec du «tendant» (mais de préférence avec un bourgogne blanc)... Si ces deux mots entrent au Petit Larousse 1976 ce n'est pas au titre de néologismes: le «cherche-mots» de Dijen n'avait pas attendu cet automne pour passer, à l'état liquide, à la postérité, et la vertu émoussillante des crues valaisannes ramonte à plus loin encore. C'est parce que leur emploi, jadis local, s'est suffisamment étalé pour enrichir un dictionnaire d'usage courant qui fait pratiquement autorité. Certes il n'officialise rien, le Petit Larousse (les autres non plus). Il se contente de confirmer l'évolution de la langue. Une fois de plus, l'irruption d'une foule de mots (108, d'expressions (24), d'expressions (25), de noms propres (72), nous ramène au fait que l'usage du langage, par exemple dans le sens d'avoir autorisé sur un groupe de personnes, un service, un organisme, ce qui révèle une superstructure dans les rapports sociaux: de même que copinage = échange intéressé de petits services, dénonce des procédés de plus en plus répandus. JEAN-MARIE DUNOYER. (Lire la suite page 20.)





# ASIE

## Vietnam du Sud

### LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE L'Etat va aider les « capitalistes » locaux et prend des mesures contre les « trafiquants »

Le gouvernement a publié, mercredi 10 septembre, une déclaration annonçant la mise en œuvre d'une série de mesures destinées à développer l'industrie et le commerce et à assainir l'économie. L'Etat a résolu de renforcer les industries nationales et d'en construire de nouvelles dans les branches qui doivent servir de base à la relance de la production, à l'élargissement de la circulation et de la distribution des marchandises et à la stabilisation du marché.

L'Etat encourage les capitalistes vietnamiens à investir dans les entreprises, conformément à la politique définie par le gouvernement, et il leur garantit que leurs biens et les bénéfices légitimes qu'ils auront réalisés seront respectés. Il est disposé à fournir des capitaux aux chefs d'entreprise désireux de contribuer à la relance des firmes existantes ou à l'établissement de nouvelles entreprises.

Dans les entreprises « mixtes », les chefs d'entreprise devront accepter la contrôle de l'Etat et garantir aux ouvriers un droit de participation à la gestion et au partage des bénéfices.

Les « petits commerçants », trop nombreux dans les villes, seront encouragés à s'orienter graduellement vers le secteur productif, à regagner leurs régions d'origine ou à participer à la mise en valeur de « nouvelles zones économiques ».

La déclaration appelle la population à déceler « tout comptant des impérialistes et de leurs valets qui visent à saboter la vie pacifique de notre peuple ». Des mesures sévères seront prises à l'encontre des « trafiquants » et des « escarpes » qui désorganisent le marché et qui, après avoir servi d'outils à la politique d'économie néo-coloniale des Américains, se sont allés aux ré-

gionnaires et sont entrés en contact avec des agents de pays étrangers et avec le C.I.A. pour saboter clandestinement l'œuvre de la révolution.

La déclaration ajoute que ces trafiquants ont accumulé des fonds de manière méprisante avant la libération, qu'ils ont constitué des stocks illicites de denrées de première nécessité, se sont livrés à un trafic de devises, d'or, de pierres précieuses et de stupéfiants, et qu'ils ont cherché à corrompre des cadres et des militaires.

Le G.R.P. affirme que les « autres réactionnaires » de ces trafiquants « ont nul au développement de la production, à la vie du peuple, aux intérêts de la révolution et au progrès social, ce qui est un crime impardonnable », et annonce que des châtiements sévères seront administrés aux trafiquants et à leurs complices. Plusieurs de ces trafiquants viennent d'être arrêtés. Les organisations révolutionnaires ont, depuis mercredi, mobilisé afin d'éliminer les « escarpes » de l'économie.

● A HANOI, le gouvernement dément avoir projeté de vendre à l'étranger des armes américaines autrefois utilisées par les forces de Saigon (Le Monde du 11 septembre).

● A WASHINGTON, le gouvernement a mis en garde, jeudi, le Vietnam du Sud contre toute tentative qui viserait à utiliser les ressources américaines résidant au Sud comme « otages » en vue d'obtenir des Etats-Unis des avantages, financiers ou autres. L'avertissement a été provoqué par les difficultés qu'ont, semble-t-il, éprouvées la semaine dernière plusieurs Américains — sur la situation vivante encore au Sud — qui voulaient quitter Saigon. — (A.F.P.)

# EUROPE

## Portugal

### Le nouveau Conseil de la révolution sera dominé par les « modérés »

De nos envoyés spéciaux

Lisbonne. — Le Chili a la « une ». En ce vendredi 12 septembre 1975 la presse totalitaire des journaux de Lisbonne ont présenté le nouveau conseil de la révolution portugaise. On notera, pour le moins, une différence de ton et de traitement.

Le Conseil a cependant consacré l'essentiel de la réunion à l'étude de la politique à suivre. Les membres du conseil ont été élus par les députés de la révolution. Le conseil est composé de dix-huit membres, dont onze sont des militaires et sept des civils.

Le conseil a pour tâche de diriger le pays jusqu'à la tenue d'élections générales. Les membres du conseil ont été élus par les députés de la révolution.

Le conseil a pour tâche de diriger le pays jusqu'à la tenue d'élections générales. Les membres du conseil ont été élus par les députés de la révolution.

Le conseil a pour tâche de diriger le pays jusqu'à la tenue d'élections générales. Les membres du conseil ont été élus par les députés de la révolution.

l'armée de terre, la marine et l'air se partageant le reste. Comme on le prévoit, le nouveau « modéré » qui se recruta dans l'armée de terre. Cette « remise en ordre » devrait se faire sans difficulté, les amis du major Melo Antunes ayant désormais solidement installé leurs positions. Elle sera même peut-être plus rapidement menée que la constitution du sixième gouvernement provisoire, fondée chaque jour pour « pratiquement terminée ». Là, les obstacles restent les mêmes : le parti communiste refuse de s'associer à la même table que les chefs d'état-major et les trois commandants des régions militaires en seront membres d'office. Restent donc deux sièges à pourvoir : six iraient à

l'armée de terre, la marine et l'air se partageant le reste. Comme on le prévoit, le nouveau « modéré » qui se recruta dans l'armée de terre. Cette « remise en ordre » devrait se faire sans difficulté, les amis du major Melo Antunes ayant désormais solidement installé leurs positions. Elle sera même peut-être plus rapidement menée que la constitution du sixième gouvernement provisoire, fondée chaque jour pour « pratiquement terminée ». Là, les obstacles restent les mêmes : le parti communiste refuse de s'associer à la même table que les chefs d'état-major et les trois commandants des régions militaires en seront membres d'office. Restent donc deux sièges à pourvoir : six iraient à

l'armée de terre, la marine et l'air se partageant le reste. Comme on le prévoit, le nouveau « modéré » qui se recruta dans l'armée de terre. Cette « remise en ordre » devrait se faire sans difficulté, les amis du major Melo Antunes ayant désormais solidement installé leurs positions. Elle sera même peut-être plus rapidement menée que la constitution du sixième gouvernement provisoire, fondée chaque jour pour « pratiquement terminée ». Là, les obstacles restent les mêmes : le parti communiste refuse de s'associer à la même table que les chefs d'état-major et les trois commandants des régions militaires en seront membres d'office. Restent donc deux sièges à pourvoir : six iraient à

l'armée de terre, la marine et l'air se partageant le reste. Comme on le prévoit, le nouveau « modéré » qui se recruta dans l'armée de terre. Cette « remise en ordre » devrait se faire sans difficulté, les amis du major Melo Antunes ayant désormais solidement installé leurs positions. Elle sera même peut-être plus rapidement menée que la constitution du sixième gouvernement provisoire, fondée chaque jour pour « pratiquement terminée ». Là, les obstacles restent les mêmes : le parti communiste refuse de s'associer à la même table que les chefs d'état-major et les trois commandants des régions militaires en seront membres d'office. Restent donc deux sièges à pourvoir : six iraient à

l'armée de terre, la marine et l'air se partageant le reste. Comme on le prévoit, le nouveau « modéré » qui se recruta dans l'armée de terre. Cette « remise en ordre » devrait se faire sans difficulté, les amis du major Melo Antunes ayant désormais solidement installé leurs positions. Elle sera même peut-être plus rapidement menée que la constitution du sixième gouvernement provisoire, fondée chaque jour pour « pratiquement terminée ». Là, les obstacles restent les mêmes : le parti communiste refuse de s'associer à la même table que les chefs d'état-major et les trois commandants des régions militaires en seront membres d'office. Restent donc deux sièges à pourvoir : six iraient à

président de la République et premier ministre désigné, de venir à un accord. Faut-il aux autres d'une unité ne juridique d'Amadora, M. Al Cunhal a réaffirmé les positions de son parti : « Des forces droites cherchent à imposer un régime à 180 degrés de la politique portugaise. Nous ne sommes pas un tel régime », a assuré le général. Le P.C. refuse donc toute idée de coalition avec le P.P.D.

Il semble, en fait, que les ministres se battent surtout sur le côté « formel » des choses. C'est ce qui ressort des déclarations de M. Cunhal : « admettons, a-t-il dit, que les membres du parti communiste comme certains du parti a liste et d'autres partis », sans des responsabilités au futur gouvernement, mais être, par la même, responsables officiels de notre parti, coalition qui n'avons pas nom ?

Mais l'attitude des communistes n'est bien sûr hélas... s'engager trop avant aux élections et des cent quand « le recul de la révolution provoque déjà le développement d'une opposition politique et tire sur leur gauche. Part au pouvoir ou ne pas se c d'une opposition ? J. I. communistes veulent sortir du dilemme en cherchant un moyen, mais il sera difficile de r deux vers au feu. DOMINIQUE POUCY et JOSÉ REBELO.

### Dans une interview à IT 1

#### L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA : il faut que les forces armées retournent dans les casernes

L'ex-général António Spínola, ancien président de la République portugaise, dans une interview accordée jeudi 11 septembre à IT 1, a déclaré : « Il faut que les forces armées retournent dans les casernes dans leurs casernes en laissant le pouvoir aux légittimes représentants du peuple portugais ».

Il a également déclaré : « Il faut que les forces armées retournent dans les casernes dans leurs casernes en laissant le pouvoir aux légittimes représentants du peuple portugais ».

Il a également déclaré : « Il faut que les forces armées retournent dans les casernes dans leurs casernes en laissant le pouvoir aux légittimes représentants du peuple portugais ».

## SOUS TOUS LES PRÉTEXTES

### Soviétiques et Chinois se combattent sans merci

La querelle sino-soviétique connaît actuellement un regain d'actualité. Si aucun incident n'est signalé dans les zones frontalières, tous les prétextes sont bons en revanche, de part et d'autre, pour se lancer les pires accusations.

Un signe inédit de cette virulence a été donné par l'agence Chine nouvelle, qui a publié, le 7 septembre, le texte d'une déclaration orale du ministre chinois des affaires étrangères expliquant les raisons pour lesquelles Pékin a refusé à une délégation soviétique l'autorisation de se rendre en Chine, à l'occasion du trentième anniversaire de la victoire sur le Japon, pour y fleurir les monuments à la mémoire des martyrs de l'armée soviétique.

Le plus nouveau, dans cette affaire, n'est pas tant le refus opposé par le gouvernement chinois à la délégation soviétique que le fait que Pékin s'est d'ailleurs rendu, le 3 septembre dernier, comme les années précédentes, à Wuhan pour y fleurir le monument aux morts de l'armée soviétique — que la publication de la « déclaration orale » du ministre chinois des affaires étrangères, il est vrai qu'antérieurement, Moscou avait accusé les Chinois de « manquer de respect » pour les martyrs soviétiques.

Au moins aussi significative est une attaque lancée le 7 septembre par la Pravda contre le chef de la délégation chinoise aux cérémonies du trentième anniversaire de la République démocratique du Vietnam, le général Tohan Si-lien, vice-premier ministre. Il lui était reproché d'avoir, dans un discours, prononcé le 3 septembre, déclaré que « les deux superpuissances font tous les efforts possibles pour étendre d'autres pays dans leur sphère d'influence et aggraver ainsi le danger d'une troisième guerre mondiale ». La Pravda accusait les dirigeants maosistes de chercher « à porter sur le territoire vietnamien la « guerre froide » qu'ils mènent contre l'U.R.S.S. ». Mais l'organe du comité central du P.C. soviétique entre lui-même dans ce jeu, puisqu'il choisit de relever un discours dans lequel le général Tohan Si-lien, tout en parlant de « superpuissances », et « impérialisme » et « hégémonie », était abstenue — par égard sans doute pour ses hôtes — de citer

l'U.R.S.S. On peut se demander si Moscou ne s'irrite pas en réalité de l'attitude des dirigeants nord-vietnamiens, qui ont toléré qu'un tel discours fût prononcé chez eux. Une telle interprétation correspondrait aux récentes critiques de la revue Kommunist contre les P.C. qui adoptent une attitude « hostile » ou « opposée » envers la politique maosiste (Le Monde du 30 août).

Ces mêmes critiques étaient d'ailleurs reprises le 10 septembre par les Letvosti contre « ceux qui tentent de jouer le jeu des Chinois ». « La Chine maosiste », écrit le quotidien soviétique, « (...) pour tous les peuples et Etats pacifiques un adversaire dangereux ». Dans ces conditions, la tâche consiste à garder une vigilance constante à l'égard des actions subversives des leaders maosistes. « Dans ces conditions, il est nécessaire de renforcer les relations de coopération avec les Etats socialistes et de la paix ».

Pékin de son côté n'est guère plus tolérant à l'égard des partis communistes qu'il estime trop proches de Moscou. Ainsi, rapporte-t-on, la délégation du P.C. français qui s'est rendue à Hanoi pour le trentième anniversaire de la R.D.V. n'a-t-elle pu passer par Pékin, sans parler de la démission répétée par Chine nouvelle des ingénieurs soviétiques au Portugal et la mise en cause implicite par cette agence du P.C. portugais.

Les dirigeants de Pékin s'inquiètent en tout cas lorsqu'il s'agit de l'Union soviétique, qu'on s'efforce de rapprocher de la Chine nouvelle, l'Union soviétique s'efforce et d'ouvrir un brèche dans le flanc sud-ouest de la zone de défense européenne de l'OTAN. Inversement, l'accueil chaleureux qu'ils viennent de faire à une délégation du gouvernement et du parti roumains explique

Aux Nations unies, enfin, l'Assemblée générale extraordinaire sur le développement et la coopération économique a été l'occasion d'un nouveau duel oratoire entre le représentant soviétique et le délégué chinois (Le Monde du 5 septembre).

L'après-midi renouvelé avec laquelle la Chine et l'U.R.S.S. s'accusent mutuellement d'être des circonstances internationales nouvelles jugées préoccupantes par chacun des deux adversaires. En Europe, la Chine s'inquiète de longue date de la tendance des pays capitalistes à trop se fier à la politique de détente préconisée par l'U.R.S.S. et consacrée par la conférence d'Helsinki. Plus les Soviétiques auront les mains libres à l'ouest, estime-t-on à Pékin, et plus ils se feront menaçants à l'est, où ils auront tout loisir de gêner leurs forces.

Et s'il y a, estime-t-on à Pékin, et plus ils se feront menaçants à l'est, où ils auront tout loisir de gêner leurs forces.

Et s'il y a, estime-t-on à Pékin, et plus ils se feront menaçants à l'est, où ils auront tout loisir de gêner leurs forces.

## Italie

### L'ambassadeur des Etats-Unis affirme que Washington ne tolérerait pas la participation des communistes au gouvernement

De notre correspondant

Rome. — M. John Volpe, ambassadeur des Etats-Unis à Rome — auquel une récente prise de position dans les affaires politiques italiennes avait valu le surnom de « Monsieur Golpe (1) », — fait à nouveau la une des journaux. Interviewé par l'hebdomadaire Epoca, il vient d'affirmer que son pays ne tolérerait pas une participation des communistes au pouvoir en Italie. Cette déclaration a provoqué de vives réactions dans les milieux de gauche.

Plusieurs sénateurs du P.C.I. en particulier, ont demandé au gouvernement de prendre des mesures pour empêcher des actes de ce genre, tandis que l'organe du parti socialiste dénonce la « suggestion inadmissible » et que le Manifesto, quotidien d'extrême gauche, réclame carrément le rappel du diplomate.

M. Volpe ne pouvait ignorer que son intervention déclencherait une levée de boucliers. S'il a tout de même fait, c'est sans doute pour démentir de récents bruits affirmant à Washington plus de compréhension à l'égard du P.C.I. « Le président Ford, le secrétaire d'Etat Kissinger et d'autres fonctionnaires américains ont affirmé explicitement de nombreuses occasions », déclare M. Volpe à Epoca, « que la participation des communistes au gouvernement est leur conquête du pouvoir dans un Etat membre de l'OTAN serait ».

« En espagnol, « golpe » signifie « coup d'Etat ».

## Danemark

### LE GOUVERNEMENT PENSE POUVOIR FAIRE ADOPTER LE PLAN DE BELANI

De notre correspondante

Copenhague. — Réuni cette semaine en session extraordinaire, le Parlement danois examine mardi le projet de loi concernant le développement économique. Contre toute attente, juste avant le début de ces travaux, M. Anker Joergensen (qui préside depuis février un cabinet minoritaire social-démocrate) a réussi à rallier cinq des partis de la Chambre unique (radicaux, libéraux, chrétiens populaires, centre démocratique et, naturellement, sociaux-démocrates) à un compromis sur le plan visant à relancer d'urgence la vie économique.

Parmi les mesures prévues figurent notamment un abaissement de la T.V.A. de 15 à 9,25 % pour une période de cinq mois, presque tous les produits (à l'exception des automobiles et l'acier notamment), le remboursement de l'emprunt forcé sur les réserves élevés et moyens pendant 1974 (soit 1 milliard de couronnes équivalent à 704 millions de francs), une injection de 1 milliard de couronnes dans le secteur privé et une augmentation de 600 millions de couronnes de dépenses publiques.

La réunion du Parlement se fera précédée par l'assemblée annuelle du parti social-démocrate, qui s'éouvrira le 14 et 15 septembre à Copenhague. C'est le début de la session parlementaire.

« En espagnol, « golpe » signifie « coup d'Etat ».

**Au centre de Montpellier un nouveau Frantel**

**Hôtel Frantel Montpellier**

\*\*\*

«Le Polygone», 34000 Montpellier. Tél. 1671 63.90.63.

10 autres hôtels en France  
Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dunkerque, Fos-sur-Mer, La Grande Motte, Limoges, Mâcon, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Rennes, Paris-Orly, Saint-Etienne, Toulouse

Réservez maintenant : Tél. 116 11 828 88 00  
78, rue Olivier de Serres - 75739 PARIS CEDEX 15

**frantel**  
il au cœur des villes

Spécial 1975







(Publicités)

**A VENDRE**

à environ 150 km ouest de Paris

**BELLE PROPRIÉTÉ**

avec maison de maître et vastes dégagements. Possibilité d'acquisition par achat d'actions d'une société immobilière suisse.

Pr. rem. 600. sur chiffre 21-18-3238. Publicités, CH-1211 Genève 3.

**ROISSANCE**  
DES JEUNES NATIONS

Septembre 1975  
Numéro spécial  
"CHILI"

Exclusif :

- Le rapport secret de l'épiscopat chilien.
- L'économie sous la junte par J. Choncho, ancien ministre d'Allende.

LE NUMÉRO 5 F  
en vente 163, bd Malesherbes,  
75017 PARIS.  
Envoi franco.  
C.C.P. PARIS 7393.52

**ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE**

1. Vous voulez réussir votre entrée dans la vie active. Vous avez besoin d'une formation en administration d'entreprise.

Cours général de formation de futurs cadres polyvalents (méthodologie, conduite de hommes, finances, production, techniques d'étude de marché et de commercialisation). Conditions d'admission : au moins 21 ans, niveau secondaire (baccalauréat ou diplôme équivalent), si possible stages pratiques en entreprise.

2. Vous êtes déjà un cadre expérimenté. Mais vous visez plus loin. Vous avez besoin d'une préparation à la direction des entreprises.

Cours supérieur de perfectionnement de cadres déjà en fonction (méthodologie, relations humaines, gestion financière, organisation de la production, marketing). Conditions d'admission : de 25 ans et 5 ans de pratique professionnelle à un poste de responsabilité.

3. Vous préférez des études courtes, mais intensives et un enseignement dispersé exclusivement par des praticiens. Vous demandez une documentation ECL.

Enregistrez ou téléphonez au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne, chemin de Morner 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 23 32, en précisant la référence : no 21

Formation en Administration d'Entreprises et Préparation à la Direction des Entreprises sont deux cours de l'Ecole de Cadres de Lausanne - Institut International Indépendant spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres d'entreprises.

Dans ces deux cours : 1 session par an (octobre à juin), durée 9 mois - Examens à plein temps pendant 1 an ou à temps partiel pendant 2 ans - Enseignement exclusivement dispensé en français - Etude de cas et visites - Certificats et diplômes ECL.

**GRIFFSOLDE DEGRIFFE**

**LES GRANDS DU PRET-A-PORTER**

actuellement, votre costume d'automne : 295 F

les boutiques Griffsolde

3, rue de la Plaine/Nation 3, bd Montmartre/Montparnasse

# PROCHE-ORIENT

LA TENSION ENTRE LE CAIRE ET L'O.L.P.

## Le gouvernement égyptien a suspendu les émissions de « la Voix de la Palestine »

Le gouvernement égyptien a décidé de suspendre à partir du jeudi 11 septembre les émissions de « la Voix de la Palestine », émanant du Caire. Cette décision a été prise en représailles au communiqué diffusé mercredi par le comité exécutif et le conseil de l'O.L.P. dénonçant en termes vigoureux le second accord de désarmement dans le Sinaï.

Le communiqué palestinien affirmait que l'accord égypto-israélien constituait une offense à la dignité de la nation arabe, du peuple égyptien et de son armée. Les journaux égyptiens de ce vendredi matin attaquent violemment ce communiqué. Al-Ahram estime qu'il s'agit d'une « offense flagrante au peuple égyptien » et rappelle la longue lutte menée par l'Égypte. Il reproche à l'O.L.P. d'être tombé « dans le piège des Israéliens » en cherchant à créer des dissensions dans les rangs arabes. De son côté, Al-Ahram rappelle que « l'Égypte a fait clairement comprendre qu'elle n'avait pas mis fin à l'état de guerre contre Israël » et qu'elle n'abandonnera pas ses obligations à l'égard des territoires occupés et des droits légitimes du peuple palestinien. « Il est étonnant de voir l'O.L.P. négocier sa lutte pour se livrer à la surenchère », écrit le journal.

Depuis jeudi soir, « la Voix de la Palestine » a changé de nom et diffuse sous la nouvelle appellation de « Radio de la Palestine ». La station continue à émettre sur la même longueur d'ondes et diffuse des commentaires officiels égyptiens, les paroliers égyptiens. Le personnel palestinien de « la Voix de la Palestine » n'a plus accès aux locaux de la radio.

C'est la deuxième fois que l'Égypte suspend les émissions de « la Voix de la Palestine ». Une décision analogue avait été prise en juillet 1970 par le président Nasser, à la suite de l'occupation par l'Égypte du plan Rogers.

● A BEYROUTH, l'O.L.P. a accusé, ce vendredi, le gouvernement égyptien d'avoir fermé la station de radio « la Voix de la Palestine » pour « isoler les mouvements de résistance opérant en Israël ». L'initiative du Caire, poursuit l'O.L.P., constitue la preuve qu'il existe un « accord secret » israélo-égyptien « en vue de mettre un terme à la propagande de guerre égyptienne contre Israël ».

● A PRAGUE, les présidents de la Syrie et de la Tchécoslovaquie, MM. Assad et Husak, ont publié jeudi soir un communiqué commun affirmant que l'accord égypto-israélien « augmentera inévitablement la tension » au Proche-Orient. Dans ce communiqué, publié au terme de la visite en Tchécoslovaquie du président syrien, les deux chefs d'Etat soulignent que le signature de l'accord israélien représente « une coupure manœuvrière visant à détourner la solution des problèmes de base dus à l'agression israélienne, à affaiblir la solidarité arabe, à ignorer les droits du peuple palestinien et à transformer le conflit israélo-arabe en un différend frontalier ».

● A WASHINGTON, le porte-parole du département d'Etat a déclaré, jeudi, que le président Sadate fera une visite officielle à Washington « dans le courant de l'automne ». — (A.F.P., U.P.I.)

## LES COMBATTANTS DE ZAHORTA...



(Suite de la première page.)

« Tout le monde se terre à Tripoli », dit un jeune cadre de la milice. « Les forces de ce qu'on appelle les combattants chrétiens libanais en respect et plusieurs milliers de fanatiques musulmans ». Ils le croient du moins. Vous demandons à voir ces « superbes guerriers » à Fouweir et Koubbeh, dans la proche périphérie de Tripoli. On nous y amène en jeep. Les combattants sont bien là, embusqués sur les toits, mais le quartier est littéralement vidé de ses habitants. Les rues sont désertes, on ne voit que le port. Vers 14 h, après, comme tous les jours à la même heure, un échange de coups de feu, en principe à la reprise des combats.

Nous avons vu les premiers blindés de l'armée libanaise prendre position dans une zone tampon pour s'opposer entre les assauts de l'O.L.P. et les troupes libanaises, au grand désespoir des forces et partis de gauche. Mais quel sera le rôle de la ligne de démarcation qui sépare les deux camps ? Koubbeh, un quartier à moitié chrétien, est en principe partie intégrante de la ville de Tripoli. « Il ne s'agit pas de retourner aux frontières administratives, mais à celles qui séparent aujourd'hui les forces en présence », nous déclare le chef de la milice qui commande les postes avancés. Et d'ajouter, très sûr de lui : « Nous sommes palestiniens, nous sommes libanais. Mais c'est ce qui fait petite force : nous avons la foi et ils ont l'argent ».

Le mot de la fin, nous le devons à la bouche de l'un des plus grands historiens contemporains du monde arabe, M. Jassid Bou-Abbas, ancien ministre des affaires étrangères du Liban. Les Libanais, les Arabes, ce n'est pas aussi complexe qu'on ne le dit. Nous sommes, dans un pays fort, nous sommes et resterons imprévisibles. — EDOUARD SAAB.

## Liban

### Des massacres auraient eu lieu dans le nord du pays

Conformément à la décision prise la veille par le gouvernement de M. Rachid Karame, l'armée libanaise a pris position, dans la journée du jeudi 11 septembre, dans la zone-tampon entre Tripoli, Zahorta et Dénziah, dans le nord du pays, où, depuis plus d'une semaine, s'affrontent les combattants chrétiens et musulmans.

La mise en place du dispositif de l'armée s'est apparemment déroulée sans incident, hormis un échange de coups de feu à 3 kilomètres au sud de Tripoli. La mission confiée à l'armée, ainsi que l'a rappelé le chef du gouvernement libanaise, est de séparer les combattants et de renouveau des combats. L'armée est toutefois autorisée à riposter à tout tir dirigé contre elle.

L'intervention des militaires dans le nord du pays, accueillie sans enthousiasme mais sans hostilité, semble-t-il, par la population, soulève les protestations des partis progressistes, qui ont lancé un ordre de grève générale de vingt-quatre heures pour lundi prochain.

Cette décision a été prise au cours d'une réunion tenue jeudi après-midi à Beyrouth par les diverses organisations et partis progressistes, sous la présidence du leader du parti socialiste progressiste libanaise, M. Kamel Joublani.

D'autre part, le gouvernement libanaise a adopté jeudi un projet de loi sur l'armée libanaise, notamment la composition d'un conseil de commandement comprenant huit officiers, présidé par le commandant en chef de l'armée. Ce projet de loi, transmis à la Chambre des députés pour approbation, prévoit en outre une

révision des prérogatives du commandant en chef et donne pouvoir au conseil des ministres nommer le chef de l'armée et l'inspecteur général de l'armée jusqu'à ce qu'il désigne le chef de l'Etat.

Des combats ont mis aux prises jeudi soir, les habitants de laque-musulmans et chrétiens dans le village de Zahorta, au nord de Tripoli. Selon l'agence Reuters, personnes au moins ont tuées et quinze autres blessées, cours de ces affrontements. Le journal Al-Hayat affirme, vendredi, qu'un véritable massacre a eu lieu dans le village chrétien de Zahorta, dans lequel on a jonché les rues. Les combats d'aujourd'hui à la région, les plus déchaînés du Liban, ont permis jeudi soir aux forces de se diriger sur les lieux des combats.

D'autre part, on apprend sources bien informées que, depuis mardi, les forces de la garde de la nuit de Zahorta, près de Zghayyir, ont été évacuées de la nuit de mercredi.

**Incidents israélo-libanais**

Deux Libanais ont été tués jeudi et cinq autres blessés dans un raid israélien dans le camp de réfugiés de Bourj el-Barajneh, au nord de Tyr. A Tel-Aviv, un porte-parole militaire a déclaré que les forces israéliennes avaient été très vite vers minuit à partir du territoire libanaise sur les environs de la ville israélienne de Naharyn. La Chambre des députés, sans faire de commentaire, prévoit en outre une



## DIPLOMATIE

### RÉUNIS A VENISE

#### Les ministres des affaires étrangères de la Communauté « mettent à jour » leur résolution de novembre 1973 sur le Proche-Orient

De notre envoyé spécial

Venise. — Les neuf ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ont réuni, ce vendredi 12 septembre, leurs discussions sur la coopération politique. Ils ont parlé notamment de la procédure à l'Assemblée des Nations unies, de Chypre et du Portugal.

La journée de jeudi a été presque entièrement consacrée au Proche-Orient. Trois sujets ont été abordés : le conflit israélo-arabe, le dialogue euro-arabe et l'aide à l'Égypte. Les neuf ont décidé de faire une déclaration qui devait être publiée ce vendredi et dans laquelle ils expriment leur satisfaction à propos de l'accord israélo-égyptien. Ils y voient une contribution importante dans la voie d'un « règlement global », lequel reste néanmoins la seule base possible pour une paix durable. Ce texte devrait rappeler et mettre à jour « la résolution des Neuf adoptée à Copenhague le 6 novembre 1973 et qui avait, à l'époque, scandalisé les Israéliens. Intervenant au lendemain de la guerre d'octobre et pendant l'embargo pétrolier, cette résolution se prononçait en termes particulièrement catégoriques pour l'évacuation des territoires occupés et le respect des droits de tous les Etats, l'établissement de frontières sûres et reconnues et la reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens. Le nouveau texte préconise, entre autres, que les frontières doivent être non seulement sûres et reconnues mais « garanties », durablement, par un gouvernement français depuis la visite à Paris du président Sadate. L'indication de la résolution est que les droits des Palestiniens, dont personne ne conteste plus la légitimité ? Du côté français, on indiquait vendredi qu'il s'agit de leur rendre « une partie », mais tous les collègues de M. Sauvagnargues ne sont pas prêts à aller jusque-là.

Une question délicate se pose aussi en ce qui concerne la Syrie. Faut-il la mentionner et comment ? Du côté français, on pense que le problème syrien ne pourra être réglé que par un accord bilatéral. Or, vendredi, il faudra, ce novembre, donner des arguments au gouvernement de Damas pour l'inciter à renouer le dialogue avec les Etats arabes et la Jordanie.

Le dialogue euro-arabe n'a été brièvement mentionné. Les ministres ont discuté enfin de l'aide financière à accorder à l'Égypte. Au cours de leurs réunions du printemps dernier, les Allemands s'étaient montrés favorables à une participation européenne au financement international imaginé par M. Sadate pour aider l'Égypte. Leurs partenaires préfèrent cependant des aides bilatérales mais coordonnées. Le montant s'élevait à 250 millions de dollars. Ces aides seront indépendantes de l'accord de coopération en cours de négociation entre la commission et l'Égypte (et aussi la Syrie, le Liban et la Jordanie).

## Après la visite de M. Saddam Hussein à Paris

### LA FRANCE ET L'IRAK RÉAFFIRMENT « LA NÉCESSITÉ DE L'ÉVACUATION DES TERRITOIRES ARABES OCCUPÉS »

Le communiqué publié à l'issue de la visite en France du président irakien Saddam Hussein réaffirme le caractère « privilégié » des « profondes relations d'amitié » entre la France et l'Irak et le soulève des deux pays. Ce communiqué, qui est le fruit de la coopération traditionnelle et connue. Elles sont couronnées de la nécessité de l'évacuation des territoires arabes occupés et de la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien.

« La partie irakienne », ajoute le communiqué, « a manifesté son soutien à la proposition du président de la République française de convoquer une conférence des pays industrialisés et des pays en voie de développement, étendue aux problèmes de l'Asie, des matières premières

et du développement, ainsi qu'aux problèmes cruciaux qui s'y rattachent. »

Le communiqué souligne en outre la convergence « des analyses » et l'adoption « de la nécessité de relations économiques et notamment dans le domaine de l'énergie et de la technologie avancée ».

Selon le communiqué, M. Giscard d'Estaing et Saddam Hussein ont réaffirmé l'importance qu'ils attachent au dialogue engagé entre les Etats arabes et les Etats européens, dont l'objectif est d'aboutir à un rapprochement et à une coopération dirigés par la complémentarité des intérêts.

Après avoir rappelé la nécessité de régler les problèmes internationaux par des voies pacifiques, le communiqué poursuit : « S'agissant de la situation au Proche-Orient, les deux parties ont réaffirmé leurs positions traditionnelles et connues. Elles sont couronnées de la nécessité de l'évacuation des territoires arabes occupés et de la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien ».

« La partie irakienne », ajoute le communiqué, « a manifesté son soutien à la proposition du président de la République française de convoquer une conférence des pays industrialisés et des pays en voie de développement, étendue aux problèmes de l'Asie, des matières premières

## Après la signature de l'accord israélo-égyptien

### M. GISCARD D'ESTAING AVAIT FELICITÉ M. RABIN

Jérusalem (A.F.P.). — Le président Giscard d'Estaing a adressé un message de félicitation au premier ministre israéliel M. Yitzhak Rabin, à l'occasion de la signature de l'accord israélo-égyptien, à la suite de la signature de l'accord le jeudi 11 septembre. Un message de félicitation a été par ailleurs adressé au président de la République par le premier ministre israélien et par le président de la République française.

« L'accord israélo-égyptien », a déclaré M. Giscard d'Estaing, « est un événement de grande importance pour le monde arabe et pour le monde occidental. Il ouvre la voie à une paix durable et à une coopération entre les Etats arabes et les Etats européens. Je félicite M. Rabin pour sa contribution à la réalisation de cet accord. »

« L'accord israélo-égyptien », a déclaré M. Rabin, « est un événement de grande importance pour le monde arabe et pour le monde occidental. Il ouvre la voie à une paix durable et à une coopération entre les Etats arabes et les Etats européens. Je félicite M. Giscard d'Estaing pour sa contribution à la réalisation de cet accord. »

## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

Plus de trois mille prisonniers politiques sont actuellement détenus en Argentine dans des conditions inhumaines. Les autorités militaires ont déclaré à Lima, M. Alberto Campes, l'un des dirigeants en exil du mouvement péruvien de gauche Montoneros. Selon lui, deux mille militants syndicaux et politiques ont été assassinés sous le gouvernement de Mme Peron. — (A.F.P.)

### Colombie

Le président LOPEZ MICHELENA a refusé le jeudi 11 septembre, le démantèlement de son gouvernement, présentée à la suite d'accusations de « corruption ». Un sénateur du parti conservateur, Mme Berntha Hernandez de Ospina, a affirmé que des personnes proches du président se livraient au trafic d'opium.

### Chili

ALEXANDRE SOLJENITSENE n'a aucunement l'intention de rendre au Chili, déclare-t-on, le vendredi 12 septembre, au Chili, d'après les propos de M. Vogelfanger, président de l'Association des étrangers au Chili (Le Monde du 12 septembre). M. Vogelfanger avait déclaré mercredi à Santiago, avoir adressé à M. Soljenitseyne une invitation à venir assister aux cérémonies du deuxième anniversaire de la prise du pouvoir par les forces armées. Il avait ajouté que l'invitation lui était parvenue trop tard, mais qu'il promettait de faire prochainement un séjour au Chili. Le Chili, qui représente à Paris M. Soljenitseyne, qui réside à Zurich, déclare qu'aucune invitation n'a été faite à l'égard de Soljenitseyne au Chili, qu'il n'y a, par conséquent, pas répondu.

### Etats-Unis

M. TONY BOYLE, ancien président du Syndicat unifié des mineurs, a été condamné à l'emprisonnement à vie le jeudi 11 septembre pour avoir organisé l'assassinat d'un de ses rivaux, M. Yablonski, de la femme de celui-ci et de sa fille. — (Reuter.)

### Pakistan

UNE RECRUTEMENTS de l'activité de la guérilla anti-gouvernementale a été enregistrée dans le district de la province pakistanaise du Baloutchistan, a-t-on appris jeudi 11 septembre, de sources dignes de foi. Dix-huit soldats et seize miliciens ont été tués par les guérilleros. Ces attaques sont les plus importantes depuis que les gouvernements ont pris l'année dernière, la grande rébellion de certains tribus de la province. — (Reuter.)

MATELAS EN SIMMONS ENSEMBLES

**TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS**

ont choisi CAPELOU pour la vente de leurs MEILLEURES LITERIES

EXPOSITION EN CENTRE D'ESTER

CAPELOU distributeur

Seule adresse de vente : 37, Av. de la République PARIS 11e - Métro PASTEUR TEL. 367.46.35

Jeudi 12/9/75



LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

Le plan de soutien est approuvé au Sénat par 176 voix contre 85

Jeu après-midi 11 septembre, dès l'ouverture de la discussion. Sénat du projet de loi de finances rectificative pour 1975. Le ton surne et monotone — du débat était donné : M. Jacques Chirac, effet, s'est contenté de reprendre le canevas du discours qu'il avait prononcé quarante-huit heures plus tôt devant les députés.

M. COUDÉ DU FORESTO : l'intérêt de la France est que le plan réussisse

Le rapporteur de la commission des finances, M. YVON COUDÉ DU FORESTO (Union centriste, Gers) a prononcé l'appellation « plan de soutien économique » à plan de soutien, « une crise ne se conjoncture pas et ses dirigeants et ses dirigeants ne peuvent pas en faire un objet de préoccupation. Il souligne que l'importance des charges sociales dans les entreprises industrielles est un problème qui se pose à l'heure de l'interrogatoire alors sur les mesures prévues en matière d'emploi : « Vous vous inquiétez de l'augmentation des prix, mais vous ne vous inquiétez pas de l'augmentation des salaires. »

M. FOURCADE : un léger fort fiscal supplémentaire de 3 milliards

JEAN-PIERRE FOURCADE, ministre de l'économie et des finances, relève que « l'augmentation de cap, nous changeons de régime. Craignez, ayant semé le vent, de récolter la tempête. » Après M. JACQUES VERNEUIL (Gauche dém., Charente-Maritime) qui souligne son intervention en Charente et Charente-Maritime, M. M. ULRICH SCHEUMANN (app. U.D.R., Nord) dit que « l'essentiel n'est pas de discuter de la discipline » et qu'« un vrai dialogue est nécessaire entre le gouvernement et la majorité. Notre rôle, ajoute-t-il, n'est pas seulement de voter la loi, il est de concourir à son élaboration. »

Mme GÖTTMANN (P.C.) : démagogie et duperie

La séance est reprise à 21 h. 35. Mme MARIE-FRÉDÉRIQUE GÖTTMANN (P.C., Seine-Saint-Denis), le président de la République, le premier ministre, sont nommés de la communauté sans engagement dans la démagogie et la duperie, les promesses sont tenues, le soutien systématique et déshérité aux grands industriels et banquiers et les appels à la résignation, à l'autoritarisme, aux libertés et à la situation. Dressant un tableau de la situation, économique, la présidente du groupe

certains, comme MM. Schumann et Cissac, ont regretté l'absence de concertation — entre le gouvernement et ceux qui le soutiennent — qui a précédé l'élaboration des mesures retenues. De même, dans la discussion des amendements, M. Jean-Pierre Fourcade n'a-t-il pas trop en à souffrir de l'intérêt que porte traditionnellement les sénateurs au sort des collectivités locales. En dépit de la tournure irrémédiablement technique que les représentants de la majorité donnaient à leurs interventions, un problème politique était posé : quel serait l'impact de la décision prise par M. Calliavet de s'abstenir ? Le sénateur de Lot-et-Garonne se faisait fort de réaliser à sa cause une dizaine de ses

entreprises (qui demanderaient avant le 5 novembre 1975 à être dispensées de paiement de ces acomptes suivants parce qu'elles estimeraient que les acomptes déjà versés excèdent l'impôt dont elles seront finalement redevables) de considérer que l'acompte du 15 septembre a été versé. Cet amendement permet-

Après M. GÉOFFROY DE MONTALEMBERT (U.D.R., Seine-Maritime), qui félicite le gouvernement, et M. ADOLPHE CHAUVIN (Union centriste, Val-d'Oise), qui se déclare « stupéfait » de voir que les départements ne bénéficieraient pas, dans le texte du gouvernement, des ressources du Fonds d'équipement des collectivités locales, M. HENRI CALLIAVET (Gauche dém., Lot-et-Garonne) estime que « le président de la République a eu raison d'affirmer que la France subit une grave secousse ».

Interruption par les sénateurs communistes. M. Calliavet lance alors : « Je n'ai pas mis mon cerveau en uniformité. » M. Calliavet indique ensuite qu'il aurait considéré comme convenable que l'invitation faite par le président de la République aux chefs de l'opposition intervienne avant que le plan ne soit élaboré. Expliquant son abstention, l'orateur relève : « Vous proposez des mesures ponctuelles pour une situation exceptionnelle. Je pense que l'essentiel sera pour demain, c'est-à-dire la définition de solidarités nouvelles, ce que j'appelle la décentralisation. »

Pour M. LOUIS JUNG (Union centriste, Bas-Rhin) la réussite du plan sera fonction du changement des méthodes de l'administration. Après que M. JOSEPH RAYBAUD (Gauche dém., Alpes-Maritimes) a demandé des précisions sur la dotation d'un milliard prévue au profit des collectivités locales, M. JEAN-PIERRE FOURCADE note que dans l'ensemble « la situation est satisfaisante ».

Après une suspension d'une dizaine de minutes commence l'examen des quinze articles du projet. Un amendement de M. Schumann suscite un engagement de sénateurs de faire mieux que M. Calliavet et de voter le projet.

Représentant deux amendements de MM. MONORY et CLUZEL, M. Fourcade fait adopter un amendement qui permettrait aux

collèges radicaux de gauche. Ce projet était d'ailleurs partagé par M. Gabriel Pironnet, secrétaire général du parti radical. C'était sous-estimer la présence active de M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, dans les couloirs du palais de Luxembourg. Au moment du scrutin, l'ancien vice-président du M.R.G. se voyait rejoint dans l'abstention que par quatre de ses amis sur les dix-sept sénateurs radicaux de gauche du Sénat : MM. Pierre Brousse (Hérault), Gaston Pams (Pyénées-Orientales), Guy Pascaud (Charente) et Jacques Verneuil (Charente-Maritime).

ANNE CHAUSSEBOURG. 1976 d'un projet de loi aménageant l'assiette des charges sociales des entreprises. En ce qui concerne l'article 11 relatif au fonds d'équipement des collectivités locales, M. Fourcade indique que les communes, les établissements publics de regroupement dotés d'une fiscalité propre et les organismes tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles connaîtront avant le 15 octobre prochain le montant des allocations qu'ils toucheraient. Il précise également que le comité de fonds d'action locale se réunira le 19 septembre et qu'un plancher de 20 000 francs garantira aux petites communes un minimum de prêts. Adopté malgré l'avis défavorable du ministre des finances, un amendement de M. Monory prévoit que les critères d'attribution définitive de ce fonds seront fixés dans la loi de finances de 1976 et non de 1977 comme le prévoyait le projet de loi. M. COUDÉ DU FORESTO fait approuver par les sénateurs un amendement qui retire au gouvernement la possibilité, comme le prévoit le décret de modifier par décret la répartition des crédits prévus par cette loi de finances rectificative entre les budgets des ministères. Les sénateurs adoptent enfin un amendement de M. CLUZEL qui rétablit l'article 15, supprimé par l'Assemblée nationale, article qui ratifie le décret réparti pour 1975 le produit de la redevance de radio-télévision. Après les explications de vote de M. GAUDON (P.C.), CAROUS (U.D.R.), DE BOUQUENON (U.D.R.) et CHAMPEIX (P.C.), les sénateurs adoptent, à 8 h. 10, vendredi matin 12 septembre, par 176 voix contre 85 sur 276 votants et 261 suffrages exprimés, le texte présenté par le gouvernement.

L'analyse du scrutin. 176 SENATEURS ONT VOTE POUR: 58 Indépendants (sur 58); 53 Union centriste (sur 55); 30 U.D.R. (sur 30); 14 « payants » (sur 14); 11 non-inscrits (sur 17); 11 non-inscrits (sur 17); 9 Gauche dém. (sur 35); 1 non-inscrit (sur 17); 85 SENATEURS ONT VOTE CONTRE: 32 socialistes (sur 52); 20 communistes (sur 20); 12 Gauche dém.; MM. Billières, Billienx, Borde-neuve, Brives, Constant, Didier, Filippi, Giacchi, Mainet, Peyou, Pinsard, Pinton; 1 non-inscrit: M. Laplace. 15 SENATEURS SE SONT ABSTENUS: 12 Gauche dém.; MM. Berchet, Brousse, Calliavet, Grand, Grangier, Jeunbrun, Legrand, Pams, Pascaud, Pelletier, Verneuil, de Wazières; 3 non-inscrits: MM. Chauty, Dardel, Ferris. 6 SENATEURS N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE: MM. Bonnefous (Gauche dém.), Coudé du Foresto (Un. centriste) et Jaffar El Amdjadj (non-inscrit, Comores); M. Marchihay (non-inscrit) était excusé; MM. Alain Poirer (Un. centriste) et Étienne Daillé (Gauche dém.) ont alternativement présidé les séances.

lundi 22 septembre dans le NOUVEL OBSERVATEUR. Le 22 septembre dans le Nouvel Observateur vous lirez les résultats de la grande enquête annuelle sur le revenu et la vie des Français : Qui gagne quoi, la crise pour qui. Les résultats en sont saisissants: agriculteurs, artisans, commerçants, industriels, cols blancs, ouvriers, employés, tous sont touchés et le sont. Mais ce qu'ils ignorent — et le Nouvel Observateur le révèle — c'est à quel point la crise accentue les inégalités en France. Il ne s'agit plus seulement de ceux qui gagnent 100.000 F par mois mais des privilégiés, protégés du profit face à tous ceux qui souffrent. La gestion de Messieurs Fourcade et Giscard d'Estaing malgré une bonne volonté apparente nous a conduits à une injustice plus grave, plus choquante: inacceptable. LE PRIX D'UN FRANÇAIS LA CRISE POUR QUI? UNE GRANDE ENQUÊTE DU NOUVEL observateur

SC.P.O. Préparation annuelle, sur place ou par correspondance. Examen entrée 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années. Enregistrement en cours d'année. LEPES 57, rue de la République, 92-Neully 722-94-94



# POLITIQUE

## Libres opinions

### VERS UN PARTI RADICAL-TRAVAILLISTE ?

par ÉTIENNE DAILLY (\*)

La décision que vient de prendre le sénateur Callavet de quitter le Mouvement des radicaux de gauche, sans toutefois rejoindre ni le parti radical ni la majorité gouvernementale, invite à la réflexion.

Qu'il y ait eu des radicaux pour croire que le parti communiste avait changé et qu'il devenait dès lors possible de tenter d'oublier Prague et d'envisager de travailler avec des hommes dont nul ne conteste qu'ils sont en général patriotes, courageux, souvent même bons gestionnaires, qui songeraient à leur reprocher ? Mais seraient-ils encore de vrais radicaux, ceux qui, après les événements du Portugal et les déclarations de Georges Marchais à cet égard, prétendraient nier que l'appareil, la « machinerie », du communisme international, sont demeurés les mêmes ? Serait-il encore de vrais radicaux ceux qui conserveraient quelque confiance dans un parti communiste qui ne veut ou ne peut désavouer ce qui se passe à Lisbonne ? Pour tous les radicaux, l'indivisible commence, en effet, lorsqu'un parti minoritaire tente, comme c'est le cas au Portugal, de s'emparer par la force des moyens d'expression et d'imposer à un peuple un système politique, économique et social dont celui-ci ne veut pas.

Qu'il y ait eu des radicaux pour croire que le parti socialiste n'avait pas changé et qu'il était dès lors encore possible de coopérer avec une formation qui, au plan électoral, avait toujours pratiqué la discipline républicaine et qui, sans rien renier de ses finalités lointaines, n'avait jamais, jusque-là, contesté que la démocratie économique n'est plus la démocratie lorsqu'elle remet en cause les libertés acquises par la démocratie politique, qui songerait à s'en étonner ? Mais seraient-ils encore de vrais radicaux, ceux qui prétendraient nier cette « volonté triomphaliste » des nouveaux dirigeants du parti socialiste qui les entraîne à ne pas hésiter à opposer leurs candidats aux candidats radicaux de gauche et cette aberration qui les conduit à proclamer un credo autogestionnaire incompatible avec le type de société auquel tous les radicaux demeurent, à l'évidence, foncièrement attachés et qui ne pourra d'ailleurs qu'aboutir à l'anarchie permanente dans l'économie de la nation ? Serait-il encore de vrais radicaux, ceux qui suivraient jusqu'au bout communistes et socialistes dans leur refus de concertation, dans leur volonté de blocage ? Car refuser systématiquement le dialogue, ne pas accepter, dans des situations exceptionnelles, de prêter un concours, fût-il exceptionnel, à ceux qui assument les responsabilités du pouvoir, saisir toutes les occasions, fussent-elles dramatiques, pour aggraver la tension sociale et encourager l'agitation, cela porte un nom inventé jadis par François Mitterrand lorsqu'il parlait si bien de « coup d'État permanent ». Serait-il encore de vrais radicaux, ceux qui accepteraient d'être plus longtemps complices de ce qui, finalement, n'est ainsi rien d'autre qu'une entreprise pré-révolutionnaire à finalité collectiviste ?

Mais pour nous radicaux de la pléiade de Valois, qui nous trouvons appartenir à la majorité présidentielle — pour certains d'entre nous dès avant le premier jour, — qui participons au gouvernement — pour d'autres d'entre nous et depuis le premier jour, — qui n'avons pour autant abdiqué ni notre indépendance ni notre volonté de changement, qui nous félicitons de constater que le président de la République est animé de la même volonté de réformer notre société sans, bien entendu, en changer la nature, c'est à nous que revient l'honneur et la charge d'être, notamment au plan économique et au plan social, la levée d'ancre, le levier principal. Serions-nous encore de vrais radicaux si nous n'acceptions pas cette ardente obligation ?

Et serions-nous encore de vrais radicaux si nous ne réusissions pas à renouer le dialogue avec une opposition de gauche qui accepterait, enfin, à nouveau la concertation ?

C'est le grand espoir qu'éveille aujourd'hui le départ d'Henri Callavet. En renonçant à une alliance impossible et à un programme commun que tous les observateurs de bonne foi reconnaissent inaplicable, tous ceux qui, socialistes sincères ou radicaux convaincus, suivent Henri Callavet ne renonceraient certes pas à vouloir « changer de vie » les radicaux et les artisans du nécessaire « désempolement » de la gauche ne manqueraient pas de le constater.

Car, entre les partis à vocation révolutionnaire et la majorité, la bipolarisation qu'a entraînée la stratégie électorale de l'union de la gauche a créé un désert. C'est là, à la charnière de la vie politique française, que doit donc, tôt ou tard, prendre place ce grand parti radical-travailliste que le pays attend et dont le sénateur de Lot-et-Garonne s'est déclaré hier le premier adepte.

Le plus tôt sera le mieux !

(\*) Vice-président du Sénat, membre du groupe de la Gauche démocratique et du comité directeur du parti radical-socialiste.

### LE FRONT PROGRESSISTE : M. PONIATOWSKI DOIT DÉMISSIONNER

M. Dominique Gallet, secrétaire politique du Front progressiste (gaullistes d'opposition), a fait, jeudi 11 septembre au cours d'une conférence de presse, le point sur les activités de sa formation. Le Front progressiste organisera les 15 et 16 novembre un colloque consacré à « la défense nationale et à l'alliance atlantique ». Du 4 au 7 décembre, il participera, en Irak, à la cinquième session de la conférence des jeunes d'Europe et des pays arabes.

Évoquant la situation en Corse, le secrétaire politique du Front progressiste a demandé la démission de M. Poniatowski. Il a réaffirmé son attachement au projet de régionalisation soumis sans succès en 1969 au référendum par le général de Gaulle. « Nous croyons, a-t-il ajouté, que c'est dans cette voie que la France doit s'engager et non celle du démantèlement national que s'empresse de préconiser MM. Lecanuet et Servan-Schreiber à la suite de ces événements ».

### ELECTION LEGISLATIVE DANS LA VIENNE LE 12 OCTOBRE

Un décret paru au Journal officiel fixe au 12 octobre le premier tour de l'élection législative de la deuxième circonscription de la Vienne (Châtelleraunt-Loudun). Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Robert Gouraud, suppléant de M. Pierre Abelin, ministre de la coopération.

### Le premier ministre interdit une visite de parlementaires au centre d'écoutes de Boullay-les-Troux

La commission des lois de l'Assemblée nationale a reçu de M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, une lettre l'avisant que, sur décision du premier ministre, la visite du centre radio-électrique de Boullay-les-Troux serait interdite pour des raisons tenant au secret de la défense nationale et à la délégation parlementaire désignée par la commission.

M. François Mitterrand, interrogé sur les écoutes téléphoniques, lui avait demandé, le 11 juin, à l'Assemblée nationale, d'autoriser la visite d'une délégation parlementaire à ce centre d'écoutes. M. Poniatowski avait déclaré : « Ce centre... a une vocation très précise : celle d'écouter les cen-

trains radio étrangers et de détecter les émetteurs clandestins qui opèrent sur le territoire français. Je suis persuadé que M. le premier ministre ne voudrait pas que l'on fasse une objection à ce qu'une délégation parlementaire vérifie cette situation » (Le Monde du 13 juin). Cette délégation avait été constituée sous la présidence de M. Richard, député (rép. ind.) du Calvados, suppléant de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche.

Après le refus signalé par M. Poniatowski, qui déclare dans sa lettre n'autoriser que la visite des deux parlementaires des commissions de la défense nationale et des lois, M. Jean Foyer a été chargé par la commission des lois d'effectuer une nouvelle démarche auprès de M. Chirac.

L'analyse détaillée du contre-plan socialiste n'ayant pas paru dans les éditions de la semaine du 11 septembre, nous redonnons ci-dessous l'essentiel de ces propositions.

Le contre-plan s'articule en trois étapes autour des thèmes suivants : relancer l'emploi, réduire les inégalités, définir une autre politique financière et industrielle au service d'une nouvelle croissance économique.

La première étape, d'application immédiate, prévoit la création de 300 000 emplois : 120 000 dans le secteur public (dont éducation : 25 000 ; P.T.T. : 30 000 ; affaires sociales, 20 000 ; collectivités locales, 40 000) et, progressivement, 170 000 dans les entreprises, grâce à la relance de la consommation et des investissements. Le contre-plan prévoit aussi l'interdiction des licenciements sans recoupement préalable, ainsi que la création, comme au Canada, d'un fonds d'aide aux collectivités locales pour la création d'emplois d'urgence d'associations locales à but non lucratif, la fixation du droit à la retraite à soixante ans (cinquante-cinq pour les femmes et pour les travailleurs soumis à des travaux pénibles), et l'abaissement à quatre heures du nombre d'heures de travail (trente-cinq heures pour les travaux pénibles).

### Relance par la consommation

L'autre volet du contre-plan pour l'immédiat consiste principalement en une stimulation de la consommation, à l'aide des onze mesures suivantes :

- Minimum vieillesse porté respectivement à 30 francs à compter du 1<sup>er</sup> juillet (son taux passant à 45 francs le 1<sup>er</sup> janvier, puis étant aligné sur le SMIC un an plus tard) ;
- Fixation du SMIC à 1.700 F par mois ;
- Hausse modérée des allocations familiales (10 % le taux d'imputation) en faveur des familles les plus modestes à compter du 1<sup>er</sup> juillet ;
- Indexation des salaires et des allocations familiales à compter du 1<sup>er</sup> juillet ;
- Assouplissement du crédit à la consommation pour la première acquisition de biens durables ;
- Suppression du solde d'impôt sur le revenu pour les couples ayant déclaré moins de 25 000 F de revenus annuels en 1974 ;
- Exonération de la T.V.A. sur les produits du premier nécessité de luxe pour les produits de luxe ;
- Garantie des deux tiers du SMIC pour tout jeune de plus de dix-huit ans à la recherche d'un premier emploi pendant un an ;
- Création d'un Fonds d'équipement régional avec un budget de 10 milliards d'autorisations de programme ;
- Abaissement du taux de crédit de façon plus sélective pour les investissements immédiats créateurs d'emplois ;

## LE CONTRE-PLAN SOCIALISTE

### Création immédiate de 130 000 emplois publics et cheminement vers une croissance d'un type différent

Bloques sélectifs pour six mois des prix industriels et contrôle des marges à tous les stades de la distribution.

L'ensemble de ces mesures coûterait à l'Etat 24,5 milliards cette année : 18,7 en dépenses supplémentaires (dont 10 pour les collectivités locales, 2,2 pour les emplois publics créés, 0,6 pour les allocations familiales, 2,5 pour l'aide aux jeunes) et 5,8 milliards en perte de recettes (dont 6 par la suppression du reliquat d'impôts sur le revenu et 1,2 par l'exoné-

### L'INDEXATION DE L'ÉPARGNE ET DES PRÊTS

En proposant l'indexation de l'épargne populaire, des prêts (nos dernières éditions datées du vendredi 12 septembre), M. Mitterrand reprend un des thèmes brûlants de la campagne présidentielle que le candidat socialiste, tout républicain, du rythme de l'économie monétaire a rendu un peu moins brûlant : au taux de 10 %, la rémunération des dépôts dans les caisses d'épargne se rapproche de 10 % de hausse des prix annuels enregistrés ces derniers mois. Mais, en réalité, se trouve posé tout le problème de l'indexation générale comme moyen de lutte contre l'inflation et comme garantie du développement des investissements.

Dans la pensée socialiste, l'indexation des dettes et des créances longues constitue un verrou majeur à la poursuite de la spirale inflationniste ; en réduisant l'attraction de l'épargne, elle permet de faire baisser les taux d'intérêt, le rapprochant ainsi du taux de productivité réelle de l'économie. En outre, l'indexation des prix suppose que le renchérissement rapide réalisé, notamment dans l'immobilier, ne renchérisse pas le coût réel de l'emprunt, qui actionne les investissements. Ce dernier point est de fait de l'essence même de la pensée socialiste.

Il est bien certain, néanmoins, que les modalités d'application de l'indexation sont délicates. « Dans des conditions précises, que François Mitterrand ne lui fournisse pas ce prétexte, un omettant dans son intervention de se référer au programme commun ».

M. Andrieu a mal écouté M. Mitterrand. Celui-ci a mentionné une fois le programme commun, mais nous l'avons indiqué (Le Monde du 3 septembre) lorsqu'il a déclaré : « L'option sera jugée lorsqu'elle conduira tous les éléments du plan en trois étapes, et dans la ligne des objectifs du programme commun de la gauche, que lui soumet aujourd'hui même le parti socialiste » (Journal officiel du 12 septembre, page 614).

La Fédération des socialistes réformistes se félicite de la décision de M. Christian Chauvel, membre de son comité directeur, député ex-P.S. de Loire-Atlantique, qui s'est abstenu dans le vote sur le plan de relance. Faisant allusion au départ de M. Callavet du Mouvement des radicaux de gauche, la Fédération des socialistes réformistes se félicite de cette évolution parallèle à la sienne. « qui renforce le courant de ceux qui sont décidés, pour faire à la France tout risque de portugalisation, à promouvoir un socialisme démocratique libre de tout lien avec la parti communiste ».

### Echec à M. Chirac au Palais-Bourbon

M. André Fanton, député U.D.R. de Paris, a été désigné par la commission des lois de l'Assemblée nationale, jeudi 11 septembre, comme rapporteur du projet de loi sur le régime du statut de Paris. Ce ne fut pas sans mal. M. Fanton, auteur d'une proposition de loi sur ce sujet, trouva sur son chemin, à sa grande surprise, au cours de la réunion des membres U.D.R. de la commission, quelques instants avant que celle-ci n'ouvrit sa séance, M. Jacques Flot, député U.D.R. de l'Yonne.

M. Flot fit savoir aux élus gaullistes qu'« on » lui avait demandé de se présenter. M. Fanton passe en effet pour avoir, sur la question, quelques idées personnelles, qui ne sont pas celles de M. Chirac. Aussé l'ancien ministre, par l'intermédiaire de Mme Marie-France Garaud, conseiller technique à son cabinet, avait-il suggéré au député de l'Yonne de se porter candidat.

Soutenu en particulier, par M. Jean Tiberi, député de Paris, qui jugeait sous-estimé que le rapporteur n'ait pas d'idée préconçue sur le problème, M. Flot devait pourtant retirer sa candidature devant le colosse de M. Fanton et sur le conseil de M. Jean Foyer, président de la commission. Echec à M. Chirac !

ration et d'un taux réel de 3,5 %). M. Mitterrand propose en outre l'indexation d'un livret A de caisse d'épargne par famille (avec un taux réel de 1,5 % par an).

La seconde étape, fondée sur une croissance de l'ordre de 3 à 4 % en 1976, vise à deux objectifs principaux : — Entreprendre, par le canal des finances publiques, de profondes réformes de structures : amélioration de la qualité des services publics, création d'emplois dans le secteur social, croissance de plus de 20 % des dépenses d'équipements collectifs et des aides au logement social, décentralisation (grâce à un crédit de 15 milliards) favorisant des projets d'équipements collectifs régionaux autonomes conduisant à la création de cent cinquante mille emplois nouveaux, impôt sur les investissements « surpenseurs » d'emplois, exonération de la T.V.A. en faveur des produits dont la durée de vie sera allongée et garantie, lutte contre la fraude fiscale ;

— Mener une politique de réformes structurelles : nationalisation du crédit et des entreprises mentionnées par le programme commun, restructuration industrielle, réévaluation des bilans, indexation des prêts, élargissement de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices, aide à la création d'entreprises, suppression des aides à fonds perdus aux entreprises, obligation de garantie de

### M. ANDRIEU A MAL ÉCOUTÉ M. MITTERRAND

Commentant, dans l'Humanité du 12 septembre, la fin du débat sur le plan de soutien de l'économie, au Palais-Bourbon, M. René Andrieu écrit :

« Répondant aux orateurs de l'Assemblée, M. Fourncade a déclaré en conclusion : « Au cours de ce débat, j'ai noté un élément très positif : le programme commun de la gauche n'existe plus ». M. le ministre des finances prend ses désirs pour des réalités. Dans des conditions précises, que François Mitterrand ne lui fournisse pas ce prétexte, un omettant dans son intervention de se référer au programme commun ».

M. Andrieu a mal écouté M. Mitterrand. Celui-ci a mentionné une fois le programme commun, mais nous l'avons indiqué (Le Monde du 3 septembre) lorsqu'il a déclaré : « L'option sera jugée lorsqu'elle conduira tous les éléments du plan en trois étapes, et dans la ligne des objectifs du programme commun de la gauche, que lui soumet aujourd'hui même le parti socialiste » (Journal officiel du 12 septembre, page 614).

La Fédération des socialistes réformistes se félicite de la décision de M. Christian Chauvel, membre de son comité directeur, député ex-P.S. de Loire-Atlantique, qui s'est abstenu dans le vote sur le plan de relance. Faisant allusion au départ de M. Callavet du Mouvement des radicaux de gauche, la Fédération des socialistes réformistes se félicite de cette évolution parallèle à la sienne. « qui renforce le courant de ceux qui sont décidés, pour faire à la France tout risque de portugalisation, à promouvoir un socialisme démocratique libre de tout lien avec la parti communiste ».

### NE PAS CONFONDRÉ ENDETTEMENT ET CRÉDITS PUBLICS

M. Georges Marchais et ses services, mercredi soir, les spécialistes en attendant, à la tribune de l'Assemblée nationale, que deux groupes idéologiques, vus, Ustour et Scaïler, aient reçu en cinq ans de 1970-1974, près de 11 milliards de francs de crédits publics (dont milliards d'édifices datés, vendredi 12 septembre), j'observant bien, l'on avait vu 2,5 milliards de francs de prêts accordés par le Fonds de développement économique et social pour le financement de l'Etat de l'Etat, mardi, les techniciens du P.C. recitaient 0,1 milliards de francs supplémentaires qui font l'endettement global des crédits publics.

En revanche, M. Marchais raison quand il souligne que l'endettement global de ces dix années est de 44 à 45 milliards de francs, et que ces dix années ont permis de financer 33 000 personnes (- 19 200) de la reconstruction de la voirie rurale, qui entraîne la suppression d'autant d'emplois sans cependant qu'il y ait eu licenciements (la non-renouveau des contrats, les départs à la retraite et les déplacements y suffiront). Comme à Fou à Sohier, fille commune d'Ustour et de Scaïler, a été dans le même temps 6 000 emplois, le total global pour ces trois ans est à peu près nul.

**MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES**

NOUS VOUS HAUBILONS EN PRET-A-PORTER

en costume draperie jersey velours

**berdy**

79 AV. DES TERNES, 75017 PARIS TEL. 330 35.13

trois (puis de cinq) ans pour automobiles, les cycles, l'équipement ménager, les meubles contrôlés de la publicité (la intégration de ces dépenses de la bénéfice impossible), droit veto pour les travailleurs l'embauche ou la licenciation réforme de la Sécurité sociale

### La « nouvelle consommation »

La troisième étape vise à engager une évolution vers le socialisme en définissant les bases de la sélectivité du crédit de l'aide publique. Elle retient trois thèmes principaux : — Un nouveau mode de direction, afin de modifier le port capital-travail, de réduire l'usage humain et écologique de diminuer la taille des et de réduire les considérables la durée du travail et d'allonger la durée de vie des objets ; — Un nouveau mode de répartition du pouvoir ; — Une nouvelle base de l'industrie française visant rendre moins dépendante du monde mondial. L'Etat, et M. Mitterrand, devrait encourager la constitution, dans les secteurs clés, à définir, (énergie, informatique, électronique, automatisation, mécanique, charbon, aéronautique et aéronautique, aéronautique et aéronautique), de grands groupes, et à assurer à la France son autonomie technologique.

### M. ANSQUER : M. Mitterrand de bonnes lectures.

M. Vincent Ansqer, ministre du Commerce et de l'Artisanat, a déclaré au micro de France-1 le 12 septembre :

« Je vois que M. Mitterrand, de bonnes lectures. Son plan reprend notamment des positions précises de mon rapport anti-gaspillage », bien que dans l'option publique que j'ai publiée en juillet dernier assouplissement du crédit consommation pour la pré-acquisition de biens du T.V.A. et ceux des produits dont la durée de vie sera allongée et garantie, lutte contre la fraude fiscale, dans le cadre d'une croissance, définit un nouveau mode de production afin modifier le rapport capital-travail, de réduire le gaspillage humain et écologique, de réduire considérablement la durée de vie des objets. Je constate, à des convergences de l'opposition et le gouvernement. C'est l'une des grandes préoccupations des présidents de la République, qui ont vu l'Etat des leaders de l'opposition sur la situation économique sociale et sur les responsabilités. M. Mitterrand veut dans la de l'action entreprise par le gouvernement, nous progresser ainsi dans la bonne voie, lentement sans doute ».

LA MARQUE BIEN DES

RANK



Journal 150

LISTE  
is publics  
type différé

EN PUBLIANT  
« L'ENJEU »

L'U.D.R. entend se donner un « corps de doctrine »

M. Yves Guéna, délégué général de l'U.D.R., présenté à la presse, jeudi 11 septembre, l'ouvrage dans lequel, sous le titre « L'Enjeu », l'U.D.R. a rassemblé les différentes orientations qu'elle avait définies au cours de ses assises nationales de Nice le 15 juin dernier. S'ajoutant à principes fondamentaux légés par le général de Gaulle, celles-ci constituent désormais le corps de doctrine du mouvement gaulliste. L'ouvrage, dont l'U.D.R. veut assurer une large diffusion, ne se présente pas comme un programme gouvernemental. Bien que l'U.D.R. ait déclaré vouloir donner la réplique aux « petits

livres » édités par les signataires du programme commun de la gauche, « l'Enjeu » n'en comporte pas moins de nombreuses suggestions, propositions et revendications. Certaines sont assez détaillées et précises pour être transformées rapidement en projets de loi ou en réformes concrètes, pour peu que le gouvernement le veuille.

L'inspiration de cet ouvrage correspond à un double objectif que M. Jacques Chirac a exposé devant la presse à l'occasion de l'U.D.R. du 8 septembre, et qu'il précisera à plusieurs reprises

dans les prochains mois : mieux faire connaître l'U.D.R. à travers le pays, démontrer qu'elle a pu surmonter la vaine légalité par la disparition du général de Gaulle, qu'elle a su rester fidèle à l'esprit de la doctrine de Gaulle, et qu'elle a su dispenser à regarder la France en tous domaines, et affirmer que les gaullistes d'aujourd'hui possèdent une doctrine politique propre. Mais il s'agit aussi, selon une formule employée par M. Chirac devant ses amis, de « gauche l'U.D.R. », de renouer le classement à droite que lui avait attribué une partie de l'opinion, et où ses alliés de la majorité voudraient bien la maintenir. C'est le sens de certaines propositions « progressistes » contenues

dans l'ouvrage. Elles correspondent bien aux sentiments moyens — sur plusieurs sujets — des militants gaullistes et de certains élus qui sont résolus désormais à les exprimer de plus en plus nettement pour mieux se différencier, dans la majorité, des républicains indépendants et des centristes.

L'U.D.R., qui avait longtemps hésité à être soit une organisation de masse soit un parti de cadres, voudrait aujourd'hui apparaître de plus en plus comme un mouvement populaire et non comme un club de notables. — A.P.

La préface qu'il a donnée à cet ouvrage, M. Chirac, rappelle l'essentiel de son discours aux assises nationales de Nice, le 15 juin dernier, écrit notamment : « mode de scrutin, qui assure un contact direct et non entre l'électeur et son député s'oppose aux combinaisons partis politiques qui se disputent l'indivisible de la nation de la France ». A propos de politique européenne, le premier ministre estime : « Four veulent président de la République et prendre une part plus active cette construction, l'U.D.R. s'efforce de donner la plus part de notre pays doit prendre

l'initiative d'une large confrontation avec les autres partis politiques de l'Europe des Neuf. » A propos de la situation économique, M. Chirac écrit : « Seules une croissance suffisamment rapide nous permettra d'assurer le plein emploi et d'atteindre, sans contrainte mais sans crise, ce qui doit être un des objectifs de notre société libérale, de type social-démocrate, de type collectif de garantie et de protection mutuelle. »

M. Yves Guéna, délégué général de l'U.D.R., écrit, dans l'avant-propos de l'ouvrage, qu'avec celui-ci l'U.D.R. dispose désormais d'un « corps d'objectifs ». Ce qui concerne aussi bien les principes gaullistes relatifs aux institutions, à la politique étrangère et à la défense nationale, que les problèmes qui posent « la crise de civilisation », « l'économie à repenser » et la « nouvelle dimension du problème social ». Au fil de ces chapitres, on peut relever certaines prises de position :

« Développer la participation aux résultats et à la propriété de l'entreprise. L'intérêt de l'entreprise doit être appliqué aux entreprises de cinquante à cent salariés et être rendu plus simple dans sa formulation technique. Le personnel doit participer aux organes de gestion et de contrôle (assemblées générales). Les sociétés anonymes (au-delà de mille personnes) devraient séparer les fonctions de contrôle et de direction en adoptant le statut des sociétés à directoire et conseil de surveillance où la représentation des salariés serait du tiers. Des sanctions devraient être plus souvent appliquées aux chefs d'entreprise coupables d'abus caractérisés ou de faute lourde de gestion. »

PROBLEME FONCIER. « Les communes doivent conserver une partie de leurs réserves foncières et n'en consentir que la concession au bénéfice, notamment, des logements sociaux dont le coût serait ainsi diminué ; contrôle plus ferme de l'usage des sols urbains ; attribution aux collectivités locales d'une partie des droits de mutation et de plus-values, instituant d'un impôt foncier annuel assis sur la valeur vénale déclarée des terrains. »

POLITIQUE DES REVENUS. L'éventail des salaires doit être resserré grâce au relèvement du SMIC, au freinage de la croissance de salaires les plus élevés, un abattement fiscal supplémentaire étant accordé à la famille bénéficiant de deux salaires. A propos des revenus du capital, l'U.D.R. propose : « Une large exonération en faveur des successions qui ne comportent que la transmission de biens d'usage familial et en particulier du logement ; Une imposition des plus-values doit tenir compte de l'indivisibilité de l'épargne monétaire et ne pas contribuer à alourdir la pression fiscale, le principe d'une nouvelle taxe devant être affecté d'abord à un abatement de l'impôt sur le revenu frappant les plus modestes ; La mise en place d'un système fiscal qui favorise l'épargne populaire grâce, notamment, à des abattements en faveur des revenus d'épargne petits ou moyens. »

« L'INDUSTRIE Il faut développer une véritable politique de concurrence et élaborer une véritable loi antitrusts allant bien au-delà des règlements actuels. La création d'emplois doit, en priorité, passer par la création d'entreprises nouvelles dans les secteurs de relative faiblesse afin d'aboutir à une situation de relative autonomie. Élaborer une liste des secteurs sensibles dans lesquels les investissements étrangers ne seraient qu'exceptionnels. Pour la recherche scientifique une priorité sera accordée aux recherches ayant un grand impact collectif (énergie, espace, aéronautique, informatique, mais aussi santé, transports, agriculture, exploitation des océans). »

LA REFORME DE L'ENTREPRISE L'U.D.R. rappelle la nécessité du pluralisme syndical, réalisable qu'il ne peut y avoir de véritable démocratie dans l'entreprise sans que soit admis le principe de la liberté totale de candidature à toutes les élections professionnelles.

REGIONS. L'Etat devrait accroître progressivement ses attributions des régions, et par conséquent leurs ressources, en matière d'emploi et de formation professionnelle. Il conviendrait cependant de rester attentif à ce qu'un pouvoir régional ne puisse se dresser en face de celui de l'Etat, car celui-ci demeure le seul garant de l'intérêt national, donc de l'intérêt de tous. (...) Il conviendrait que les ressources nouvelles qui seraient attribuées aux régions soient suffisamment équitables. Il serait souhaitable que l'augmentation des dotations des régions fasse l'objet de contrats Etat-région, dont le contenu pourrait varier d'une région à l'autre.

LA DEFENSE NATIONALE Ses objectifs sont : — La protection de l'indépendance et la sauvegarde de l'intégrité du territoire conçu comme un sanctuaire qui doit être inviolable ; — La participation au maintien de la paix dans deux zones qui sont pour la France, essentielles : le continent européen et le bassin méditerranéen ; — La défense de nos communications maritimes essentielles ; — L'exercice des responsabilités mondiales de la France dans les DOM-TOM, auprès des Etats indépendants qui contractent des liens privilégiés avec la France, enfin dans une zone quelconque du monde pour la protection des nationaux français ou la demande de l'ONU pour le maintien de la paix.

CORRESPONDANCE

Ce qui sépare le parti radical de l'U.D.R.

ous avons reçu la lettre suite de Mme Brigitte Gros, secrétaire générale du radical socialiste :

al pris connaissance avec un intérêt de l'article de Yves Guéna, délégué général de l'U.D.R., que vous avez publié dans l'édition du mardi 11 septembre. L'on pouvait encore se poser sur la question de savoir ce que sépare l'U.D.R. du parti radical. L'article de M. Guéna, intitulé « L'enjeu », permet de répondre à cette question plus ou moins bien, on ne peut mieux poser les options fondamentales : gaullisme et les propositions manifestes radicales.

us nous limiterons volontairement à ces deux thèmes essentiels qui sont l'indépendance nationale et l'Etat. — L'indépendance nationale est la liberté et l'indépendance nationale en 1975 ; que veulent-ils, que signifient-ils sur que la France et l'Europe tribunaux de décisions, prior d'autres pays en matière de régime de règlements monétaires internationaux. N'y a-t-il quelque utopie à engager français à souscrire de nouveau la grande ambition de la indépendance ? alors que dans et les Etats sont, plus mais, dépendants les uns des autres et donc interdépendants ?

part radical, depuis le moins, a toujours été d'une Europe unie dotée d'institutions parlementaires au suffrage universel devant prendre des décisions politiquement les pays Communauté européenne. stère de défense pour arrêter l'escalade permanente des militaires, nous n'avons de demander la réduction programmes d'armement et l'adhésion de la France à la non-prolifération, par la solidarité et par un commun des Européens que être balayées les incertitudes de notre temps. — L'Etat. Pour les radicaux, l'Etat, n'est pas dans le sisme et le parlementarisme :

ous faisons nôtre la formule de Lamennais suivant laquelle « la centralisation, c'est l'appelée à la tête et la paralysie aux extrémités ». Ce qui vient de se passer en Corse, et que seuls les événements ne pouvaient prévoir, confirme bien que le centralisme administratif, est une forme de « mode nationaliste », pour reprendre la formule de M. Guéna, et, en tout cas, une erreur. C'est une idée reçue, trop reçue, que celle qui consiste à affirmer bien haut que la liberté des citoyens de décider de leur sort sur place eux mêmes porterait atteinte à l'unité nationale. L'unité nationale dans une France coupée en deux est suffisamment dégradée pour qu'on puisse se demander quels en sont les responsables. Ce ne sont pas les radicaux, lesquels proposent une redistribution du pouvoir de décision pour tous ce qui honorerait la vie des régions.

L'amalgame qui consiste à mélanger le régime présidentiel, l'unité nationale et le pouvoir régional, pour les condamner ensemble, est trop commode ; ce n'est qu'un alibi pour refuser la vraie liberté des citoyens ; la liberté de décider de leur sort. La « figure de gouvernement » doit s'incarner dans un véritable pouvoir de décision régionale pour que les citoyens puissent eux-mêmes, ainsi que l'écrit Jean-Jacques Servan-Schreiber dans le Pouvoir régional concept, organiser et contrôler le développement économique et social, et ainsi garantir et contrôler l'emploi. C'est le pouvoir régional qui a été proposé en Lorraine par Jean-Jacques Servan-Schreiber devant le premier ministre, qui peut aujourd'hui, assurer l'avenir de la nation. Ce n'est pas remettre en cause les institutions de la France ni l'élection du président de la République au suffrage universel qui de réclamer le mot de Clemenceau, ce grand réformateur : « l'organisation du régime de liberté régionale de nos provinces, renouvellerait le rôle de l'Etat d'une expansion d'indépendance, après l'échec de la République de Napoléon. Débarassés des obstacles, d'une organisation propre à tout empêcher, les Français qui, après tout, ont le droit de n'être pas de Paris, retrouveraient d'heureuses issues aux nouvelles de la vie régionale, qui sont, en tout pays la condition nécessaire de la liberté. »

LA MARGUERITE  
SÈME BIEN DES CONCURRENTES.



RANK XEROX

LA MARGUERITE  
VA SEDUIRE VOTRE SECRETAIRE.



RANK XEROX

C. PRIX DE GROS & des Alcools  
C. du Chocolat  
TARIF AVANT HAUSSE  
Chocolats - Champagnes  
Alcools - Vins fins - F. Gras  
POUR LES PARTICULIERS  
POUR PENSIONNÉS  
et les CADEAUX D'ENTREPRISES  
Champagnes (vente par carton 6 lrs chaque)  
L. CHAMERY Brut la bt 17,20 par 12 16,80 F  
Bout ABELÉ Brut la bt 25,20 par 12 24,80 F  
LANSON Brut la bt 30,20 par 12 29,80 F  
PERDUER JOUET Brut la bt 35,20 par 12 34,80 F  
Saint-Émilion « LA TOUR VACHON » 70 ml  
en Chateau (par 12), la bt. .... 13,20 F  
« Les Buses Mares » (en cotes mixtes)  
Moussoux, vente par 6, la bt. .... 28,00 F  
Porto CROFT 3 Diamants, la bt. .... 21,50 F  
Porto « Infante Isabel » ROZES, la bt 28,00 F  
REMY MARTIN V.S.O.P., la bt. .... 48,80 F  
CCA N° 1 « SIÈGE ROUGE »  
103, Rue de Turénne - PARIS 3<sup>e</sup>  
Ouvert du Mardi au Samedi  
de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h  
Chèque accepté à partir de 300 francs  
mais 1<sup>er</sup> achat en numéraire - carte client  
TARIF AVANT HAUSSE

EN BORD DE SEINE A CHATEAU  
dans le cadre  
de la Rénovation Urbaine  
(2<sup>e</sup> tranche).  
Rue des Dix-Sept, Rue du Maréchal Foch, Rue de la Paroisse,  
Rue du Docteur Rochefort, Rue de la Liberté  
à la sortie du Pont de Chateau,  
à proximité de l'Hôtel de Ville,  
à 20' de l'Étoile,  
à 25' de l'Opéra (par le RER - Station Chateau)  
à 17' de St Lazare (SNCF gare de Chateau).  
RESIDENCE  
DU CHEF ST JEAN  
à vendre  
appartements neufs  
Studio 2, 3, 4, 5 et 6 pièces et 5 pièces en duplex  
Livraison : 2<sup>e</sup> semestre 1976  
le m<sup>2</sup> de 2900 à 4500 F  
Renseignements  
bureau de vente  
et appartement-terrain  
sur place tous les jours  
de 14 heures 30  
à 18 heures  
8, rue du Port-Chateau  
Tél. 966.17.36  
SÉMICLE  
Société d'Économie Mixte  
pour la Construction de  
Logements Économiques  
5, av. Maréchal-Foch  
75008 Paris  
766 51 76



# DÉFENSE

## La récession menace la Polynésie

(Suite de la première page.)

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les équipes de forage se relaient et croisent à la vitesse d'un mètre à l'heure en moyenne, en combinant la technique du forage pétrolier et celle du forage puitsier. Il faut moins de dix ans pour préparer l'opération. Le puits équipé, deux jours suffisent pour descendre l'engin et bourrer le puits avec des agrégats qui empêchent les matières solides et gazeuses de filtrer le sous-sol. Il n'y a pas de borne prévisible à la modernisation de l'armée nucléaire, commente M. Claude Ayouberry, directeur technique des essais au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), pour expliquer la continuation de ses essais par la France. Et le vice-amiral Jean Tardy, qui commande le CEP, ajoute : « Il n'y a aucune raison possible de supposer qu'on arrête les essais, et moins de décider qu'on ne passe de l'armement nucléaire à leur côté, les techniciens justifient les prochains essais par la nécessité de continuer à « militariser » on à miniaturiser les armes nucléaires et à pratiquer de nouvelles expériences de physique pour mettre au point des têtes nucléaires multiples.

### 80 millions de francs

Georges Pompidou, en demandant, dès 1972, aux ingénieurs qui avaient commencé les premiers sondages géologiques en 1968 de se préparer aux essais souterrains, M. Valéry Giscard d'Estaing, en décrétant que la campagne de tirs aériens en 1974 serait « normale », la dernière en Polynésie, n'ignorait pas que les décisions devaient, en termes, calmer l'inquiétude, voire la colère des pays riverains du Pacifique. Les essais souterrains ont la réputation d'être plus inoffensifs, et, de fait, l'expérience du 5 juin à Fangataufa a montré que la lave vitrifiée les produits de fission, et que le massif corallien « piégeait » les isotopes et les gaz rares, réduisant notablement — sans toutefois les éliminer radicalement — les risques d'une contamination. La sécurité géologique paraît assurée. Sur l'île de Tureia, à 150 kilomètres de Fangataufa, la secousse enregistrée lors de l'essai du 5 juin était analogue à celle d'une noix de coco tombant à proximité de l'enregistreur.

D'où vient, alors, cette nostalgie des essais aériens que ne parviennent pas toujours à dissimuler certains des techniciens français de Polynésie ? « Les tirs en puits sont plus onéreux que les expériences atmosphériques, constate le vice-amiral Tardy, alors que les crédits nucléaires des armées s'accroissent dans la même proportion ». M. Ayouberry évalue à 80 millions de francs le coût du premier tir Achille. Et si le directeur des essais décide d'ores et déjà, que le coût moyen d'un essai souterrain pourra être ramené à environ 40 millions de francs, il n'en demeure pas moins que ce prix dépasse de loin celui d'une expérience aérienne (17 millions de francs en moyenne).

D'un autre côté, et malgré le succès d'Achille, les essais souterrains restent un pari technique compte tenu des ambitions de la France et des difficultés à réunir des mesures ou à avoir la même qualité du diagnostic sur le tir et le fonctionnement de l'arme. Pour la seule mise au point de leurs charges multiples, les États-Unis ont prévu, à ce jour, plus de deux cents tirs, soit près de 40 % du total de leurs tirs aériens et souterrains, alors qu'il est demandé aux techniciens français de se limiter à un nombre réduit d'expériences souterraines pour un programme comparable. Ainsi le sentiment prévaut parmi certains techniciens du

CEP que la France devra accepter quelque retard dans la modernisation de sa panoplie de dissuasion. Le remplacement, en 1975, des tirs atmosphériques par des expériences souterraines auront des effets sur certains des programmes majeurs à long terme, s'il en demeure et s'il est encore possible d'en mener plusieurs de front. À l'extérieur on considère, du reste, qu'aucun responsable politique n'a engagé l'avenir en indiquant formellement que la France a renoncé aux essais aériens à tout jamais. Le vice-amiral Tardy se contente prudemment d'observer que le chef de l'Etat a constamment affirmé que « la France se réservait la possibilité de faire tout ce qu'il faut pour sa défense ».

### LA SOIXANTIÈME EXPÉRIENCE

L'essai souterrain Hector, en préparation sur l'atoll de Fangataufa, sera le sixtième tir nucléaire de la France en une quinzaine d'années.

Entre le 13 février 1969 et le 25 avril 1969, on a recensé quatre expériences aériennes au centre de Reggane, au Sahara.

Entre le 7 novembre 1961 et le 16 février 1966, on a compté quinze tirs souterrains au centre d'In-Echer, au Sahara.

Entre le 2 juillet 1965 et le 14 septembre 1974, on a enregistré quarante et un essais atmosphériques sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa, en Polynésie française. Les premiers tirs des campagnes de 1965 et de 1967 ont eu lieu sur des barges ancrées dans le lagon et, dès la campagne de 1968, les essais ont eu lieu à terre, suspendus à un ballon entre 400 mètres et 600 mètres d'altitude au-dessus du lagon. Tout cela, en 1968, puis en 1973 et 1974, des tirs d'armes nucléaires ont eu lieu, depuis des avions Mirage-IV, Mirage III-E et Jaguar.

Le 5 juin 1975, Achille a été le premier tir souterrain en Polynésie.

En janvier 1975, l'ensemble des tirs aériens et souterrains effectués dans le monde s'élevait à 172, dont 361 expériences souterraines.

Dans ces conditions, la seule manière de compenser la hausse importante du coût des expériences est de limiter les frais de fonctionnement du dispositif nucléaire en Polynésie. Depuis 1966, les effectifs militaires n'ont fait que décroître : de 14 000 hommes engagés dans la première campagne, les effectifs sont passés à 4 500 en 1975 et ils tomberont à 3 000 en 1977. Il convient d'y ajouter 2 000 civils du C.E.A. et de ses entreprises associées. Le dispositif aérien et naval a été simplifié. Sur la base de Mururoa sera regroupée une infrastructure logistique réduisant au minimum les coûts de transport et de stockage ou de déchargement depuis Papeete. Tous les vivres de conservation seront expédiés directement de France vers la base de Mururoa et seuls les vivres frais continueront de venir de Tahiti.

« Au moment où tout le monde est atteint de démolition définitive », comme aime à le dire son directeur, l'ingénieur en chef de l'armement de Dinéchin, seul l'arsenal de Papeete se dresse prêt à investir et à employer. Première entreprise locale avec 600 employés, l'arsenal répare ou entretient des navires militaires ou commerciaux et il se charge aussi de l'équipement des

ustensiles en cuivre des hôtels locaux.

« Nous avons le souci de perturber le moins mal possible l'économie locale et l'administration du territoire », confie le vice-amiral Tardy. Il est évident que le repli du CEP aura de graves conséquences. Déjà, deux cents emplois ont été supprimés. La durée du travail a été réduite, le volume des salaires distribués a été restreint. Le maire d'Otepa, village sur l'atoll de Hao dont la population est passée, en dix ans, de deux cents à mille cinq cents habitants, avec une école où exercent trois instituteurs, réduite de moitié de son personnel, et l'électricité, de l'eau courante, des transports inter-atolls, du ramassage scolaire ou des évacuations sanitaires garantis par les avions.

« Il faudra transférer à certaines sociétés civiles des activités que nous assurons gratuitement », suggère le vice-amiral Tardy, et à laisser, quant le départ des moyens militaires, à l'initiative locale, étatique ou privée, le temps de mettre en place des solutions de remplacement. « Déjà les armées proposent d'instaurer une rémunération symbolique des services sociaux qu'elles continueront de fournir et, par exemple, sur l'atoll de Hao, le nombre de militaires va passer en deux ans de huit cents à cinq cents, il a été demandé aux villageois de recueillir l'eau de pluie dans la perspective d'un repli du CEP, qui entraînerait l'arrêt du dessalement de l'eau de mer. « Le Polynésien, croit pouvoir en tirer quelque avantage », déclare le secrétaire général du territoire, souhaitant retourner aux sources et continuer à bénéficier d'un fort niveau de vie ».

### Au-dessus de ses moyens

En dépassant il y a une dizaine d'années, le CEP a bouleversé les équilibres locaux et, aujourd'hui, son repli affecte profondément l'économie polynésienne. « Déjà les Manueries traduisent la situation en ces termes : « Maintenant, le Polynésien préfère acheter sa boîte de conserves chez le commerçant chinois qui vend le poisson, le pécher. Certains « Popas », ces métropolitains qui sont souvent accusés, à tort ou à raison, de venir en Polynésie pour y faire du franc pacifique et en tirer de quoi se faire des affaires, ont dénoncé l'implantation du CEP et qui, aujourd'hui, représentent la récession. A cause de l'exiguïté de la superficie de son territoire, à cause de l'éloignement des marchés fournisseurs et acheteurs, le territoire polynésien a subi de 33 0/00 et avec un grave chômage des jeunes (on a compté récemment cent dix candidats pour deux postes de surveillants pénitentiaires), les problèmes de la France pacifique ont cessé de faire l'objet de débats et de discussions. Comment pourrait-il en être autrement dans un pays où le CEP garantit au territoire des ressources fixes en versant un forfait fiscal annuel de 588 millions de francs pacifique et en payant des taxes douanières chaque fois qu'il importe des marchandises ? A ce jour, les activités liées aux essais nucléaires représentent la moitié du produit intérieur brut, évalué à 36 milliards de francs pacifique, et environ pour 15 % la main-d'œuvre salariée locale est occupée par le CEP ou le C.E.A. La réduction des activités nucléaires n'a aucune chance d'être compensée par une expansion du tourisme, qui représente 18 à 20 % du produit intérieur et qui stagne après une croissance assez forte jusqu'en 1972 et encore moins relayée par le développement de certaines cultures, comme le coprah, dont les cours s'effondrent. Avec les essais nucléaires, la

Polynésie a été habituée à vivre au-dessus de ses moyens. L'essor considérable du produit intérieur brut et du niveau de vie de la Polynésie est directement lié à l'arrivée du CEP », reconnaît le vice-amiral Tardy. Il estime à 3 000 dollars par an (2) la part du produit intérieur brut par habitant et qui juge à cette dépendance économique extérieure du territoire incompatible avec le projet, aussitôt écarté, d'une autonomie interne considérée comme « une préparation à la rupture des liens avec la métropole et une voie conduisant à l'indépendance ».

Cette revendication, un leader de l'opposition, M. John Teardil, conseiller à l'Assemblée territoriale dont il fut le président, ancien député et, présentement, réuni sur 60 hectares proches de Papeete où il élève des vaches et des poulets, n'hésite pas à en analyser tous les risques : « Si je concède toutes l'indépendance aujourd'hui, il faudrait qu'elle ait lieu tout de suite, car nous sommes encore capotés d'en supporter les sacrifices. Dans quelques années, si sera trop tard, l'indépendance voudrait dire : changer de mode de vie, et combien d'entre nous sont prêts à le faire ? Trop coûte, nous ne pourrions pas changer un retour en arrière. » Et M. Teardil de conclure : « Tout ceci, cette subite richesse, n'est qu'une monnaie d'échange pour nous occuper l'esprit d'indépendance. Je suis persuadé que notre société mettra longtemps à se remettre — si elle en survit — de l'impact provoqué par l'indépendance du CEP et du C.E.A. dans le Territoire de la Polynésie ».

JACQUES ISNARD.

### L'U. R. S. S. PROPOSE L'INTERDICTION DE TOUS LES ESSAIS NUCLÉAIRES MILITAIRES

De notre correspondant.)

Nations unies (New-York). — L'Union soviétique a proposé, le 12 septembre, à la 30<sup>e</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, qu'elle commence mardi, adopte une résolution recommandant à tous les pays qui n'ont pas un traité interdisant tous les essais nucléaires, y compris les essais souterrains, qu'ils n'effectuent pas de tels essais dans le traité de Moscou de 1963.

La proposition soviétique est formulée dans une lettre adressée par M. A. Gromyko au secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim. Le texte d'un projet de traité est annexé à cette lettre.

En fait, il est d'avance certain que la proposition soviétique, même si elle est adoptée, comme il est probable par l'Assemblée générale, a très peu de chances d'être mise en application. D'abord, parce qu'elle semble inacceptable sans pays qui n'ont pas signé le traité de 1963, la France et la Chine, notamment. En second lieu, le projet soviétique ne prévoit pas d'inspection sur place, ce qui le rend difficilement acceptable, par les États-Unis. Enfin, le projet laisse de côté, par un accord à négocier ultérieurement, la question des essais effectués à des fins pacifiques, traditionnelle pomme de discorde de toutes les négociations sur ce thème.

## APRÈS LES INCIDENTS A EUROPE 1

### Le comité de soutien à l'armée interviendra < quitte à sortir légèrement de la légalité »

M. José Dupuy de Méry, qui conduisit, mercredi 10 septembre, le commando de vingt militants du Comité de soutien à l'armée (le fondé le 13 septembre), a expliqué son intervention dans les studios d'Europe 1 à Paris, comme une volonté de dialogue avec Maxime Le Forestier, qui tenait des propos jugés antimilitaristes et qui a reçu, dans cette action, deux gifles « symboliques ». M. Dupuy de Méry a affirmé que le « comité de soutien à l'armée », dont il est le président, « interviendra désormais, à partir d'aujourd'hui, de la légalité », et qu'il se tient prêt à riposter à « toute tentative d'antimilitarisme ».

Envisageant l'avenir du Comité de soutien à l'armée, M. Dupuy de Méry s'est montré optimiste : deux mille six cents adhérents, trois mille signatures pour le « contre-appel des deux cents » et quatre-vingt mille pour « l'appel des cent mille », M. Dupuy de

Méry a annoncé un programme de réunions publiques dont un épisode-tit, aura lieu à Paris, fin de l'année à la Mutualité Paris.

L'objectif essentiel de M. Dupuy de Méry est de « se faire entendre » et « participer, non pas à la force mais par notre présence aux échanges de vues sur l'armé et la nation. « Il est paradoxal que les mass-media soient, ouvertes systématiquement à l'égard de la subversion et soit nécessaire de sortir du car de la stricte légalité pour que citoyens soucieux de l'Europe civile et des intérêts européens de la nation puissent s'exprimer à-t-1 conclusion.

M. Claude Mancoera, qui partait à l'émission, affirme, de côté, que Maxime Le Forestier a respecté à l'ère et que son article a été brûlé dans le studio, ce que les techniciens d'Europe 1, dit se hâter de garder le silence.

### L'« affaire Binoche »

L'« affaire Binoche » continue de provoquer des réactions. Mis à la retraite, alors qu'il était dans le cadre de réserve, pour avoir exprimé vigoureusement dans des articles du mensuel gaulliste l'Appel, et dans les colonnes du Monde (26 juillet 1975) ses craintes à l'égard de l'Allemagne, le général a réintégré l'Armée et Herold Trévisan du 10 septembre.

M. Raymond Aron, dans le Figaro du 12 septembre, combat les opinions exprimées par le général Binoche, mais conclut son article : « Le droit aux opinions inopportunes » : « En vérité, toute cette discussion ne se justifie que par la sanction infligée au général Binoche. J'aurais jugé inutile de lui reprocher si le gouvernement ne lui avait répondu, soitement, par une punition. »

Quant à l'Appel, il écrit dans son numéro de septembre : « Rien de ce qu'on écrit ici même le général Binoche, et pour lequel il a été méprisamment et inopportunistement sanctionné, rien ne s'oppose en quoi que ce soit aux

objectifs poursuivis par le général de Gaulle, mais apporte lumière nouvelle sur la valeur obstacles que le promoteur traité de coopération a renoncé sur sa route ».

La revue gaulliste publie un nouvel article du général, sur même thème, qui porte en 1<sup>er</sup> une citation de Jacques Herold « l'Allemagne, changeants toujours semblable à l'ennemi ».

« La promotion au grade général de division du général Pierre Erassat (le M. du 13 septembre) s'accompagne la décision du gouvernement le maintenant dans ses fonctions actuelles de commandant en chef des forces armées de l'air, outre français, des Algères et Israël. En mai dernier, à Djibouti, le général Erassat avait tenu propos assez vifs à l'encontre certains journalistes et de quelques personnalités avaient clamé qu'il soit relevé de commandement atterré, en 1

**SICOB** Les calculateurs de poche Hewlett-Packard sont en vente dans le hall du R.E.R.

La boutique Hewlett-Packard située dans le hall du R.E.R. est tenue alternativement par les distributeurs suivants :

**L.P.S.** La Papeterie du Sicob 49, bd Lefebvre-Maubourg 75007 Paris. Tél. 551 19 89 L.P.S. Bureau 46, rue Laffitte, 75009 Paris. Tél. 878 26 45

**La Règle à Calcul** La Règle à Calcul 63, bd Saint-Germain 75005 Paris. Tél. 033 02.63/033 34.61

**Compta France** 26, rue Pierre-Demours 75017 Paris. Tél. 788 32 11 3, route de la Reine 92100 Boulogne. Tél. 603.76.40

HP-45 HP-42 HP-25 HP-22 HP-80 HP-85 HP-21

HEWLETT PACKARD

**DES PRIX IMBATTABLES à qualité égale**

jusqu'à épuisement du stock UN LOT DE TAPIS AIGUILLETE STOCK LIMITE 595 le M<sup>2</sup> MOUQUETTE BOUCLÉE

PLUS DE 50 ROULEAUX DE MOUQUETTE VELOURS, BOUCLES LONGUES, MECHES 100% NYLON SUPER VELOURS disponibles en six magnifiques coloris

15 f le M<sup>2</sup> 32 f le M<sup>2</sup>

Pose assurée par nos spécialistes. Livraisons dans toute la France

**MONDIAL MOUQUETTE** ouvert

SANT-DENIS : 71, rue de la République, tél. 20 22 22

SARCELLES : 14, rue de la République, tél. 20 22 22

MAISON ALFORT : 103, rue de la République, tél. 20 22 22

BOULOGNE : 82 bis, rue Calvaire, tél. 605 43 12

COIGNIERES (N 10) : 101, rue de la République, tél. 605 43 12

SAGNOLET : 101-102, av. Pasteur 5 rue des Lées, tél. 605 16 46

FOSSÉ-BURVILLIERS : 103, rue de la République, tél. 20 22 22

PARIS 13<sup>e</sup> : 40, Quai d'Austerlitz, tél. 331 72 33

PARIS 11<sup>e</sup> : 101, rue de la République, tél. 20 22 22

**ET TOUJOURS LES PRIX - LA QUALITE - LE STOCK**

Journal de 1974



سكس في الشهر

JUSTICE

POLICE

Tandis que les mouvements de protestation se multiplient la réforme du régime pénitentiaire italien n'est appliquée que partiellement

Rome. — Approuvée par le Parlement au cours de la réforme du système pénitentiaire n'a pas été appliquée que partiellement en Italie. Les mesures, contenues dans la loi — comme le régime de semi-liberté, — nécessitent en effet nouvelles dispositions matérielles et juridiques pour être appliquées.

plupart des mois. Ces retards ont été les décrets, qui se sont livrés à plusieurs mouvements de protestation. Moins de deux semaines après la révolte de l'établissement pénitentiaire Rebibbia (Rome), les prisonniers de Monza (Lombardie) ont mis le feu à leur matelas le 2 septembre et dressé des barricades.

De notre correspondant

On tiendra compte de certaines « exigences personnelles et familiales ». Le Parlement a rejeté, toutefois, une innovation audacieuse qui était contenue dans le projet de loi : elle accordait aux détenus des permis spéciaux pour une durée maximale de cinq jours « dans le but de maintenir leurs relations humaines », autrement dit, d'avoir des rapports sexuels.

LA CENSURE de la correspondance est abolie, sauf déclaration contraire du juge de surveillance, qui devra cependant en donner officiellement la raison. Toutes les lettres, journaux et périodiques en vente libre à l'extérieur, pourront pénétrer dans les établissements pénitentiaires. Les entretiens des détenus auront lieu dans des locaux particuliers, sous le contrôle visuel, mais non auditif, du personnel de surveillance. Les communications téléphoniques sont admises pour entrer en contact avec des membres de la famille et même, dans des cas particuliers, avec des tiers.

LES PUNITIONS sont réduites et l'isolement dans les cellules dites « de rigueur », est supprimé. Quant aux cellules normales, elles

devront être bien aérées, convenablement chauffées et éclairées, et ne pas abriter, dans la mesure du possible, plus d'un détenu. Méfiant, le législateur a même précisé que chaque prisonnier devrait disposer d'un espace personnel. Il a prévu dans les cellules une prise de courant pour permettre aux prisonniers de se raser. Celui-ci aura un délégué pour veiller à ce que la nourriture soit « saine et suffisante ».

Paradoxalement, cette loi entre en vigueur au moment où — inquiets et excédés par le développement de toutes les formes de criminalité — les Italiens réclament une plus grande sévérité dans l'application de la loi pénale. Dans un pays où la vendetta a des racines profondes, certains sont tentés de se faire justice eux-mêmes. Lundi dernier, 8 septembre, quand deux bandits ont pris onze personnes en otage dans une banque de Milan, réclamant 200 millions de lire, le procureur de la République leur a dit : « Rendez-vous, sinon je tuerai vous lyncher ». Après huit heures de négociations, auxquelles assistaient en effet des milliers de personnes surprises, ils se sont rendus.

R. S.

« La journée d'action du 18 septembre traduit un mécontentement général »

estime M. Georges Séguy

Dans une interview accordée à l'Agence centrale de presse et reproduite par « l'Humanité » du 12 septembre, M. G. Séguy, secrétaire général de la C.G.T., estime que la journée de manifestations organisée le 18 septembre par les principaux syndicats de policiers, est un événement « d'importance et traduit un mécontentement sérieux, général et justifié ».

Les personnels de la police ont une situation qui n'est pas enviable. Ils sont payés moins que les autres fonctionnaires de l'Etat. Ils ont des conditions de travail, et spécialement d'hygiène, qui sont très mauvaises.

La prise d'otages de l'avenue de Breteuil UNE MISE AU POINT DE LA C.F.D.T.

Après la prise d'otages de l'avenue de Breteuil et les précisions données dans « le Monde » du 11 septembre sur une situation d'urgence des organisations syndicales représentées au C.I.C. en un comité d'urgence et de sécurité, la section syndicale C.F.D.T. du C.I.C. nous écrit :

« A aucun moment la C.F.D.T. n'a soutenu les représentants qui ont tenté de faire un siège social qui sur les lieux du drame, n'ont pu en cause le manque de systèmes de sécurité. Nos interventions, au niveau de notre section syndicale, ont eu pour objet de s'assurer que toutes les mesures seraient prises pour ne pas faire courir aux victimes de l'agression des risques supplémentaires. (...) »

« Lors de la réunion du C.H.S. dont votre journal fait état, nous avons dit [cela] et ajouté qu'à nos yeux aucun moyen technique de sécurité n'est en mesure d'éviter de telles prises d'otages, que cette forme de criminalité dépasse le cadre professionnel et qu'enfin la C.F.D.T. ne pourrait s'occuper de problèmes de société. »

M. Séguy constate encore que : « M. Poniatowski privilégie systématiquement son utilisation à des fins de répression antisyndicale. Il le met sans vergogne au service du patronat. Il veut en faire une pièce maîtresse de l'offensive du pouvoir contre les libertés. Ainsi, il suscite le désordre qu'il prétend combattre, il jette le trouble parmi les policiers eux-mêmes et tend à les isoler de la nation. »

Enfin, M. Séguy rappelle que le programme commun de la gauche propose des réformes de la police : « La police judiciaire sera rattachée au ministère de la Justice ; les policiers parisiens seront dissoutés ; dans les départements et les communes, les assemblées élus et leurs exécutifs seront directement associés aux mesures intéressant le respect de l'ordre républicain. »

Toutefois, la Fédération générale des syndicats de la police nationale C.G.T. avait, pour sa part, dans sa brochure « Pour une police unifiée, démocratique, au service de la population et de la nation », écarté l'idée d'un rattachement de la police judiciaire à la Justice.

Attendu contre l'agence Iberia à Paris. — Des bidons d'essence avec des mèches enflammées ont été lancés par des inconnus ce vendredi 12 septembre vers 7 heures 30, dans la vitrine de l'agence parisienne de la compagnie aérienne Iberia, située 114, avenue des Champs-Élysées, à Paris. Un début d'incendie a pu être rapidement maîtrisé, mais l'explosion a endommagé le terminal d'ordinaire.

CIDENTS A EUROPE en à l'armée italienne... Binoch... PRIN... BATTAL... qualité... SE... VELOURS... LONGUES... SUPER... 32... LITE... Sam... FOTOS... T TOU... TE LES

Maintenir les relations humaines

UN SERVICE SOCIAL sera organisé en dehors de la prison pour détenus dont la peine est inférieure à trente mois (trente-six mois pour les prisonniers âgés de moins de vingt et un ans ou de plus de trente-dix ans). Ne pourront en bénéficier ni les récidivistes ni les auteurs d'actes de violence et d'incendie. Le traitement des détenus travaillant sera inspiré des techniques syndicales, et ils auront droit à des allocations familiales.

Après les déclarations de M. Poniatowski à Nice VIVES RÉACTIONS DES JEUNES AVOCATS ET DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Les propos tenus le 8 septembre par M. Michel Poniatowski, tant sur « événements » que sur « un contrôle étroit et plus étroit » d'une certaine catégorie de Français ont ému les trois quarts de la criminalité, soulèvent les milieux judiciaires de vives protestations.

Les jeunes avocats de la magistrature ont communiqué, dans un communiqué, leur désaccord avec le projet de loi de voir le juge transféré en distributeur automatique et la notion de jugement (...). Elle déplore et le caractère irresponsable d'une telle mesure, émanant du ministre chargé de l'ordre intérieur, tout en soulignant publiquement les principes constitutionnels de la séparation des pouvoirs, de l'indépendance de la magistrature et du droit élémentaire de tout homme à être jugé par un tribunal indépendant et impartial.

En l'U.I.A. s'insurge contre le scandaleux discrimination des citoyens français (...). Le Syndicat de la magistrature met en garde le ministre de l'Intérieur et rappelle le dépôt d'un projet de loi visant un système de nominations automatiques au sein de la magistrature, qui avait été créé en 1941, qui avait créé les magistrats.

Les solutions que vous envisagez dans le domaine de la justice, affirme le Syndicat, marquent un nouveau palier de vos ambitions. Après avoir démontré l'urgence des juges et revendiqué la police le droit de pénétrer les églises et les universités, demandez maintenant que soient appliqués automatiquement des peines déterminées à des délinquants.

Le Syndicat constate enfin que le ministre a mis à l'index certaines catégories de la population, plus défavorisées, selon les statistiques du ministère de la Justice.

M. Daniel Le Sant incarnerait l'âme de Cheyres. Mis en liberté sous contrôle judiciaire le 11 juillet dernier, M. Daniel Le Sant, l'un des trois personnes arrêtés après la disparition en 1974, à Lyon, de M. Yves Lafloche, vient d'être incarcéré de nouveau pour avoir un carnet de chèques dans sa poche.

Chevy 2 Ces maisons de campagne sont de parfaites résidences principales. Le golf de Chevy 2, tracé au milieu des maisons, sera ouvert en 1976. 12 types de maisons, prix fermes et définitifs (terrain compris) 10% seulement à payer jusqu'à l'achèvement. Cherchez une autre résidence qui offre tout cela : Le métro, 2 autoroutes et 2 centres commerciaux à proximité. Ecoles, C.E.S., gymnase, déjà en fonctionnement sur place. Un country-club avec restaurant au bord d'une grande piscine. Tennis. De très bons plans : grands séjours et vastes cuisines. Une super-isolation thermique et le label "Confort Total Electricité". Un jardin privatif engazonné et planté d'arbres pour chaque maison. au bord de la vallée de Cheyres Chevy 2 CHEMIN DE BELLEVILLE, 91190 GIF Tel. 592 12 12











# CARNET

## Naissances

— M. Bruno de Saint-Désir et Mme, née Christine Beau, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils  
**Samuel**  
 le 8 septembre.  
 136, rue de la Tour, 16<sup>e</sup>.

## Fiançailles

— Hubert Patrick et Béatrice Whittechurch ont la joie d'annoncer les fiançailles de leur sœur  
**Madeleine Christina**  
 fille de M. Philippe Whittechurch et de Mme, née A. Laurent, décédée, avec  
**Alain Viry**  
 fils de M. Guy Viry et de Mme, née Martine Féret.  
 47, rue Gambetta,  
 Nancy.  
 75003 Paris.  
 « La Feuille Bocière »,  
 8700 Fousauges.

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de  
**M. Bernard Chambre**  
 fils de M. Jean Chambre, président-directeur général de la Banque de Savoie, officier de la Légion d'honneur, et de Mme, avec  
**Mlle Sabine Pissara**  
 fille du docteur Gustave Pissara, chevalier de la Légion d'honneur, décédé, et de Mme.  
 Chambéry.

**rusliques**  
 du mont st-michel  
 10, rue de Valenciennes, 105<sup>e</sup> arr.  
 Paris 10<sup>e</sup>. Téléphone: 40.00.00

## Mariages

— M. J. R. Teillac et Mme, née Yvette Darriemio,  
 M. André Balanca et Mme, née Denise Duault,  
 sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants  
**Francis et Marie-Hélène**  
 qui sera célébré le 18 septembre à 14 heures, en l'église Saint-Germain de Dourdan.  
 56, avenue de Suffren,  
 75015 Paris.  
**Château de la Brosse**,  
 91410 Dourdan.  
 Le Parc Henri, avenue de Paris,  
 91410 Dourdan.

## Décès

**Général Maurice TABOUIS**  
 Nous apprenons la décès, survenu le jeudi 11 septembre à Ciboure (Pyrénées-Atlantiques), du général (C.R.) Maurice TABOUIS, dont les obsèques auront lieu samedi 13 septembre à 16 heures en l'église de la Madeleine à Paris.  
 (Né le 6 mars 1900 à Paris et ancien élève de Saint-Cyr, le général de brigade (cadre de réserve) Maurice Tabouis a participé à la guerre du Rif (1924-1926) avant de commander, pendant la seconde guerre mondiale, le 2<sup>e</sup> régiment de tirailleurs marocains. Il participe ensuite à la guerre d'Indochine, notamment dans le secteur de Quang-Trí et, promu colonel en 1951, il est chargé de l'action psychologique en Algérie, en 1955, auprès du général Leclerc.  
 Promu général de brigade en 1956, il est adjoint au gouverneur militaire de Paris et, en 1958, il est placé en deuxième section (cadre de réserve). Il est alors chroniqueur militaire à « Paris-Match » et entre, en 1964, à la rédaction du quotidien parisien « l'Aurore », où il signe des articles sur les problèmes de défense.)

— M. et Mme Francis Dardot et leurs enfants,  
 M. et Mme Henri Vivier, leurs enfants et petits-enfants,

M. et Mme Jean-Claude Bourvier et leurs enfants,  
 Mlle Anne-Méris Bourvier,  
 Mlle Marie-Thérèse Vivier,  
 ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Henri BOUVIER**  
 commandeur de la Légion d'honneur,  
 croix de guerre 1914-1918,  
 croix de guerre 1939-1945,  
 médaille de la Résistance,  
 Médaille Croix,  
 ancien élève  
 de l'école polytechnique,  
 ancien président  
 de la Chambre syndicale  
 des raffineurs de pétrole,  
 président d'honneur  
 des anciens officiers d'artillerie  
 de tranchées 1914-1918,  
 survenu le 7 septembre à l'âge de  
 quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église du Crestel (97 Antioche).  
 Cet avis tient lieu de faire-part.  
 Une messe à son intention sera célébrée solennellement à Paris,  
 13 bis, avenue de la Motte-Picquet,  
 75007 Paris,  
 58, avenue de la Bourdonnais,  
 16, avenue Pasteur,  
 75008 Paris.  
 Henri Bourvier était né le 4 juillet 1903 à Paris. Ancien élève de l'école polytechnique, il devient ingénieur chez Saint-Gobain puis fonde en 1929 la Société des raffineurs de pétrole de la Gironde, dont il assure la direction générale jusqu'en 1951. En 1945 il est élu président de la chambre syndicale des raffineurs de pétrole, fonction qu'il assure jusqu'en 1949; il était depuis 1939 vice-président de la Compagnie de participation, de recherches et d'exploitations pétrolières (COPAREX).

— Mme Pierre Chambard,  
 La Légation de Monaco, en France,  
 ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Pierre CHAMBARD**  
 ministre de Monaco en France,  
 officier de la Légion d'honneur,  
 survenu le 8 septembre.

Les obsèques auront lieu, le mercredi 17 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Germain-des-Près,  
 18, rue de l'Abbaye,  
 75005 Paris.  
**La biographie de M. Chambard a paru dans le Monde du 10 septembre.**

— Mme Luc Keger et son fils, Clément Keger,  
 M. et Mme Rodolphe Keger, ses parents,  
 M. et Mme Roland Duffa, ses beaux-parents,  
 Les familles Keger, Durin, Richard, Cavalier, Lauro, ses frères et sœurs,  
 ont la douleur de faire part du décès accidentel du  
**docteur Luc KEGER**  
 survenu le 9 septembre, à l'âge de trente-quatre ans.  
 La levée du corps aura lieu le samedi 13 septembre, à 7 h. 30, amphithéâtre de l'hôpital de Kremlin-Bicêtre, à 9 h. 30.  
 Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.  
 Cet avis tient lieu de faire-part.  
 Mme Luc Keger, née  
 31, avenue du Maine,  
 75015 Paris.

— Mme veuve Jeanne Belser,  
 L'ambassadeur de France à Singapour et Mme Jacques Gasseau,  
 M. et Mme François Gombard,  
 Le Père Bernard Gasseau, salézien de Don Bosco,  
 M. et Mme Robert Magno,  
 M. et Mme Paul Gasseau,  
 M. et Mme Pascal Turpin,  
 M. et Mme Jean Gerault,  
 M. et Mme Georges Gerault,  
 leurs enfants et petits-enfants,  
 ont la grande tristesse de faire savoir que leur père, grand-père, arrière-grand-père et oncle  
**Georges GASSEAU**,  
 médaillé militaire,  
 croix de guerre 1914-1918,  
 s'est éteint, dans la paix du Seigneur,  
 le 6 septembre 1975, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Il a été accompagné, le 11 septembre, dans sa dernière demeure, à la Pointe-Bonneville (40), après un service religieux célébré par son fils, le Père B. Gasseau.  
 Cet avis tient lieu de faire-part.  
 M. et Mme J. Gasseau,  
 226, boulevard de la Gare,  
 75013 Paris.  
 Mme veuve J. Belser,  
 1, rue du Général-Laperrine,  
 91100 Nanterre.

— Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui  
**Mme Georges GOFFAUX**,  
 née Blanche Martin,  
 décédée à Lambermont le 5 septembre 1975, à l'âge de quatre-vingt ans, réconfortée par le sacrement des malades.  
 La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu, le mardi 9 septembre 1975, à Lambermont et Mourbailin.  
 De la part de  
 M. et Mme Henri d'Hallobu-Goffaux,  
 Mme André Goffaux-Courteculme,  
 M. et Mme Jacques Revel-Goffaux,  
 M. René Goffaux,  
 M. et Mme Jean-Pierre Gerony-Goffaux,  
 58130 Lambermont,  
 40, avenue de l'Amiral-Courbet,  
 Athènes (Grèce),  
 19, Dimitriou - Karouli - Philothéi.

— Mme Elizabeth Collig,  
 M. et Mme Pierre Collig et leur fille Claire,  
 Parents et alliés,  
 ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Louis KOVACS**,  
 survenu le 5 septembre 1975 à l'hôpital américain de Neuilly.  
 Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer que la Seigneur a rappelé à Lui le 10 septembre à l'âge de soixante-trois ans  
**M. André LESPISTAOU**,  
 titulaire de l'ordre de Saint-François,  
 De la part de

Mme André Lespitaou, née Carville,  
 Mme Paul Lespitaou, sa mère,  
 M. et Mme Jean Lespitaou, frère et belle-sœur.  
 Les obsèques auront lieu dimanche 14 septembre à 10 heures à Castel-Sarrasin (Lézards), 20 heures de couronner.

— Une messe sera célébrée le mardi 9 septembre à 10 heures en l'église Saint-Louis-le-Grand (Paris-4<sup>e</sup>), paroisse.  
 48, quai Henri-IV,  
 75004 Paris.  
 — Le président et le conseil d'administration de l'Union nationale des industries de carreaux et matériaux de construction (UNICEM), ont la douleur de faire part du décès de  
**M. André LESPISTAOU**,  
 vice-président délégué de l'UNICEM, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945.  
 Une messe sera célébrée à mémoire le samedi 27 septembre à 10 heures, en l'église Saint-Jacques-le-Mineur (Paris-5<sup>e</sup>).

## Anniversaires

— Pour la sixième anniversaire la mort de  
**Dominique CACOUB**,  
 une prière sera dite au 18, rue Saint-Lazare, le mardi 16 septembre à 18 heures.

— Pour le premier anniversaire, rappel à Dieu de  
 Mme Jean LEGER,  
 née Suzanne Néchet,  
 une messe sera célébrée le mercredi 17 septembre 1975 à 9 heures, en l'église Notre-Dame de Saint-Jacques, 81, rue de la République, Mandé.

Bitter Lemon  
 de SCHWEPPES.  
 Le Bitter Lemon des connaisseurs

# La ligne Roset est aux Galeries Lafayette.



Les Galeries Lafayette et Roset vous présentent Togo : chauffeuses, canapés et canapés d'angle avec de multiples possibilités de revêtements différents. Pour composer votre coin-salon comme vous l'entendez. Vous pourrez également choisir entre de très nombreux modules sur montants en aluminium. En laqué blanc, laqué noir ou noyer Wengé. Pour vivre entouré de choses que vous aimez. Les Galeries Lafayette et la ligne Roset, pour vous sentir bien. Chez vous.

**Galleries Lafayette**

**ligneroset**  
 dufayel - studio G.L.

*Handwritten signature or mark.*

TROU  
 MILLI  
 ANS  
 DE  
 PILL

MAINE DE







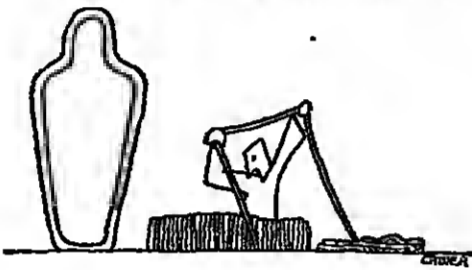
Tourisme

TROIS MILLE ANS DE PILLAGES

(Suite de la page 13.)

Où ! Des hommes peuvent vivre entre la roche ardente et le ciel d'un bleu de lessive. Terrés dans de misérables masures en pisé, de même couleur que la montagne, dont ils ne sortent le jour qu'à l'approche d'un car de touristes pour tenter de vendre de fausses antiquités, et la nuit pour fouiller quelques centaines de tombes encore inexploitées par les missions officielles. Pour éloigner les Barbarians des ruines et des richesses qu'elles peuvent offrir, le gouvernement a fait construire une cité moderne avec une adduction d'eau potable, tout près du Nil. Mais, depuis trois mille ans, les ancêtres de ces troglodytes vivent des richesses des momies royales ou princières, celles que le mort doit avoir à ses côtés pour permettre à son âme de retrouver, dans l'au-delà, ses

avion jusqu'au barrage d'Abou-Simbel (une demi-heure de vol), au-dessus du lac artificiel qui s'est formé entre les deux premiers cataractes et se poursuit au-delà de la frontière soudanaise. Abu-Simbel-Airport n'est qu'une baraque de fibrociment où l'on vend du jus de mangue sirupeux et des biscuits de Néfertiti en albâtre, et où un car vous attend pour le transfert au barrage. « Surtout pas de photos en cours de route », prévient le guide. En fait, l'aéroport est une base militaire, et quelques batteries de D.C.A. rappellent au voyageur qu'il est un Proche-Orient; mais les soldats, bons enfants et débraillés, mitraillent sur le ventre, saluent les touristes d'un geste de bienvenue. Ramsès II, dont les mânes nous avaient accueilli à Louxor, est encore présent à Abou-Simbel.



bijoux, sa vaisselle, ses plus beaux atours, le tout bien ordonné autour de sarcophages, plaqués d'or et rehaussés de pierres précieuses. Comment s'éloigner de pareilles splendeurs et permettre à des étrangers de s'en emparer ? Alors les Barbarians sont restés sur la terre des morts et vont puiser leur eau potable à des kilomètres de là.

Si pendant longtemps (et malgré la traduction de la pierre de Rosette découverte par l'officier d'artillerie Bouchard et traduite par Champollion) beaucoup de pages de l'histoire égyptienne nous ont échappé, c'est parce que de précieux papyrus avaient été enlevés des tombes et cédés à des marchands vénitiens et lombards qui les revendirent pour les brûler comme de l'encens. Mais à Deir-el-Médinah, les autochtones savent que leur pays garde encore dans ses entrailles 80 % des trésors pharaoniques ou géométriques. Les missions étrangères doivent surveiller leurs travaux, car les ouvriers de la région sont habiles à camoufler certains de leurs découvertes.

De Louxor à Assouan, sur deux cents kilomètres de fleuve, navigant au milieu de gracieux felouques, deux hôtels flottants de la chaîne internationale Hilton, l'« Isis » et l'« Océris » permettent de réaliser une croisière de détente, allant d'une rive à l'autre, au gré des biefs et des écluses en descendant à peine les buffes patageant dans la vase tiède. Durant quatre jours et cinq nuits, des bateaux, du style « aviso colonial » — mais de construction récente — offrent à une soixantaine de passagers de vastes et confortables cabines climatisées avec salle d'eau, une excellente et originale cuisine, une piscine et des soirées animées. Et, à chaque escale, des calèches pour des visites accompagnées aux temples d'Edfou dédié à Horus, le dieu-faucon ; de Kom-Ombo, dédié à Sobek, le dieu-crocodile ; de Philae, dédié à Isis, aujourd'hui menacé par les eaux du bassin de retenue entre le barrage Assouan et celui de Sad-el-Aïl.

A partir de là, sur option spéciale, on peut se faire mener par

Mais ici ses dimensions sont gigantesques. En ce point le plus absolu d'un désert, qui couvre les 87 % du territoire de la R.A.U., des colosses taillés dans le granit rose, déjà menacés par les eaux du barrage, ont été sauvés grâce à la campagne menée à l'échelon mondial par l'UNESCO.

Ramsès se présente comme un géant de pierre hiéroglyphique dont le visage impassible attend ébahie matin les premiers rayons du soleil levant. Et, sous cette latitude, le soleil est toujours au rendez-vous. Le pharaon porte la barbe postiche frisée, le peschent royal, et trône, entouré de toute sa famille. L'ensemble représente une masse compacte de 33 mètres de hauteur et de 38 mètres de largeur. La façade du Naos s'ouvre sur le grand temple profond de 63 mètres. Le dieu Ré, à tête d'épervier, veille sur la famille pharaonique. Plus loin, face à un maigre bouquet d'océras à gomme, est reconstitué le petit temple d'Athor.

Sur le djebel, la forteresse arabe d'Addeh semble monter la garde à la frontière entre l'Égypte et le Soudan. Il y a des siècles, par cette même trouée, les pharaons faisaient venir les bois précieux, les gemmes et l'ivoire. Mais par là aussi, à plusieurs reprises, les envahisseurs devaient menacer la Haute-Égypte, surtout à l'heure de la décadence. Combien de trésors ont dû reprendre cette route, au travers des marches tatarales déjà ébranlées vers le Koush, la lointaine Éthiopie, le pays légendaire du Point de sud de la péninsule arabique ou la côte des Somalis ? d'où les Pharaons recevaient leur or.

C'est avec émotion que le touriste découvre à Dar-el-Bahrî une inoubliable série de reliefs et d'inscriptions hiéroglyphiques retraçant l'expédition ordonnée par la reine Hatchepsout vers 1485 avant J.-C. où l'on voit le prince de Point offrant aux légats égyptiens des épices, des babouins et des peaux de léopard.

LEO PALACIO. \* Rev-Vacances propose plusieurs formules de croisières et séjours en Égypte. — 32, rue de Bassano, 75008 Paris. Tél. 729-25-96.

TCHECOSLOVAQUIE
Informez-vous auprès de votre agence ou de CEDOK - OFFICE DU TOURISME TCHECOSLOVAQUE
32, avenue de l'Opéra 75002 PARIS - Tél. : 742.38.45
COMITÉ SLOVAQUE DU TOURISME

C'EST Jacques Hébertot qui m'a fait connaître Cagna. Ce jeune cuisinier venait de prendre la gérance d'un minuscule restaurant de la rue des Dames. Il l'avait appelé la Ficelle, soit qu'il fût normand lui-même, soit en hommage au Normand animateur de théâtre. (La Ficelle, on le sait, est une crêpe garnie d'un appareil crémeux, que la Normandie partage avec la Picardie.)

A la Ficelle, Cagna gagna une étoile au Michelin et s'affirma comme un créateur durant onze années. N'étant-ce pas suffisant pour entendre voler de ses propres ailes ? Il vient de s'installer 14, rue des Grands-Angustins. Ce fut un restaurant renommé en « notre avant-guerre » que la Reine Christine I<sup>re</sup> aurait un jour fait cuisiner dans le palais majestueux faisant la joie de Daudet. Il y a quelques années, un ancien de chez Flo avait repris la maison et, s'avisant qu'Henri Heine avait vécu (ou était mort, je ne sais plus) en face, l'avait transformée en brasserie vaguement muniçoise sous le nom de la Lorelei. Voici cette vicieuse maison (qui a fait partie du collège des Charités-Saint-Denis et dont les façades sont classées) devenue Chez Jacques Cagna et ayant repris dès son ouverture l'étoile méritée ailleurs. (Par parenthèse, soulignons l'innocence de son successeur de la rue des Dames, qui croyait avoir acheté l'étoile avec la barque. Innocence peut-être malicieuse !)

Donc, vous irez chez Cagna, dont le menu, court mais riche, propose la ficelle normande (bien évidemment ! 15 F), un foie gras de canard « maison » (35 F), une tranchée de petits gris aux croûtons (18 F), une salade de parmentier (10 F), une terrine d'anguille aux pétoncles avec beurre blanc et ciboulette (30 F), un turbotin farci (38 F), le homard brest au beurre blanc, le comfit de canard aux pommes saris-daises truffées (35 F), et il est lors de Cagna le précis, les véritables saris-daises ne l'étant point, on le sait, un coquelet aux morilles à la crème (32 F), un grandin de veau au gingembre (35 F), de délicieuses moutons d'agneau à l'estragon (35 F), des grillades et des plats du jour, des desserts beaux dont les profiteroles au chocolat garnies de la glace de votre choix (10 F), l'île flottante, des sorbets « maison » (14 F), etc. La maison est fermée le samedi midi et le dimanche. Elle sera vite connue du Tout-Paris gourmand.

DEUX RETOURS

Alsace et Océan
Les tribulations de cette unique gastronomie me font réfléchir que j'ai souvent eu envie de réaliser une sorte de « géographie gourmande de Paris ». Et, tenes, en voici un autre petit chapitre. En 1929, avenue des Ternes, le Manoir Topsy (auberge de style anglais dont le propriétaire était alors M. Dehaengles) avait pour spécialité le poulet Topsy (12 F), le cassoulet (18 F) et une tarte à la crème (5 F). Après la guerre, le Manoir Topsy fut un temps repris par M. Carie (qui avait vendu son Cheval pie de l'avenue Franklin-Roosevelt à Marcel Trompier pour en faire son Anne de Beaujeu). Puis, vint une nouvelle fois, cela devant le Café de la Seine, puis la Saladière (restaurant végétarien dans le vent). Las ! le vent frivole était un vent mauvais, la Saladière s'effondra pour devenir le Relais Forcher qui ne dura guère plus. Enfin, un barman du Crazy Horse y installa le Rique qui, comme beaucoup de médiocres restaurants, n'eut pas d'histoire et peu de clients.

Voilà donc le Manoir Topsy de ma jeunesse devenu Chez Baumann. Je l'avais annoncé le tout premier il y a quelques mois lors d'un article sur le Napoléon de l'avenue de Friedland, animé lui aussi par ce chef qui travaille tout à la fois, Alsace oblige, dans la choucroute et, Océan propose, dans le poisson.

J'aurai l'occasion d'y revenir mais, déjà, je puis assurer que l'on parlera de Baumann, de son décor, de son étonnant bar où l'on peut, des déjeuners aux soupers, se régaler de salades (cervelles, gruyère, solanaises, strasbourgaises, de poissons, etc.), d'entrées chaudes, d'un plat unique (la choucroute paysanne est à 20 F), en buvant d'incomparables

bières, du restaurant du premier étage (avec un salon d'affaires charmant pour une dizaine de convives). Il n'y a pas moins de neuf choucroutes (vendues aussi à emporter), mais toujours le légume est ce qu'il doit être, léger, craquant, sans graisse (grâce à un « trio » de cuisson dont Guy Baumann peut être fier), mais aussi de nombreux plats et desserts. Mme Baumann, aimable et attentive, veille sur l'heureuse destinée de cette nouvelle maison.

LA REYNIÈRE.
\* Chez Jacques Cagna, 14, rue des Grands-Angustins, 75008 Paris, tél. 326-49-39.
\* Chez Baumann, 64, avenue des Ternes, 75017 Paris, tél. 380-16-66.

Plaisirs de la table

La bouteille du mois
PARFAITEMENT ÉCLECTIQUE.
On ne parle guère de cet excellent mais particulier restaurant qu'est le Beaulieu et Honorez... (16, boulevard Saint-Germain; tél. : 63-23-21). Il fait le plein, cependant, de ses fidèles. Ceux-ci savent choisir entre les tentations de la carte, soit la terradole « béarnaise » des hors-d'œuvre (y compris le foie gras), suivis des fromages de chèvre et de la grillade des desserts, soit une entrée, un plat surprenant salé et les mêmes desserts, si séduisants et quelquefois inattendus. Bref, c'est là que j'ai découvert ce pinot noir de Beaulieu.
C'est à l'ouest de Quincy, sur les rives de l'Arnon, que le petit vignoble de Beaulieu donne des blancs issus du cépage sauvignon, comparables peut-être à ceux qu'un vigneron de Balzac faisait naître à Issoudun. Mais il y a aussi du pinot gris, vestige d'antérieurs, et du pinot noir. Ce dernier est, ou le sait, un des très grands cépages rouges et

Rive gauche
LE PETIT ZINC
Le Furstemburg
Le Munich

Spéc. MAROCAINES
AISSA Fils
5, rue St-Benoit (5<sup>e</sup>) 548-81-22

Rive droite
Le Chalut
SPECIALITÉS MARITIMES
La plus belle carte de poissons

Son banc d'huîtres
770.13.59
63, Rue du Fg. St. Denis F/D

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUÎTRES
23, rue de Dunquerque

LA TOUR CELESTE
LE RESTAURANT CHARDON
65, rue de la Tour (16<sup>e</sup>)

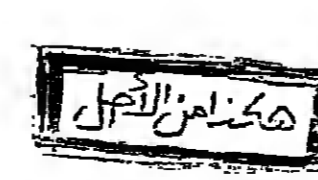
Dessirier
MAÎTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR
7, place Perreire, Paris 17<sup>e</sup> - 754-74-14

Brasserie Lorraine
et ses terrasses fleuries
PLACE DES TERNES \* PARIS 8<sup>e</sup> \* 227-80-04
Enfin les huîtres et fruits de mer...

Grand Vin de Louville
du Marquis de Las Cases
PREMIER NOMME DES GRANDS CRUS CLASSES DE SAINT-JULIEN CLASSEMENT DE 1855

MIETTES
Cent seize étoiles ! M. Oliveau, président des Relais de campagne, châteaux, hôtels, passe ses vacances à La Baule dans l'appartement 6A d'un building...
Ansi fait-il le bilan de l'an 1 de la fusion que l'on sait. M. Oliveau a, depuis octobre dernier, effectué 90.000 kilomètres, dont 40.000 en auto, autant en avion et 10.000 en train.

TOURISME
HOTELS RECOMMANDÉS
Province
BORDEAUX
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX
Côte d'Azur
HOTEL LE MODERNE
Suisse
AROSA (Grisons)
HOTEL VALSANA
Provence
VILLENEUVE-de-Hte-Provence





150

de la table

Maison

Le marchand de sable sur les hauteurs

ES chambres d'enfants, par une distribution sangrène de l'espace, sont souvent les plus petites de l'appartement. Sur une surface restreinte de 10 à 12 mètres carrés, l'enfant doit pouvoir dormir, se détendre et travailler.

Les lits superposés constituent une solution classique pour coucher deux enfants dans la même chambre. Deux points importants à surveiller lors de l'achat : un couchage solide de la petite table permettant d'accéder au supérieur et la protection de celui-ci par une rambarde empêchant l'enfant de basculer pendant son sommeil.

veaux dont la taille — 0,90 m de large sur 1,90 m de long — convient même à des adultes : ce type de couchage peut être installé dans une maison de vacances.

Le bois naturel, en diverses essences, s'adapte à tous les goûts. En plus, les montants de pied des lits forment échelons pour grimper au deuxième lit (Habitat, 970 F avec sommiers en lattes fixes) (1). En bois africain vernis, des lits superposés avec échelle amovible sont vendus en kit à monter soi-même ; une notice explicative est jointe à l'envoi (e Frédéric à Gauthier, 840 F sans sommiers). Le fabricant propose un nouveau sommier à cadre métallique et lattes courtes, avec un encaînement de bourrelets évitant le glissement du matelas (118,50 F). En châtai-

gnier massif, les panneaux de tête et de pied des lits sont en lattes horizontales, avec échelle fixe au pied (Roche-Bobois, 1 622 F avec « sommiers » faits de planches en aggloméré). Sous le lit inférieur peuvent se glisser soit un grand coffre soit deux tiroirs (747 F et 950 F). Armoire et commode de même style complètent la chambre.

Bonne imitation de sapin, en plastique P.V.C., pour deux lits superposés avec dossier marron et échelle fixe (Catalogue de La Redoute, 795 F). Deux tiroirs peuvent prendre place sous le lit (e Roche-Bobois, 1 850 F). Le lit peut s'agripper contre un panneau mural comportant trois étagères (533 F). Une table-bureau, de 130 cm x 68 cm, se fixe par une équerre sur le bandeau de façade du lit et forme plan de travail en épi.

Pour un adolescent, un lit à installer au centre de la pièce, ou tout au moins décalé du mur, est en bois laqué bleu pétrole (e Compact Floride à Gauthier, 1 600 F, sans sommier). Renouvelant le « cosy » des années 30, le lit est bordé d'un caisson formant écritoire, suivi de rangements à abajour, tiroirs et niches avec étagères.

Mobilier compact

Nouvelle formule pour gagner de la place avec le combiné lit-rangement-écritoire. Pour un enfant, un lit surmonté d'un meuble de 30 cm de haut en aggloméré laqué blanc. Celui-ci comprend des rangements fermés par deux portes et un élément à quatre tiroirs, encadrant une tablette-écritoire de 70 cm, avec deux niches à livres dessous (1 390 F avec matelas, création Trois-Suisse, catalogue automne-hiver).

- (1) Sauf indication, le prix des lits n'inclut pas celui du matelas.
\* Habitat, 35, avenue de Wagram, 75017 Paris, et centre commercial Ménil-Montparnasse, 17, rue de l'Arrivée, 75015 Paris.
\* Gauthier, 87000 Le Bompard, Indochine des dépositaires.
\* Roche-Bobois, e Younastore, 213, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

JANY AUJAME

SUS AUX RENARDS !

ÉCOLOGISTES et amis de la nature sont inquiets : les petits carnivores de la forêt française, qui constituent un maillon indispensable dans l'équilibre biologique, sont menacés de toute part.

C'est une situation d'autant plus inquiétante que les renards, qui occupent une position écologique comparable, sont également protégés.

Le principal prétexte de cette hécatombe, c'est le rago, qui, on le sait, continue à progresser vers l'ouest ; les renards en sont les principaux vecteurs. Les autorités leur livrent une guerre sans merci.

Après le déterrage, la strychnine, le gazage à la chloroforme, c'est maintenant le terrible acide cyanhydrique qui est employé sur le front de la rage. M. André Jarrot l'a lui-même préconisé dans un ouvrage adossé aux prévisions au mas délier.

Le but du massacre des renards est de faire tomber leur densité à un sujet pour 250 hectares : au-dessous de ce chiffre, la rage s'éteindrait. Or cette phase ne repose sur rien de sérieux, et le rago a même réapparu dans des zones où un seul avait été atteint. De toute évidence, le vaccination des animaux domestiques, chiens sur-

tout, constitue la meilleure parade contre la rage.

Les renards tués ne sont pas perdus pour tout le monde. Les gardes, après avoir touché le prime de 30 F par spécimen tué, revendent les peaux aux fourreurs... Il suffit de regarder les vitrines des boutiques de fourrures pour constater l'apparition massive des peaux de renards.

Ce n'est pas tout : la lutte contre ceux-ci s'échouera nos autres carnivores sauvages, déjà intensivement détruits sous prétexte qu'ils sont « nuisibles ». En effet, pour ne pas rentrer bredouilles le jour de l'ouverture, les chasseurs lâchent de plus en plus de gibier d'élevage : faisans, perdrix, lièvres, etc. Sur le plan écologique, c'est déjà une faute, faute qui se double d'un crime : le massacre des belettes, foules, martres, blaireaux, etc., qui risquent de menacer ce gibier artificiel.

Même les chats !

Des chiffres ? En une année, la fédération départementale des chasseurs de la Sarthe a fait tuer 1 630 renards, 1 877 belettes, 1 582 foules, 451 putois... De ce fait, certaines espèces sont en voie de disparition.

Et, si encore, les fourreurs sont les grands bénéficiaires. Ils vont, par exemple, s'appro-

visionner à la scandaleuse Foire à la sauvagine, qui se tient chaque année, en février, à Chalon-sur-Saône : des monceaux de fourrures y sont exposés, et jusqu'à des peaux de chats domestiques !

Outre qu'elles risquent de transformer peu à peu nos campagnes en désert, ces destructions sont d'une grande cruauté. Des « déterrateurs » se livrent toujours à leurs concours : c'est à qui tuera le plus de renards ou de blaireaux en une journée... Le piégeage est tout aussi révoltant. Si c'est une femelle qui est prise, elle se range la patte pour s'échapper et retrouver ses petits : ce comportement constant les fourreurs... parce que le fourreur est moins bête.

Face à ce génocide, les défenseurs de la nature réagissent. Une Association des amis des renards et autres puants (AARAP) vient de se créer (1). Son président est le docteur vétérinaire Christian Bourgerol. Elle entend agir par tous les moyens pour la réhabilitation et la protection de ces animaux. La bataille sera rude, mais il est plus que temps qu'elle s'engage.

JEAN-JACQUES BARLOY.

(1) 138, boulevard Murat, 75016 Paris.

UN BON POINT FAMILIAL

Il y a du nouveau rue de l'Université. Le magasin Point où le designer Ben Swidans expose ses meubles et luminaires et la boutique de vêtements pour enfants Bonbon qui lui faisait face (tenue par sa belle-soeur) ont fusionné pour devenir Bonpoint. Sur deux niveaux, c'est un vaste magasin entièrement nouveau et consacré aux enfants.

Au rez-de-chaussée, on y découvre les meubles figuratifs créés par Ben Swidans, dont une « maison » de rangement qui passionnera les petits. En bois laqué de dessins de couleurs vives et tendres, c'est une superposition, sur 2 mètres de haut, de cases et de niches. Une fenêtre d'ouvre et on découvre une pile de pulls bien rangés ; derrière le porte de la maison c'est le penderia. Pour l'instant c'est très cher mais si l'idée plaît aux parents (elle plaira sûrement aux enfants) une fabrication en petite série abaissera le prix.

Des petits sièges d'angle (80 F) peuvent servir de support-lit à glisser sur quatre coins d'un matelas posé sur une planche. Des couettes peuvent être commandées dans des tissus exotiques et aux dimensions idéales ; une bonne idée pour des lits superposés, pas faciles à faire chaque matin.

Côté habillement, le critère recherché est la qualité (du tissu et de la coupe) pour un prix raisonnable. De la naissance à dix ans... plus un rayon pour adolescents... et des sous-vêtements aux manteaux, le choix est grand. A signaler une collection de robes, collants et chaussures assortis pour les futures mameans. — J. A.

\* BONPOINT, 87, rue de l'Université, 75007 Paris.

(Publicité) Vos problèmes de rangement résolus aux prix les plus bas grâce à PRISMA, fabricant européen du Système T, la structure d'aluminium à rayonnages réglables pour mobilier de living, chaises, bibliothèque, magasin, etc. Documentation et adresse revendeurs sur 2 sites à 3,90 F 30, rue de l'Église, 77118 URY. T. : 04-41-12. Mag. vente Paris : 24, 101, av. G. Leclerc, T. 330-87-72. 83, boulevard Sébastopol, T. 228-05-28. 12 : 87, bd Picpus, T. 345-87-88.

Mode

EN SOUPLESSE ET SANS DOUBLURE

Le lancement de vêtements défilés pour l'été a été l'excellente initiative des fabricants de prêt-à-porter français au Salon européen de l'habillement masculin qui vient de fermer à la porte de Versailles, avec un record de plus de vingt mille acheteurs professionnels. Pour réussir ce changement de structures — au propre comme au figuré — il a fallu obtenir la coopération de tous les industriels concernés, du filateur au confecteur. En effet, ces nouveaux costumes et ces ensembles de sport sont le résultat des mariages entre fibres naturelles (laine, coton, lin ou soie) et synthétiques (dacron, tergal et autres polyesters) pour obtenir à la fois le toucher des uns et la facilité d'entretien des autres.

Les fabricants ont été obligés, pour leur part, de revoir et d'améliorer leurs coupes et leurs finitions, de façon à offrir aux six millions de Français qui traversent d'avril à octobre dans des bureaux étonnants des tenues pleines confortables, nettes et... moins coûteuses. En costumes, en blazers et en vestes de sport, ces non-doublés devraient relancer les ventes, qui ont tendance à stagner depuis quelques saisons, et intéresser aussi la

clientèle jeune réfractaire à l'habillement traditionnel.

Sur le plan de la mode, les couleurs du printemps 76 comprennent le bleu « coteau », le gris « mouette » et le beige « liège » coordonnés aux chemises bleu « hirondelle » et vert « bourgeon ». Les lissus offrent un toucher sec en gabardines, en toiles et en popelines dans les unis, en contraste avec les rayés et les autres petits dessins à aspect rustique, parfois flammé.

Les tenues de loisirs restent toujours fidèles au blue-jean unicolore et en tons délavés, à telle enseigne que les vérités de changement détonnent plutôt.

Ces vêtements légers sont décolorés, à carure naturelle, à cols et revers modérés. On note un léger retour aux formes croisées, moins longues, à poches plaquées. Les pantalons, quelque appliqués aux hanches, retrouvent souvent leurs poches et sont taillés plus droits à partir du genou, avec 26 centimètres de largeur au bas (en costumes, du moins). Les chemises s'associent aussi, en forme moins écriquée, parfois à cols carrés.

À côté des classiques, la saharienne à manches courtes ou longues se présente comme une transition entre la ville et la cam-

pagne, alors que le style pionnier et la marinier annoncent les vacances, comme les vestes-chemises destinées aux grandes chaleurs.

Comme nous l'avons annoncé ce printemps (Le Monde du 12 avril 1975), les garçons présentant les défis de mode — dont celui très réussi des couturiers — ont nettement diminué le volume de leurs coiffures, qui dégagent la nuque et les oreilles, quand elles ne sont pas carrément taillées en brosses.

NATHALIE MONT-SERVAN

BEAUTÉ EN CLINIQUE

Si vous prévoyez comme les jeunes Américains : pensez à la photo avec votre nouveau-né et passez chez l'esthéticienne et la coiffeuse, quelques jours avant l'arrivée en clinique. Un bon nettoyage de peau et un massage vous attendront avant le shampooing, la mise en pile et la manucure.

Si vous êtes avec peu de temps, QUTEX BEAUTY SERVICE (978-65-45 pour Paris et la périphérie ; 26-54-89 pour Marseille, Aix-en-Provence et les environs) vous enverront une esthéticienne sur place à un prix raisonnable : 35 francs un soin complet avec maquillage et coiffure de prestige, 28 francs la manucure. Pour le moment, le publicitaire Henri Benzonon, qui a créé ce service voilà quatre mois, emploie cinq jeunes femmes qui vont de clinique en clinique, notamment à Neuilly et dans le sud-est de Paris et il projette, éventuellement, de conduire un second avec un coiffeur.

Ce qui est valable en clinique l'est naturellement aussi pour les soins à domicile, notamment prélevez pour les opérations, les maladies et les arthroses. En effet, rien ne remonte autant le moral que d'avoir bonne mine.

N. M.-S.

A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE

SPOTS APPLIQUES SUSPENSIFS LAMPADAIRES ETC... une solution

ready-made electric 38, rue Jacob, Paris (6<sup>e</sup>) - 338-23-81



(Croquis de MARCQ.)

Hippisme

Les porteurs d'espoirs

L'ÉPIE trotteur est un été Allaire. Equileo ponctue en 1 min. 17 sec. dans le prix de l'Étoile, une série brillante déjà de tous les feux de Fakir du Vioier, Duc de Vrie, du même Equileo et autres Granddoul.

Lorsque, voilà trois ans, après une série d'exceptionnelles réussites communes, illustrées notamment par Une de Mat et Toscani, la rupture avait été consommée entre Pierre-Désiré Allaire d'une part, Pierre de Montesson et Jean-René Gougeon de l'autre, le premier avait annoncé, avec une assurance qu'à l'époque tout semblait condamner : « C'est moi qui gagnerai, moi qui aurai les meilleurs chevaux. Jean-René Gougeon est un bon entraîneur, mais je suis un bon acheteur et mes chevaux associés constitueront, finalement, c'est ce qui compte le plus... »

La réussite d'Allaire est en effet celle de l'acheteur. C'est le triomphe de l'œil sur la main. Cet homme, qu'on ne voit plus jamais au sulky, qui se dit un driver très ordinaire, à les yeux les plus acérés qui soient pour détecter le sujet d'avenir dans le poulain balourd risquant son premier trot en dehors de l'arrière natal. Comme d'habitude, nul dans la France trotteuse n'ignore que, s'il est séduisant, il a le carnet de chèques facile, il draine vers lui tout ce qui est porteur d'espoirs. Un élève veut-il vendre un « deux ans » qui est « déjà » un moins de 1 min. 25 sec. ? C'est à Allaire qu'il s'adresse le premier. Quelque part en France, un poulain à-t-il frisé 1 min. 30 sec. dès le débourrage ? Allaire le sait (car en outre il a beaucoup d'amis) en même temps qu'il sait, éventuellement, comment convaincre le propriétaire de vendre.

En réussite fait celle de l'écurie Alain Delon, dont il est l'entraîneur. Fakir du Vioier appartient, pour une part, à l'acteur : Equileo court sous ses couleurs.

Encouragé et n'ayant pas particulièrement besoin (merci pour lui) du million de francs qu'Equileo a déjà ramassé sur les pistes, Alain Delon a décidé de développer sa maison de production hippique. Il a conclu une association avec le propriétaire du haras des Chartreux : les dix poulains de pur-sang nés cette année dans ce haras — et parmi lesquels des fils de Lyphard, Gift, Card, Luther, Zeddann — accompliront leur carrière de courses sous les couleurs de Mireille Darc ou celles de l'acteur. Reste à Alain Delon, propriétaire de pur-sang, à découvrir un Allaire du galop.

En attendant de vivre peut-être à l'heure Delon, Longchamp répartit les harriers de la rentrée entre Atene's Pretender, Ivanjica et Delmora.

Le premier devance Grenz Dancer plus nettement que ne l'indique l'encolure affichée par le juge à l'arrivée du prix Niel.

Mais si l'on tient compte de ce que Grenz Dancer rendait 6 livres à son vainqueur, sa performance reste méritoire.

Ivanjica, en qui nous étions personnellement tenté de voir le poulain d'un seul printemps et d'une seule distance, se révèle être bien davantage en gagnant avec sûreté le prix de la Nonette, sur 2 100 mètres et devant des concurrentes comme Infra Grenz, Sea Sanda, Fennie Moris et Oak Hill, pour ne citer que les principales.

Enfin, Delmora, aux approches de l'automne 1975, se souvient de son triomphe automne 1974, et s'adjuge le prix du Rond-Point devant l'inconnable Et Toko et une Lianga méconnaissable, pour qui l'avait vue sur la ligne droite de Deauville. L'explication de Penna est que, précisément, elle n'est elle-même que sur les parours en ligne droite.

Exceptions anglaises

Chiffres définitifs des ventes de Deauville : cinq cent quarante-deux poulains et pouliches ont été adjugés au prix moyen unitaire de 44 591 francs, soit un chiffre d'affaires de 24 158 500 F.

On peut effectuer des comparaisons avec 1972, dernière année faite, et 1974, celle du creux de la vague.

En 1972 : 508 sujets vendus à 58 243 F de moyenne, soit 29 587 700 F.

En 1974 : 456 sujets vendus à 45 329 F de moyenne, soit 20 670 400 F.

Le prix moyen est, cette année, presque 25 % moins élevé — et en franc nominal — qu'aux plus belles années. Il est même plus bas d'environ 4 % que celui de 1974. En revanche, le nombre des poulains trouvant acheteur est respectivement 10 % et 20 % plus élevé qu'en 1972 et 1974. La dynamique de ce phénomène l'emporte, nous semble-t-il, sur l'impression défavorable qui pourrait ressortir du prix. À part quelques exceptions (surtout anglaises et américaines), les écuries faisant courir en France ont acheté français. Dans un premier temps, c'est ce qu'il fallait obtenir. Dans le second, il convient d'améliorer la qualité. Précisément, on assiste à de louables tentatives, notamment de Godolphin Darley et Elle de Erignac, pour constituer des groupements capables d'acquiescer de grands étalons.

Dans le même temps, le syndicat des éleveurs, sous la nouvelle houlette de Guy de Rothschild, s'oriente vers un tirage au sort de quelques cartes des bons reproducteurs qui nous restent, c'est-à-dire vers des formules corporatives hors desquelles l'élevage français serait condamné. Or, la barre se redresse.

LOUIS DENIEL.

Advertisement for 'N°1 du CASHMERE' by boutique ALEXANDRE SAVIN, 261, rue Saint-Honoré - Paris (angle rue Cambon).











# RADIO-TÉLÉVISION

**vu**  
**Enfances**

C'était assez réussi, joudi sur l'A 2, le Mystère Frontanao, l'histoire de François Mauriac, la propriété familiale, les Landes, l'adolescent rêveur, la belle valiselle, la chasse, les chevaux, la mère très digne que l'on vouloit, l'oncle gâteau et le père qui n'est plus. Au bout d'une heure, on en avait assez, mais le début accrochait bien. Surtout comparé à la dramatique tirée des souvenirs de Pierre Gascar le Malleur de la vie, la veille, sur TF 1. Là c'était le Jura, le petit village, le gamin boudeur, la soupe, le vélo, le braconnage, la mécanique tante et papa qui n'est pas là. C'était gris, c'était plat.

Si la couleur ne fait pas le bonheur du téléspectateur, elle contribue beaucoup, c'est certain. Au même titre que l'argent d'ailleurs. Comment ne pas rêver devant ces ors, ces héros, cette châteline en deuil égarant son chapelet au coucher du soleil sous les hautes frondaisons d'un parc centenaire. Tandis qu'une fermière, au tablier noir, repiquant, le visage blafard, ses rangs d'oignons, cela parle moins à l'imagination, forcément. Pour

réussir, aussi, rien ne vaut le succès. Et le futur prix Nobel n'est pas à branger à l'intérêt qu'on prend au poète en herbe. Et puis les bons sentiments, ou les mauvais, peu importe. L'essentiel, c'est qu'ils soient grands et forts — ceux de Gascar étaient incertains, — oui, l'amour ou le haïne, exprimés sans fausse honte et sans restriction, emportant la plus savante l'échelle. Il faut y aller carrément. Ne pas oublier que l'écran — petit ou gros bout de la loge — est un objet de déformation, des demi-tailles. François Vermy et Maurice Frydland s'en sont bien rendu compte. Sans avoir le roman de Mauriac, on le respire, on l'entend, on le devine d'abord, dans la transparence d'images et de dialogues filtrants.

Ensuite on le voit, on s'épave, on s'enfonce. Monté à Paris, le héros grand et des pelées de cœur. Ses silences passent des années et ses regards globuleux, opaques, se veulent profonds et sonnent creux. Serait-ce la faute du livre ? Cela m'étonnerait.

CLAUDE SARRAUTE.

## TRIBUNES ET DÉBATS

**VENDREDI 12 SEPTEMBRE**  
M. Roland Leroy, secrétaire du comité central du parti communiste et directeur de l'Humanité, est invité de Jean-Michel Desjardins sur Europe 1 à partir de 17 h. 20.

— Le C.F.T.C. exprime son point de vue sur le retour à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

**DIMANCHE 14 SEPTEMBRE**  
— M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, répond en direct depuis la tribune de l'Humanité aux questions de Jean-Pierre Elhabach sur France-Inter, à partir de 12 heures.

**LUNDI 15 SEPTEMBRE**  
— M. René Haby, ministre de l'Éducation, est invité d'Yvan Leva sur Europe 1, de 6 h. 40 à 8 h. 40.

— M. Michel Poniatowski participe à l'émission « Le texte et la marge » sur France-Culture, à 19 h. 45, à propos de son livre « Conduite la changement ».

— M. René Haby, ministre de l'Éducation, et Paul Laurent, membre du bureau politique du parti communiste, répondent aux questions de Philippe Bourard sur R.T.L., à 19 heures.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député (républicain), de Meurthe-et-Moselle, est invité de Jean-Pierre Elhabach sur France-Inter, à 19 heures.

# SPECTACLES

## théâtres

### Les salles municipales.

Châtelet, 20 h. 30 : Valse de Vienne  
Nouveaux Carrés, 20 h. : Cirque à l'antienne (square Ruelle-Chauvance) ; 21 h. : Histoire du soldat.

### Les autres salles.

Antoine, 20 h. 30 : Le Tuba.  
Carnegie de Vincennes, 20 h. 30 : Choufleu.  
Comédie-Camartin, 21 h. 10 : Boîte à musique.  
Coeur de la ville, 20 h. 45 : Vieux chez moi, j'habite chez une copine.  
Cour des Miracles, 21 h. : Groupe de musique rock ; 22 h. : Jacques Hiot.  
Danton, 21 h. : Monsieur Meunier.  
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : Butley.  
Hochet, 20 h. 45 : Le Cantabile chèque ; la Légende.  
Le Linceul, 19 h. 30 : Fando et Lis ; 20 h. 45 : Les Chaises ; 22 h. 15 : Sade.  
Michal, 21 h. 10 : Deux sur un sofa.  
Nouveaux Carrés, 21 h. : La Liberté.  
Saint-Georges, 20 h. 30 : Croque-Monsieur.  
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 : La Solitude d'un jardin de nuit.  
Théâtre Campagne-Prémiers, 19 h. : 1 m 50, 66 kilos... et ça casse ; 20 h. 30 : Le Pressoir des Desolés ; 22 h. : India (danse) ; 23 h. Patrick Aribal.  
Théâtre Foch, 20 h. 30 : Ice Cream. — Banch, 20 h. 30 : Tercet et Benz.

### Théâtres de banlieue

Villajoy, Théâtre Romain-Rolland, 21 h. : Raahmon.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

## Vendredi 12 septembre

**Le music-hall**  
Bobino, 20 h. 30 : Brésil Tropical.  
Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue Roland Petit.  
Elysées-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser.  
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.  
Olympia, 21 h. 30 : Montouqui.  
Taverne de l'Olympia, 21 h. 30 : L'ave-toi et viens.

**Les opérettes**  
Haut-Volta - Mogador, 20 h. 30 : Fiesta ; hommage à Luis Mariano.

**Les concerts**  
Votr Festival.  
Hôtel de Bonnevillie, 21 h. : Quatuor Viva Nova (Mozart, Haydn, Beethoven).

**La danse**  
Votr Théâtre Campagne-Prémiers.  
Espace Cardin, 21 h. : Pliobius.  
Théâtre des Champs-Élysées, 21 h. 30 : Ballet national de Colombie.

**Festival estival**  
Jardin d'acclimatation, 15 h. 30 : GERM (P. Maritan).  
Jardins du Palais-Royal (audio).

visual, 20 h. : Molière côté cité ; 21 h. : Artisanat vivant. Musée Guimet, 18 h. 30 : 71 muséaux. Sorbonne (amphi. Richat), 18 h. 30 : Forum D. N'Kouou, 21 (Ravel).

**Festival de musique de chambre de Paris**  
Eglise Saint-Médard, 21 h. : Orby de Bernard Thomas ; J.-J. Sarrow, violon ; E. Peclard, violoncelle (Chœur de Saint-Germe Rochochaciel, Virvadi, Mozart).

**Festival de Scènes**  
Eglise de Bourg-la-Reine, 20 h. : Quatuor vocal. Centre (musique religieuse et folklorique russe).

CHARTRES  
Salle d'été  
Musée  
Samedi  
19 septembre  
à 19 heures  
(Musique, P.A. Valmécia).

**SAMEDI MUSICAUX**  
Quatuor PARREY  
MUSIQUE - Violon - Violoncelle

## LES PROGRAMMES

### VENDREDI 12 SEPTEMBRE

**CHAÎNE I : TF 1**  
20 h. 35 (R.), Au théâtre ce soir : « Constance », de S. Maugham, avec E. Feuillère, G. Tréjean, D. Grey, mise en scène Michel Vitold.  
La vengeance d'une femme de la grande bourgeoisie de Londres, en direct de scène, quand elle apprend que son mari la trompe avec sa meilleure amie.  
22 h. 25, TF1 dernière.

**CHAÎNE II (couleur) : A 2**  
20 h. 30, Série : Benjowski (n° 4).

Un enfant insolent et provocant

**LE CRISPOUGNE**  
par Daniel Thibon  
Collection Vivre Stock 2

Des têtes pensantes aux caméras de génie...

**LES SURDOUES**  
par Remy Chauvin  
professeur à la Sorbonne  
Editions Stock

21 h. 30, Apostrophes, de B. Pivrot : « Les enfants sont doués, mais pour faire quoi ? » ; 22 h. 35, Ciné-club : « Family Life », de K. Loach (1971), avec S. Ratcliff, B. Dean, G. Cave, M. Biddell.  
Une jeune fille instable, incomprise de sa mère qui veut parler et décider à sa place.

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro dédié du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

globe vers la fête lorsqu'elle est soignée selon les méthodes de la psychiatrie traditionnelle.

0 h. 10, Journal de l'A 2.

**CHAÎNE III (couleur) : FR 3**  
20 h. 30, Série : Civilisation de lord Kenneth Clark ; réal. M. Gill. Seconde partie : « Le grand dégal ».

JACQUES BOURGET

**Gérard Devouassoux**  
le souffle de la montagne  
UN ALBUM NOMBREUSES PHOTOS SOLAR

21 h. 20, Document : « Le rendez-vous du ciel », de P. Tairraz.  
22 h. 10, FR3 actualités.

**FRANCE-CULTURE**  
20 h. (Festival d'Orange), l'Orchestre national de France, dir. L. Maestri, au Théâtre antique ; « Oreste » (V. E. Schiller) ; « Le Roi Lear » (W. Shakespeare) ; « Mémoires impérialistes de P. Claudel, par J. Arrouché ; 23 h. De la nuit, de E. Laouac et G.-M. Duport ; 23 h. 15, Les bons mouvements, par A. France ; 23 h. 30 (S.), Échec et mort de G. de Gaulle ; Concert par l'Ensemble studio 111 de Strasbourg, dir. D. Kiefer ; « Quatre manières de décrire la pluie, sous 70 » (H. E. Schiller) ; « Le Roi Lear » (W. Shakespeare) ; Trois poèmes : « Ravet » ; « Erubescit velle » (A. Beaupré) ; « Le Lame et les Poissons d'argent » (D. Kiefer).

**FRANCE-MUSIQUE**  
20 h. 3 (S.), Les bons mouvements, par A. France ; 20 h. 30 (S.), Échec et mort de G. de Gaulle ; Concert par l'Ensemble studio 111 de Strasbourg, dir. D. Kiefer ; « Quatre manières de décrire la pluie, sous 70 » (H. E. Schiller) ; « Le Roi Lear » (W. Shakespeare) ; Trois poèmes : « Ravet » ; « Erubescit velle » (A. Beaupré) ; « Le Lame et les Poissons d'argent » (D. Kiefer).

### SAMEDI 13 SEPTEMBRE

**CHAÎNE I : TF 1**  
20 h. 35, Variétés : Numéro un : Alexis Weissenberg, de Maritje et G. Carpentier, avec J. Clerc, J. Jamison, M. Bloch, P. Powell, A. Cure et les Petits Chanteurs à la croix de bois ; réal. R. Benmoun ; 21 h. 30, Série : Feytan Elace n° 1 ; 22 h. 40, A bout portant : Jacques Maxia ; 23 h. 30, TF1 dernière.

**CHAÎNE II (couleur) : A 2**  
20 h. 30, Dramatique : Coup double (« Le Bouc émissaire », d'après le roman de N. Freytag, adapt. R. Müller et R. Scipion, réal. M. Cravenne, avec F. Finlay, F. Prévost, O. Versois).  
Deux atmosphères d'une petite ville de Hollande. L'inspecteur d'un inspecteur de police qui recherche un auteur de lettres connues.  
22 h. Variétés : Dix de dix, de Ph. Bouvard ; 22 h. 55, Journal de l'A 2.

**CHAÎNE III (couleur) : FR 3**  
20 h. 30 (R.), Un classique de la télévision : « Les Paruses », tragédie d'Éschyle ; texte français et réal. J. Fraak. Musique originale de J. Frodromont, avec E. Chauvance, M. Merico, M. Gerrel.  
21 h. 45, FR3 actualités.

**FRANCE-CULTURE**  
20 h. Carte blanche, par L. Slog ; « Sembation », de M. M. avec J.-P. Meunier, réal. G. France ; 22 h. « La suite du samedi ou le futur, m-réal ». Un divertissement de J. Choquet, animé par B. Jérôme.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20 h. 3 (S.), Série triviale, par J. de Solfero ; « La Légende de saint Edmond » (Liszt) par les Chœurs et l'Orchestre philharmoniques suédois, direction J. Forsberg, avec Eva Andor, Erzsébet Komissay, Károly Kovács ; « Sonata en sol mineur » (Liszt), par Frances Chiffel ; 23 h. Vues d'été, par C. Lehmann (Liszt) ; 24 h. (S.), Anonymes et sentimentales, par S. Dermellion et J. Markovitch.

### DIMANCHE 14 SEPTEMBRE

**CHAÎNE I : TF 1**  
20 h. 35, Film : Les Veuzards, de Ph. de Broca, J. Girault et J. Pinoteau (1963). Avec P. Férrier, E. Blanche, M. Darc, D. Cowl, P. Mondy, J. Maillet et L. de Funès.  
Cinq sketches constants les aventures comiques de cinq personnes qui ont eu la chance de gagner à des concours ou la Loterie nationale.  
22 h. 10, Questionnaire : Roger-Gérard Schwartzbaum, professeur de sociologie politique ; 23 h. 5, TF1 dernière.

**CHAÎNE II (couleur) : A 2**  
14 h. 50, Film (R.) : « Marie-Antoinette », de J. Delannoy (1956) ; avec M. Morgan, R. Todd, J. Morel, A. Clarion, G. Tréjan.  
La vie publique et privée de Marie-Antoinette, dauphine, puis reine de France (1774-1793). Le rôle que joue la comtesse sénétois Axel de Fersen, entre elle et Louis XVI.  
20 h. 30, Variétés : Système 2, de G. Lutz ; réal. M. Camus ; avec M. Sarcey, Ph. Léotard, G. Anys ; d'après K. de Momiépin.  
22 h. 30, Catch : 23 h. 5, Journal de l'A 2.

**CHAÎNE III (couleur) : FR 3**  
20 h. Feuilletton : Les secrets de la mer Rouge,

d'après R. de Montreuil ; réal. G. Guillemot et P. Lory (deuxième épisode : « l'Embuscade »).  
20 h. 30 (Film) : « N... » pris les dés, d'A. Robbe-Grillet.  
Le héros-narrateur joue aux dés l'ordre de succession des événements d'une histoire qui se déroule aussi hors du film. Aventure étrange qu'il faut reconnaître comme un puzzle. Mais le puzzle est difficile, il a plusieurs dimensions.  
21 h. 45, FR3 actualités.

**FRANCE-CULTURE**  
14 h. 5, La Comédie-Française présente les Fables de Scapin et « La Joconde du barbon », de Molière ; 20 h. Poteau ; 20 h. 45, Échec et mort de G. de Gaulle ; Festival d'Alzburgh : « The fairy queen », opéra de chambre de Purcell, avec J. Vyvyan, M. Wells, A. Hodson et l'Orchestre de chambre anglais, dir. Benjamin Britten ; 22 h. 20, Disques : 23 h. Black and Blue, par L. Nelson ;

**FRANCE-MUSIQUE**  
14 h. 30 (S.), La tribune des critiques de disques, par A. Parigot ; « Quatuor opus 24 n° 2 » (Haydn) ; 20 h. 30 (S.), Concert dans l'église Saint-Germain-de-Paris par l'Orchestre philharmonique de la Radio-Télévision hollandaise et les Chœurs de Lauanra, dir. J. Formes ; « Le Martyre de saint Sébastien » (Debussy), avec E. Massad, soprano ; 22 h. (S.), Actes Debussy, par D. Collins ;

**TF1**

théâtre de la tempête  
cartouche  
328 36 36

**citrouille**  
de Jean Barbeau

mise en scène de dominique serrant

**FESTIVAL ESTIVAL**

**MAISON DE LA RADIO**  
mercredi 17 septembre, 20 h 30

**ORCHESTRE PHILHARMONIQUE**  
Direction YVES PRIN

BOUCOURECHIEVY : Amers  
MIRAGLIO : Fusions (création)  
ZIMMERMANN : Concerto pour violoncelle Soliste

**JACQUES WIEBERKER**  
Loc. VEP, 4, r. Préfet-St-Séverin

**THEATRE D'ORSAY**

**CIERNAUD-BARRAULT**  
réouverture  
15 septembre  
6 concerts  
chant populaire chilien  
Les Inti-Ilumani  
I. Parra - P. Castillo  
les 15-16-17-18-21-22

en alternance  
**Harold et Maude**  
Madeleine Renaud  
3<sup>e</sup> année  
**BETTARSA**  
25 représentations exceptionnelles  
Les Emigrés  
Laurent Terziou - Gérard Darrieu  
mise en scène Roger Biss  
7, quai Anatole-France - Tél. 548.85.90  
location ouverte

**atelier**

LARS SCHMIDT  
présente  
**DANIEL IVERNEL  
PIERRE CONSTANT  
BERNARD GIRAudeau**  
**SUR LE FIL**  
de ARRABAL  
Mise en scène de JORGE LAVELLI  
Mise en scène de MAX BIGNENS  
Première le 13  
886.49.24 et agences

**THEATRE GAITE-MONTPARNASSE**

REPRISE  
**DU GRAND SUCCES BUTLEY**  
avec  
**BERNARD FRESSON  
GERARD LARTIGAU**  
et tout les étudiants  
**CE SOIR 20 h. 45**  
Location théâtre et agences

On répète actuellement aux I ANS « sous-Vie complète » ville revue satirique de VIE JEAN VAILLARD et CHRIS VERHEL qui en seront les p. sans interruption. Mise en scène de Jacques ARZ chorégraphie de Claude JOURN Première publique le 29 sept

24-27 septembre 20 h 30  
**FREE JAZZ**  
**SAM RIVERS TRIO**  
Sam Rivers - Dave Holland - Barry Altschul  
ÉGLISE DES BLANCS-MANTEAUX  
12, rue des Blancs-Manteaux, Paris-4<sup>e</sup>  
Place 25 F et 15 F (moins de 25 ans)  
Location stand du festival FNAC MONTPARNASSE  
138, rue de Rennes, Paris-6<sup>e</sup>, sauf dimanche et lundi

**FESTIVAL D'AUTOMNE**

**A PARIS**

**PUBLICIS MATIGNON y.d. - STUDIO JEAN COCTEAU y.d. - FRANCE ELYSEES y.d.**  
PARAMOUNT OPERA v.f. - CAPRI v.f. - PARAMOUNT MAILLOT v.f.  
PARAMOUNT MONTPARNASSE v.f. - PARAMOUNT ORLEANS v.f.  
TRIAXON Brancy v.f.

Supporter que vous souhaitez dans ce jeu d'été, où vous vivez un jeu et comment vous vivez mort.

**NAVY-CLUB-RESTAURANT**  
MIDI 4 H. DU MATIN

HUITRES • COQUILLAGES • SPECIALITES • FRUITS DE MER  
DISCOTHEQUE 22 h. 3 l'après avec ses Gogos Gifs

SPECIALISTE REUNIONS PROFESSIONNELLES • BUFFET CAVAYE  
AUX FROMAGES DE FERME • LUNCH • COCKTAIL • 300 • 503

SALLES CLIMATISEES • 58, Bd. de l'Hôpital • 75013  
FERME LE LUNDI SAUF JOURS FERIES

André christine  
André films  
André books  
André Les films de l'été  
André de l'été  
André W

**ANN PICCOLI**

**MONO**

Journal de l'été



150

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

cinéma

12 septembre

exclusivités

LE COLEUR DE DIEU (v.o.) : Studio des Océans, 14 (225-39-19).
LE MAUVAIS GARÇON (v.o.) : Le Mas, 8 (278-87-88).
LES AVENTURES DE PINOCCHIO (v.o.) : Pagode, 7 (831-12-12).
LE FANTÔME DE L'OPÉRA (v.o.) : Studio de la Chapelle, 14 (225-39-48).
LE FANTÔME DE L'OPÉRA (v.o.) : Studio de la Chapelle, 14 (225-39-48).
LE FANTÔME DE L'OPÉRA (v.o.) : Studio de la Chapelle, 14 (225-39-48).

Mercredi prochain
DU GRAND SAINT-SÉVERIN - 14 JUILLET
BUTIN
BERNARD GERARD
CE SORCÈRE
VIVA PORTUGAL
Chronique de l'an 1

action christine
2 grands films noirs
Richard Brooks Jules Dassin
Bas Les forbans
es masques de la nuit
Cary Grant Richard Widmark
Cary Grant Richard Widmark

MARIGNAN / BALZAC / MADELEINE GAUMONT
MONTPARNASSE 83 / QUARTIER LATIN / NATIONS
P.L.M. ST-JACQUES / MAYFAIR

LIV MICHEL ORNELLA
ULLMANN / PICCOLI / MUTI

LEONOR
UN FILM DE JUAN BUNUEL

TRICYCLE ASHIERES / MULTI-CINE-PATHE CHAMPIGNY
LUB MAISON-LAFITE / PARINOR AIRWAY / CYRANO VERSAILLES

LA CLEPSYDRE (v.o.) : Le Seine, 9 (225-22-46) à 20 h. et 22 h. 15.
LE SEPTIEME (v.o.) : Olympia-Entrée, 14 (225-37-43) (Jeu. dim.).
MONTMARTRE (v.o.) : U.G.C. Odéon, 8 (225-71-88) ; Matinée, 2 (221-41-39) ; Soir, 8 (770-11-24) ; Olympia-Entrée, 14 (225-37-43) ; Olympia-Montparnasse, 15 (544-25-25) ; Clichy-Patbé, 18 (222-37-41) (sous réserve) ; Muret, 18 (225-32-75).

LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (v.o.) : Comédia, 8 (225-22-81) ; La Seine, 9 (225-22-46) ; Clichy-Patbé, 18 (222-37-41) ; Gaumont-Comédia, 22 (227-02-74) ; Impérial, 8 (742-72-22) ; Montparnasse-Patbé, 18 (225-32-13) ; Terminal-Patbé, 18 (704-69-23).

LA FILLE DU GARDE-BARRIÈRE (v.o.) : Studio Alpha, 8 (225-39-47).
PARAMOUNT-OPERA, 8 (072-34-37) ; Capri, 8 (208-11-29) ; Publicis-Magnion, 8 (225-31-97).

LA FUTURE EPIC : BANOU (Belg.) : Le Seine, 9 (225-22-46) de 14 h. 15 à 18 h. 45.
COLISEE (v.o.) : Muret, 18 (225-32-75) ; 22 (225-32-48) ; Française, 8 (770-22-88) ; Montparnasse-Patbé, 18 (225-32-13) ; Evénement, 13 (221-58-58) ; Clichy-Patbé, 18 (222-37-41) ; Quinze, 8 (225-35-40) ; Nations, 12 (242-04-57).

VENISE CONNECTION N° 2 (A.V.O.) : Publicis-Champs-Élysées, 8 (720-16-28) ; V.F. : Paramount-Opera, 8 (072-34-37) ; Moulin-Rouge, 8 (208-11-29) ; Paramount-Océans, 14 (225-39-48) ; U.G.C. Odéon, 8 (225-71-88) ; Max-Landier, 8 (770-40-40) ; Masy, 17 (222-55-54).

LE FUTUR AVEC TROUSSES (v.o.) : Studio Média, 8 (225-31-97).
LES GAULETTES DE PONT-AVEN (v.o.) : Muret, 18 (225-32-75) ; Liberté, 12 (242-04-57) ; La Cité, 8 (227-89-99) ; Cinéma-Opera, 8 (770-11-24) ; Muret, 18 (225-32-75) ; 41-42 ; Mistral, 14 (724-20-70) ; Magic-Convention, 15 (225-32-13) ; Muret, 18 (225-32-75) ; U.G.C. Odéon, 8 (225-71-88) ; Max-Landier, 8 (770-40-40) ; Masy, 17 (222-55-54).

IL FAUT VIVRE DANGEREUSEMENT (v.o.) : Danton, 8 (225-32-13) ; Concordia-Patbé, 8 (225-32-84) ; Gaumont-Lumière, 8 (770-40-40) ; Montparnasse-Patbé, 18 (225-32-13) ; Gaumont-Convention, 15 (225-32-13) ; Victor-Hugo, 18 (727-45-75) ; Clichy-Patbé, 18 (222-37-41).

INDIA SONG (v.o.) : Le Seine-Cinéma, 9 (225-22-46) ; Harcourtelle, 8 (225-73-38).

LILY, AIME-MOI (v.o.) : Haute-Touche, 8 (225-73-38).
PAN OR PROBLEME (v.o.) : Clichy-Patbé, 18 (222-37-41) ; St-Lazare-Patbé, 8 (227-89-10) ; La Paris, 8 (225-32-13) ; Montparnasse-Patbé, 18 (225-32-13) ; Gaumont-Convention, 15 (225-32-13) ; Maxville, 8 (770-72-87).

PROFESSION REPORTER (v.o.) : Luxembourg, 8 (225-77-77) ; Ulysse-Polystyle, 8 (225-62-31).
QUE LA FÊTE COMMENCE (v.o.) : Clichy de Saint-Germain, 8 (225-10-82).

LE RETOUR DU DRAGON (A.V.O.) : Hollywood-Boulevard, 9 (770-10-41) ; Marignan, 8 (225-22-81) ; Gaumont-Sud, 14 (221-52-10).

LE SHERIF EST EN PRISON (A.V.O.) : Studio Calanda, 8 (225-32-13) ; Ulysse-Polystyle, 8 (225-62-31).

SOUVENIRS D'UN FRANCIS (v.o.) : Espée-Léonora, 8 (225-32-13) ; Germain-Ruecheta, 8 (225-32-13) ; St-Lazare-Patbé, 8 (227-89-10) ; Gaumont-Sud, 14 (221-52-10).

LA FEMME DES AIGLES (v.o.) : Film américain de George Roy Hill avec Robert Redford, V.O. : Marignan, 8 (225-22-81) ; 22 (225-32-48) ; Saint-Germain-Village, 8 (225-32-13) ; Clichy-Patbé, 18 (222-37-41) ; Muret, 18 (225-32-75) ; Gaumont-Sud, 14 (221-52-10) ; Gaumont-Comédia, 22 (227-02-74) ; Gaumont-Richelieu, 8 (225-32-13).

LEONOR, film franco-italo-espagnol de Juan Bunuel avec Juan Bernal, V.O. : Balzac, 8 (225-32-13) ; Marignan, 8 (225-22-81) ; Gaumont-Madeleine, 8 (072-34-37) ; Montparnasse, 15 (544-25-25) ; P.L.M. Palais-Jacques, 14 (225-32-13) ; Muret, 18 (225-32-75) ; Nations, 12 (242-04-57) ; Quartier-Latin, 8 (225-32-13) ; Plaza, 8 (072-34-37).

LOVE AND DEATH (GUERRE ET AMOUR), film américain de et avec Woody Allen, V.O. : Publicis-Champs-Élysées, 8 (720-16-28) ; Paramount-Opera, 8 (072-34-37) ; Acta-Quino, 8 (225-32-13) ; V.F. : Paramount-Opera, 8 (072-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 15 (544-25-25) ; Passy, 18 (225-32-13) ; Paramount-Madison, 8 (225-32-13) ; Plaza, 8 (072-34-37).

LE PRISONNIER DE LA DIXIEME (v.o.) : Film américain de Melvin Frank avec Jack Lemmon, V.O. : Bonaparte, 8 (225-11-22) ; Bienvenue - Montparnasse, 15 (544-25-25) ; U.G.C. - Marbeuf, 8 (225-47-10).

LA REINCARNATION DE PETER FROUD, film américain de J. Lee Thompson avec Michael Sarrazin, V.O. : Studio Jean-Cocateau, 8 (225-32-13) ; Publicis-Magnion, 8 (225-31-97) ; V.F. : Paramount-Opera, 8 (072-34-37) ; Paramount-Madison, 8 (225-32-13) ; Capri, 8 (208-11-29) ; Paramount-Madison, 17 (755-21-21) ; Paramount-Orléans, 14 (225-32-13).

22-38, 14-Juillet, 11 (700-51-12) ; Gaumont-Convention, 15 (225-32-13).

TAREZ-VOUS, LA HONTE DE LA JUNGLE (Belg. v.o.) : Emittance, 8 (225-11-71) ; Vendôme, 8 (072-34-37) ; Clichy-Patbé, 18 (222-37-41) ; V.F. : 22 (225-32-48) ; Rotonde, 8 (225-32-13) ; Montparnasse-Patbé, 18 (225-32-13) ; Cambronne, 15 (724-20-70) ; Le Mas, 8 (225-32-13) (à partir du 15).

LA TENDRESSE DES LOUPS (A.V.O.) : Olympia-Polystyle, 14 (727-87-42) (not. sans mar.).

Les films nouveaux

LA FEMME DES AIGLES (v.o.) : Film américain de George Roy Hill avec Robert Redford, V.O. : Marignan, 8 (225-22-81) ; 22 (225-32-48) ; Saint-Germain-Village, 8 (225-32-13) ; Clichy-Patbé, 18 (222-37-41) ; Muret, 18 (225-32-75) ; Gaumont-Sud, 14 (221-52-10) ; Gaumont-Comédia, 22 (227-02-74) ; Gaumont-Richelieu, 8 (225-32-13).

LEONOR, film franco-italo-espagnol de Juan Bunuel avec Juan Bernal, V.O. : Balzac, 8 (225-32-13) ; Marignan, 8 (225-22-81) ; Gaumont-Madeleine, 8 (072-34-37) ; Montparnasse, 15 (544-25-25) ; P.L.M. Palais-Jacques, 14 (225-32-13) ; Muret, 18 (225-32-75) ; Nations, 12 (242-04-57) ; Quartier-Latin, 8 (225-32-13) ; Plaza, 8 (072-34-37).

LOVE AND DEATH (GUERRE ET AMOUR), film américain de et avec Woody Allen, V.O. : Publicis-Champs-Élysées, 8 (720-16-28) ; Paramount-Opera, 8 (072-34-37) ; Acta-Quino, 8 (225-32-13) ; V.F. : Paramount-Opera, 8 (072-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 15 (544-25-25) ; Passy, 18 (225-32-13) ; Paramount-Madison, 8 (225-32-13) ; Plaza, 8 (072-34-37).

LE PRISONNIER DE LA DIXIEME (v.o.) : Film américain de Melvin Frank avec Jack Lemmon, V.O. : Bonaparte, 8 (225-11-22) ; Bienvenue - Montparnasse, 15 (544-25-25) ; U.G.C. - Marbeuf, 8 (225-47-10).

LA REINCARNATION DE PETER FROUD, film américain de J. Lee Thompson avec Michael Sarrazin, V.O. : Studio Jean-Cocateau, 8 (225-32-13) ; Publicis-Magnion, 8 (225-31-97) ; V.F. : Paramount-Opera, 8 (072-34-37) ; Paramount-Madison, 8 (225-32-13) ; Capri, 8 (208-11-29) ; Paramount-Madison, 17 (755-21-21) ; Paramount-Orléans, 14 (225-32-13).

22-38, 14-Juillet, 11 (700-51-12) ; Gaumont-Convention, 15 (225-32-13).

TAREZ-VOUS, LA HONTE DE LA JUNGLE (Belg. v.o.) : Emittance, 8 (225-11-71) ; Vendôme, 8 (072-34-37) ; Clichy-Patbé, 18 (222-37-41) ; V.F. : 22 (225-32-48) ; Rotonde, 8 (225-32-13) ; Montparnasse-Patbé, 18 (225-32-13) ; Cambronne, 15 (724-20-70) ; Le Mas, 8 (225-32-13) (à partir du 15).

LA TENDRESSE DES LOUPS (A.V.O.) : Olympia-Polystyle, 14 (727-87-42) (not. sans mar.).

MAGIC-CIRCUS le premier film burlesque érotique

LA FILLE DU GARDE-BARRIÈRE

Romantique et plein d'humour, décors à la MELIES, comique à la CHAPLIN, une énorme parodie en forme de farce.

aux cinémas : PARAMOUNT OPERA STUDIO ALPHA PARAMOUNT GATE

PUBLICIS CHAMPS-ELYSEES / PARAMOUNT ODEON / ARLEQUIN / PARAMOUNT OPERA / PARAMOUNT MONTPARNASSE / PARAMOUNT MARLOT / PASSY / PLAZZA / STURBO PARY 2 / ELYSEES 2 La Celle St-Cloud / ARTEL Rosny / ALPHA Argenteuil / CARREFOUR Pantin / DAME BLANCHE Garges / PUBLICIS Orly / PARAMOUNT La Varenne / BUXY Val d'Yerres

On reste éberlué, abasourdi... C'est irrésistible. ROBERT CHAZAL - FRANCE SOIR
Le dialogue est époustouflant. Avec Woody Allen, le monde des Marx Brothers renaît. MICHEL MOHRT - LE FIGARO
Après le phénoménal BANANAS... on rit très souvent. FRANÇOIS CHALAIS - EUROPE 1
Woody, le héros le plus intelligent de toute l'histoire du cinéma parlant. REMO FORLANI - R.T.L.
WOODY DIANE ALLEN KEATON
GUERRE et AMOUR
UNE PRODUCTION JACK ROLLINS-CHARLES H. JOFFE
produit par CHARLES H. JOFFE écrit et réalisé par WOODY ALLEN

Dans toutes les salles de Paris, séance supplémentaire vers minuit le vendredi et le samedi.
A partir du 17 septembre au PARAMOUNT ELYSEES 2 La Celle-Saint-Cloud.

CINEMA No 228-229 KEXE 75
J.-M. STRAUB et D. HUILLET : Conversation sur Kafka et Aron. STRAUB-SCHOENBERG : Un tombeau pour l'œil.
SUR LA REPRÉSENTATION DU POUVOIR
Un pouvoir qui ne pense, ne calcule, ni ne juge... (Agrippa, Lancelotti).
...Mais qui raisonne (Section Spéciale, Les Ordres).
M. DURAS : D'une Inde à l'autre (Indis Song).
MILESTONES : Présentation par R. KRAMER et J. DOUGLAS. Table ronde : Milestones et nous.
ROYAN 75 : Cinéma du Moyen-Orient.
CINÉMA MILITANT ET ACTION CULTURELLE
Bilan de l'Agence d'Actualités Anticommunistes.
JAPON : Activités de cinéastes engagés, OGAWA et YUMOTO.
Le numéro est en vente dans les kiosques (15 F).
Adresse : Passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris, G.O.P. 7390-78.

U.G.C. BIARRITZ • U.G.C. MARBEUF • U.G.C. ODEON • LA GLEF CINÉMONDE-OPÉRA • MAX LINDER • MIRAMAR • MISTRAL • MURAT LIBERTÉ • MAGIC CONVENTION • LEMÉRY 7<sup>pt</sup> Clichy

JEAN-PIERRE MARIELLE
Les Galettes de Pont-Aven
interdit aux moins de 13 ans
Le film comporte certaines scènes osées pouvant choquer des adolescents
GYRANO VERSAILLES • ARTEL NOBLET • PUBLICIS DÉFENSE • STUDIO RUEIL ARTEL VILLENEUVE ST-GEORGES • DAME BLANCHE GARGES-LES-BOSSES ALPHA ARGENTEUIL • PARAMOUNT LA VARENNE • ULLS 2 ORSAY • BOBIGNY 2

U.G.C. MARBEUF • BOMAPARTE • MONTPARNASSE BIENVENUE V.O.
GRAND PRIX DAVID DE DONATELLO EUROPEEN 1975
SELECTION FESTIVAL DU CINÉMA AMÉRICAIN DEAUVILLE 1975
WARNER BROS présente
Jack Lemmon Anne Bancroft
Un Film de MELVIN FRANK d'après une pièce de NEIL SIMON
Le Prisonnier de la 2<sup>ème</sup> Avenue
Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM

U.G.C. MARBEUF
SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS / V.O.
30, rue Saint-André-des-Arts
LE MORT VIVANT
UN FILM DE JEAN YVES ESCOFFIER
JOHN MARLEY / LYNN CARLIN / RICHARD BACKUS / HENDERSON FORSYTH
PRODUCTIONS DÉLÉVES NEW YORK / PETER JAMES PRODUIT ET RÉALISÉ PAR BOB CLARK
UNE PRODUCTION IMPACT FILMS



# ARTS ET SPECTACLES

## Théâtre



### La ligne de vie du Palace

Un théâtre qui « rend compte » des idéologies contemporaines, qui vit le présent, qui joue la comédie du monde, un « théâtre plein de théâtre », comme on dit d'un tableau de Van Gogh qu'il est « plein de peinture », un théâtre du plaisir pour les yeux, pour l'esprit et le cœur ? Pierre Laville s'installe au Palace avec une joie prolifique, avec 770 000 francs de subvention, une option de quatre-vingt-dix-neuf ans qui lui donne un sentiment d'éternité, et une cataracte de projets « raisonnables ».

Etant donné le nombre de spectateurs potentiels pour un théâtre de création, et le prix des places qu'ils sont disposés à payer, combien de spectacles est-il raisonnable de programmer ? Réponse : dix, compte tenu des deux salles. La grande, avec ses fresques rétro, la petite, encore plus rétro, grotte tapissée de glaces pour l'intimité de l'insolite.

Pierre Laville compte sur le public existant. Il ne possède ni les moyens ni le temps nécessaires à une animation culturelle, activité qu'il a bien connue quand il était avec Pierre Debanche directeur du Théâtre des Amateurs à Nanterre. Mais le Palace est à Paris, le Paris grouillant du faubourg Montmartre, chargé de Zola à Verne, d'histoire et d'histoires.

C'est un théâtre privé. La subvention de Pierre Laville est destinée au budget production ; les recettes, au budget fonctionnement. Les bénéfices éventuels seront réinvestis. Les spectateurs individuels paient 35 francs, mais il suffit d'adhérer pour payer 18 francs, et pour adhérer, il suffit de payer 20 francs par an, ce qui suppose d'aller voir au moins deux spectacles pour conserver l'avantage. Les scolaires et les titulaires de la carte Vermeil paient 10 francs.

Dix spectacles, une ligne : la ligne de vie. Marcel Maréchal ouvre le feu avec « Une automne pour Guignol », du 20 octobre au 23 novembre. Alberto Vidal joue, à 19 heures, « le Diable à ressort », du 7 octobre au 23 novembre. Copi présente « la Pyramide », du 27 novembre au 15 janvier, à 22 h 30. André Benedetto présente « Alexandra K », du 2 décembre au 16 janvier. Fabio Pacchioni mettra en scène « les Musiciens, les émigrants », de Liliane Atlan, qui sera donné du 29 janvier au 29 février, et « Tiens le coup jusqu'à la retraite, Léon », de Georges Miellet, qui terminera la saison, du 21 avril au 6 juin. Entre-temps, Armand Gatti viendra avec la nouvelle version de « la Passion du général Franco », du 4 mars au 18 avril. C'est le programme de la grande salle. Dans la petite, Thierry Bosc présentera, du 23 janvier au 29 février, « Lazare lui aussi rêvait d'Eldorado », de Sarrazin ; Jean-Marie Patte mettra en scène sa première pièce, « Dites-lui que l'estomac meurt », du 4 mars au 11 avril, et Daniel Mesguich, la première pièce d'Yves Goursvil, « Président Schreber », du 15 avril au 23 mai.

COLETTE GODARD.

DRAGON - ELYSEES LINCOLN

**LES CHEVAUX DE FEU**  
un film de SERGE PARADJANOV

## Cinéma

### « LA KERMESSE DES AIGLES » de George Roy Hill

Dans *Butch Cassidy et le Kid*, George Roy Hill reconstitue l'histoire de deux grands gosses qui rêvaient de jouer les terribles du Far-West, sans se rendre compte que l'époque des brigands de légende était révolue.

On retrouve dans *la Kermesse des aigles* ce thème de l'aventurier « déplacé » (déplacé dans la temps) et confronté avec un monde qui n'est pas le sien. Mais, cette fois, au lieu d'être de minables pillards de banque, les personnages de George Roy Hill sont d'authentiques héros. Anciens aviateurs de la première guerre mondiale, rescapés de ces duels fantastiques qui opposaient au plein ciel des aéroplanes chouchous, ils ont préféré devenir des acrobates de l'air. De meeting en meeting, ils risquent maintenant leur peau en exécutant devant des foules ébahies des acrobaties insensées.

Toute la première partie du film reconstitue avec humour et une sorte de tendresse nostalgique l'atmosphère de ces kermesses provinciales. Loopings, tonneaux, vrilles : les petits biplans font des cabrioles qui, parfois, s'échappent en chutes mortelles. Aux commandes de l'un d'eux, Waldo Pepper, le plus jeune, le plus audacieux de ces demi-soldes de la vieille époque. Le plus habileur également, allant jusqu'à prétendre devant les filles qu'il a tenu tête à Ernst Kessler, l'as allemand aux soixante-dix victoires. Kessler, que Waldo va rencontrer à Hollywood, où, interdit de vol, il a fini par se faire embaucher, et contre lequel il livre, pour les besoins d'un film, un combat tactique qui très vite dégénère en rixe aérienne.

Il y a une belle idée romanesque dans cette histoire : celle de la fiction imaginaire par Waldo devenant réalité à l'occasion d'une seconde fiction (hollywoodienne celle-là). Et l'on ne peut rêver mythomane plus sympathique que ce casse-cou exalté, romantique, presque enfantin, auquel Robert Redford prête son charme magnétique. Quand son ancien commandant essaie d'expliquer à Waldo que les temps ont changé et que le rôle de l'aviation est désormais de transporter avec le maximum de sécurité possible le courrier et les voyageurs, Waldo se contente de répondre : « Je ne veux être ni chauffeur ni facteur. » Arrogance qui dissimule un secret désespoir. Le même que ressent Ernst Kessler, contraint pour payer ses dettes, d'occuper un poste de « conseiller technique » aux studios Paramount. Le scène au cours de laquelle ces deux hommes, humiliés et frustrés, l'un vivant dans ses fantasmes, l'autre dans ses souvenirs,

**Le Jardin des Delices**  
CINEMA  
LE JARDIN DES DELICES  
CARLO SAURA

**ÉLYSÉES-LINCOLN**  
QUINTETTE  
LE JARDIN DES DELICES  
CARLO SAURA

**MATCH**  
Un film qui plairait à Charlie Chaplin

font connaissance et deviennent complices constitués d'ailleurs l'un des sommets du film. Un sujet original, qui rend hommage à ces vertus oubliées que sont le loyalisme et le sens de l'honneur : des moroses de bravoure filmés avec un réalisme impressionnant : beaucoup de tentatives sur fond de gravité ; voilà bien des atouts. Et pourtant cette *Kermesse des aigles* nous laisse sur un sentiment d'insatisfaction et de vague ennui. George Roy Hill a-t-il eu tort de prendre pour héros un personnage dont les problèmes sont de dix années-lumière des nôtres ? Ou bien la lassitude nait-elle de la répétition formellement monotone des scènes techniques ? Toujours est-il que la réalisatrice semble moins inspirée ici qu'il ne l'était dans *Anna et dans Butch Cassidy*, et que l'on finit par trouver le temps long à voir voltiger dans l'azur ces oiseaux archaïques et ces chevaliers d'un autre âge.

JEAN DE BARONCELLI  
\* MARIIGNY, SAINT-GERMAIN-VILLAGE (V.O.) OMBLY-PARIS, MONTPARNASSE-2, GAUMONT-SUD, GAUMONT-GAMBETTA, GAUMONT-RICHIEUX (V.L.).

## Formes

### La vie dure

Il y a plus d'un demi-siècle qu'on proclame la mort de l'art, de la peinture en particulier. Si c'était vrai, on ne verrait pas une lame sur son cercueil. Et c'est juste. La peinture devrait être de ses propres excès. Entendons-nous. On s'incrimine uniquement ces fois les ouvrages et les ouvrages, vus ou subis, dans tous les domaines de la création d'ailleurs, par des gens à la recherche perpétuelle du neuf, mais plutôt une répétition de procédés, une accumulation d'œuvres se superposant à l'infini, une bonhomie dans les antichambres du succès, et que dire de ceux qui ont franchi la porte ! La peinture a crevé pas encore d'indigestion. Seulement, les peintres en créent parfois. S'ils se révoltent contre eux-mêmes, contre leur passe-temps favori, et en même temps contre le système social et économique où l'art est engagé et qui le « récupère », que penser de ce suspense, puisque la plupart finissent par jouer le jeu ? On fait de l'anti-art (ou suit depuis longtemps qu'on ne fait de la poésie qu'avec de l'anti-poétique), et c'est encore de l'art, au sens noble comme au sens manuel de mot. Quant à l'entreprise de démolition, comme le déplaçait à peu près je ne sais plus quel écrivain romantique, on veut faire la révolution et on travaille pour les collectionneurs.

C'est dans cette optique que le cas de Gérard Gasiorowski mérite qu'on s'y arrête ; davantage que pour sa double exposition, plutôt minime, à vrai dire, celle qui a pris fin jeudi à la galerie Maillard de Saint-Paul-de-Vence, et celle qui se tient à Paris (1) — et qui a l'avantage chronologique d'ouvrir la saison : on ne perd rien, même si on ne gagne pas grand-chose, pour attendre. Un cas de désespoir chronique qui se traduit (c'est peut-être un lien commun, ce sont ses propres termes) par un « constat d'échec ».

Est-ce l'artiste ou l'art qui est malade, le peintre ou la peinture qui est « blâmé à mort » ? A y regarder de plus près, à suivre les étapes décroissantes d'une carrière de vingt ans, ou plutôt de treize dédications faites de sept ans d'interruption, il y a confusion des peines. Le dégoût de l'« aspect cuisiné » de la pratique de la peinture, allié (de son propre aveu) à « un certain masochisme », l'avait, une première fois, fait lâcher ses pinceaux. Guéri, à travers Warhol et Lichtenstein, il renonce à la couleur, et le noir, qui sied à la mort, le conduit au-delà de l'image, à une figuration narrative qu'il s'acharne à « peindre », par exemple dans la suite de tableaux intitulés « période Baroque ».

Novel acte d'auto-déstruction, le bond sauté de la tête féroce se renouvelle avec persévérance. Notamment sur l'accueil trop favorable des gravures — admirables, mais quand on l'admire il entre en fureur — et les acryliques d'*Abstractive Abstractive*, peintures diluées dans des pots les sens du mot qu'on a pu voir à l'Expo 72. « Douze ans d'art contemporain en France ». Les titres d'autres séries sont suffisamment éloquents : *les Impasseuses, les Régimes, les...*

Le positif dans tout ça, ce n'est pas que, présentant aujourd'hui l'artiste à

## Lettres

### « Bof ! » au Petit Larousse

(Suite de la première page.)

De cette liste, extrayons encore l'expression un sec de noude « affaire très embrouillée » ; les mots *Hammer* et *Hambour*, écologie sans l'acception de « défense du milieu naturel » ; *sono, fliper* « petit lever d'un billard électrique qui renvoie la balle vers le haut » et qui a fini par désigner le billard lui-même. C'est un mot anglo-saxon, bien entendu, et si la frangiale d'accroît encore de quelques recrues, techniques ou financières, tel *cash flow* (encore que *not money* cède souvent le pas à *capitaux fébriles*), on pourra remarquer que leur nombre est en régression, répercussion évidente de la situation internationale. Et puis l'ajoutement journal *Imperturbant*, sans équivalent dans notre vocabulaire, et l'adjectif *cadre* (à ce propos il était temps d'inscrire *Judo-chérien*). Enfin, la cinématique canadienne, voire la littérature et le théâtre, nous ont trop familiarisés avec le *joual* pour que cet idiole soit tu.

Dans la partie historique, la liste des nouveaux venus s'efforce toujours de suivre l'actualité. Le premier ministre français n'avait pu —

trop tard désigné — figurer dans la précédente édition. Le voici entre les Indes Chiquitos et la ville de Chiraz. A leur place (alphabétiquement également), le président et le chancelier de la République fédérale allemande, Walter Scheel et Helmut Schmidt, le président des Etats-Unis Gerald Ford (Watergate fait l'objet d'un article), le général portugais Antonio de Spínola et son successeur Francisco de Costa Gomes, Andrei Gromyko et Gustav Husak, Constantin Caramanliu et Moah Dayan, Marie Estela Martinez Peron et le général Augusto Pinochet.

Deux noms accroissent la galerie des philosophes français. Etant donné leur influence et leur rayonnement, Louis Althusser et Michel Foucault méritent cette promotion. Peu d'écrivains, mais tout de même : Michel Butor, Italo Calvino, Aimé Césaire, Ivan Illich, Mikhail Boulgakov. Encore moins de peintres : un mort, Mark Rothko, un vivant, Andy Warhol. En revanche, les musiciens font une entrée en force : Jean Barraqué, John Cage, Charles Ives, György Ligeti, Bruno Maderna, Krzysztof Penderecki, Maurice Ohana... Sans oublier maints architectes ni Marilyn Monroe.

Sans prétendre appesir le recensement des deux cent vingt-neuf ajouts majeurs du *Petit Larousse*, qui a été cet été un sobortobitème anniversaire, en même temps que la libellule du même nom célèbre la centenaire de la mort de Pierre Larousse ; il y a loin du volume rallié en toile rose avec la populaire « Samsara » d'Eugène Grasset, vendu 100 sous, et le *Petit Larousse* en couleurs, en passe de supplanter l'édition ordinaire. On soulignera parmi les agglomérations nouvelles la ville de Vaudreuil, la station balnéaire de Port-Grimaud.

### « Le Monde » déponillé

Le lecteur sera peut-être curieux de savoir comment s'opèrent ces refontes périodiques, totales à peu près tous les dix ans : comment, de façon plus générale, se met à jour un dictionnaire. Cet énorme travail est subordonné à des études de vocabulaire, du vocabulaire parlé couramment, donc abordé dans sa complexité, sa réceptivité, son adaptation à tous les besoins. Entre autres supports, dans un premier temps, une équipe de documentalistes dépouille méthodiquement les textes récents, la presse surtout — la lecture du *Monde* se révèle à la plus riche, la plus fructueuse — et procède à l'analyse des mots

considérés d'après leur sens, des rapports de termes plutôt que des termes eux-mêmes et, d'autre part, des mots nouveaux classés selon leur fréquence. La moisson est mise en fiches. Dans le cas du *Petit Larousse*, par exemple, le bilan des recherches est établi chaque mois, ce qui donne lieu à une première sélection qui retient tous les termes considérés comme importants. Il va sans dire que ceux qui ont trait à une discipline particulière seront ensuite confiés à des spécialistes.

Au cours d'une seconde phase, on fait un choix temporaire. Tous les mots dignes d'intérêt ne peuvent pas « entrer dans la moule » d'un volume au nombre de pages limité et constant. Il y a, en outre, les modifications, d'ordre historique ou géographique notamment, qui entraînent des développements plus longs. Ce qui oblige à sacrifier d'anciennes gloires oubliées. « Il ne suffit pas d'entrer dans le dictionnaire, dit le cardinal Daniélou, le tout est d'y rester... »

Et pour en revenir à la « partie langue », le tâche n'est pas facile. Si la syntaxe n'a guère varié depuis le siècle de La Bruyère, le vocabulaire français bouge terriblement.

JEAN-MARIE DUNOYER.

Le Festival d'automne a décidé de retirer de la chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière la totalité du programme qui y était prévu. En effet, la direction générale de l'Assistance publique n'est approuvée à la présentation de l'Atelier Philippe Adrien, qui travaille sur le thème « Sado dans la dix-huitième siècle ». Le Sam Rivers Trio ira du 24 au 27 septembre à l'église des Blancs-Manteaux ; les Gipsy Sisters, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup> octobre à l'auditorium de l'ARC ; l'Atelier de l'Épée-de-Bois jouera « Toro » à la Cartoucherie à partir du 8 octobre. Le Festival d'automne est à la recherche d'un local pour l'Atelier Philippe Adrien, dont la première représentation est prévue le 7 novembre.

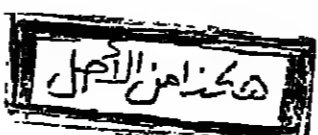
D'autre part, le Festival d'automne organise aux Bouffes-du-Nord un atelier de techniques corporelles et vocales pour l'Atelier Philippe Adrien, dont la première représentation est prévue le 7 novembre. D'autre part, le Festival d'automne organise aux Bouffes-du-Nord un atelier de techniques corporelles et vocales pour l'Atelier Philippe Adrien, dont la première représentation est prévue le 7 novembre.

ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-GERMAIN. HUCHETTE ST-LAZARE PASQUIER - GAUMONT RIVE GAUCHE LES 14 JUILLET

**“le choc du vrai cinéma”**  
ce film amuse, émeut, bouleverse, et enivre... il serait criminel de ne pas s'y précipiter...  
Écrit et réalisé avec talent...  
Le travail de Jeanne Moreau et de Marie-France Pisier dirigé par Françoise est absolument remarquable.  
Une œuvre d'une séduction extrême...  
UN FILM D'ANDRÉ TECHINÉ  
**Souvenirs d'en France**  
... CLAUDE MANN JULIEN GUIOMAR

**palais strozzi**  
florence  
BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES  
13 SEPTEMBRE 6 OCTOBRE 1975

ST. MARIGNY v.f. - PAGODE (mot. v.f., soir v.o.) - ST. RASPAIL 216 v.f. - LES 14 JUILLET v.f.  
**les aventures de Pinocchio**  
UN FILM DE LUCI COMENCINI D'APRÈS UN COMTE DE COLLODI  
AVEC NINO ANFERRI - ANDREA BAILETTI - GIULIA LOCCORONDI - VITTORIO DI SICA





1975-09-13

FRÈRES D'EMPLOI	94,00	89,70
FRÈRES D'EMPLOI "Placards écoprés"	38,00	44,87
EMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
OPPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	25,00	28,19
ACHAT-VENTE-LOCATION	30,00	35,03
EXCLUSIVITES	23,00	26,85
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)		

Larousse

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**FILIALE IMPORTANTE**  
**ROUPE CONSTRUCTION APPAREILLAGE**  
**ELECTRIQUE et ELECTRONIQUE**  
recherche  
pour assurer la direction  
de son agence parisienne

**INGENIEUR ELECTRONICIEN**  
30 ans minimum  
pour plusieurs années d'expérience dans la  
conception électronique avec très sérieux  
manières dans les domaines : techniques  
méthodes, organisation, gestion, commercial et  
gestion.

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous n° 21 748  
Agence Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), c. t.

**emploi régional**

**Contrôleur**  
**budgétaire**

Filleule Française d'un groupe pharmaceutique  
travaillant en recherche en assistant capable, après une  
expérience d'un an, de prendre en charge le contrôle  
budgétaire.

Le cadre d'un plan à cinq ans, il élaborera le  
budget en relation avec les responsables de services,  
sera le contrôleur mensuel avec analyse des écarts  
et justification trimestrielle des prévisions.

Il devra intervenir à un homme de formation  
comptable ayant travaillé dans un "cabinet d'Audit",  
pendant deux à trois ans de pratique budgétaire  
dans une entreprise multinationale et désireux de  
travailler dans une équipe jeune.

Il est indispensable d'être bilingue Français-Anglais,  
formation acquise dans les pays anglo-saxons  
et appréciée. Le poste est à pourvoir à 100 kms  
de Paris.

Envoyer C.V., photographies et répartition actuelle  
à la réf. M/2386 (à mentionner sur l'enveloppe),  
secret absolu des candidatures est garanti par

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 06

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE**  
alliée dans la fabrication des revêtements de  
sol de qualité, cherche

**UN RESPONSABLE**  
vendre ses peintures en poudre sur tout le  
territoire français.

Le candidat doit avoir une expérience d'un  
travaux similaires dans les ventes de peintures  
industrielles, traitements de surfaces ou  
dans l'industrie automobile et l'électro-

trique. Les laboratoires de recherche sont  
à Gisors, en Normandie.  
L'anglais parlé est exigé.

Envoyer N° 1.371, « Le Monde » Publicité,  
1, rue d'Italie, 75227 Paris, qui transmettra.

**POSTES DE**  
**TECHNIQUES ADJOINTS**  
FRANCE PROVENCE  
voir en PROVINCE

Jeune au niveau direc-  
tion administrative de col-  
le, si possible en mi-  
nistrère.  
La réalité de la vie de  
la société internationale  
mandatement.  
Le personnel réparti à  
pour le candidat à  
de vivre à la can-  
céral assuré.

Envoyer photo (ret.)  
sous n° 1.053 à  
Centre  
de Psychologie  
et d'Efficiace

**représentation offres**

**SOCIÉTÉ DIRECTION MÉDICALES**  
recherche  
**POUR VENTE À PROFESSIONNELS**

**REPRÉSENTANT EXCLUSIF**  
connaissant le milieu médical  
et habitant le secteur.

54 55 52 10 89 et 21  
— Formation rémunérée ;  
— Gains importants ;  
— Situation stable ;  
— Bénéfices des cadres.

Envoyer photo (manuscrit) et photo à :  
Monsieur WOUSSARD, B.T. 123, rue d'Alsace,  
75014 PARIS.

**MAJOR U.S. MANUFACTURER**  
of mining machinery with international office  
in BRUSSELS  
is looking for:

## ONE SERVICE ENGINEER

The man we are looking for must have the following qualifications:

- Age: 25 years min.;
- Background: mechanical and electrical engineering, installing and commissioning surface and underground machinery;
- Languages: perfect english, good french and/or german. Any other language would be an asset;

This job involves extensive travelling in Europe.  
We are offering good salary, extremely good fringe benefits.

Please send complete curriculum vitae in english with details of recent position, salary requirements and availability to S.M.R. Publications Europe S.A., 522, avenue Louise, B-1050 Brussels under Box B-114.

**INA**  
INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL

RECHERCHER A DURÉE DÉTERMINÉE  
OU À TEMPS PARTIEL

pour son Département Formation de BRV-SUB-  
MARINE, des Ingénieurs, Professeurs certifiés, ou  
professionnels hautement qualifiés pour être char-  
gés de cours ou de travaux pratiques, à l'attention  
de techniciens français et étrangers de radio-  
télévision, dans les domaines suivants :

- MATHÉMATIQUES SUPPLÉMENTAIRES
- PHYSIQUE GÉNÉRALE
- ÉLECTRONIQUE APPLIQUÉE
- TRANSMISSION ET PROPAGATION RADIO-ÉLECTRIQUE
- TECHNIQUES VIDÉO-FRÉQUENCE

Adressez C.V. précisant la spécialité à :  
I.N.A. — Pâtes 1115  
Voie des Pilotes — 94360 BRV-SUB-MARINE.

**SICOMI**  
Recherche pour son secteur  
quittancement

UN RESPONSABLE DE  
FORMAT, COMPTES, PÉRIODI-  
QUES, AVEC UNE CERTAINE EXP.  
OR GÉRANCE D'IMMEUBLES

Env. C.V. et photo à  
SPSI, 19, av. V.-Hugo, Paris-16<sup>e</sup>,  
qui transmettra. Réf. : M/32.

**SOCIÉTÉ DE PRESSE**  
**JEDNE JOURNALISTE**  
(Noms des O.J.A. ou femme)  
système, bonne formation  
économique et littéraire.

**POSTE D'AVENIR**  
**A POURVOIR RAPIDEMENT**

Env. C.V., photo et lettre à  
Mme BRUNET, 20, bd de Valmy,  
92040 COLOMBES.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
**AERONAUTIQUE**  
recherche

**SERVICE**  
**CENTRAL ACHATS**  
**INGENIEUR**  
CONFIRME

Responsable négociations  
avec fournisseurs pour approvi-  
sionnement de Services de  
production en composants  
électroniques et matériel  
mécatronique de précision.

Expérience gestion informatique  
et connaissance anglais  
soignée.

Env. C.V. et photo à  
S.F.E.M.A. Serv. Central du  
Personnel, B.P. N° 59  
7010 BELLEVILLE-LEZ-LAY, S.  
NORDING INDUSTRIEL  
créé un poste de

**CONTROLEUR**  
**INTERNE**

Le candidat de format super-  
comptable (O.E.C.S. minimum)  
aura pour tâche le contrôle  
au sens le plus large de toutes  
les Sociétés du Holding  
(région parisienne, province et  
étranger).

Adr. C.V. photo et pos. et préf.  
à n° 1979, Contesse Publicité,  
20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), c. t.

Pour breviter voir R.E.R.  
**SECRETARE BILINGUE**  
FRANCO-ITALIENNE  
pour remplacement 4 mois.  
92015-24.

54 Distribution alimentaire  
pour le secteur  
**OPERATEUR 58**  
CONFIRME ou DEBUTANT

Tél. Service Informatique,  
7376-08.

**KUWAIT AIRWAYS**  
**BILINGUAL FRENCH-ENGLISH**  
**SECRETARY**  
(excellent English)  
with knowledge of tickets or  
reservations, or both.

Telephone 251-2425  
Colonne Saint-Eugène (France)  
cherche licenciée en physique,  
bénévoles contrat type Etat  
français. Ecrire Directeur,  
P. K. 330 Karakoy, Istanbul.

Le magazine économique  
européen VISION cherche pour  
réduction Paris  
Journaliste - Assistante de  
rédaction.

Langue maternelle allemande  
indispensable. Bonnes connais-  
sances en anglais, espagnol,  
écrit et vie des entreprises.  
Maîtrise parfaite du français  
et de l'anglais. Ecrire : VISION,  
22, rue Talbot, 75009 PARIS.

**ROHM AND HAAS**  
**FRANCE S.A.**

recherche  
pour sa direction commerciale  
**DEUX INGENIEURS**  
**TECHNICO-COMMERCIAUX**

avant plusieurs années  
d'expérience  
dans le domaine des produits  
— Des réelles connaissances  
— Des langues étrangères  
— Des langues et revêtements  
de sol.

Les candidats doivent être  
parfaitement bilingues  
français-anglais et avoir  
le permis de conduire.

Adressez C.V. et photo  
au Chef du personnel  
ROHM AND HAAS  
185, rue de Bayreuth,  
75797 PARIS CEDEX 12.

## CONCOURS SUR TITRES

D'ENTRÉE À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE  
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

**6 PLACES OFFERTES**  
**AUX DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT**  
**SUPÉRIEUR**

(Polytechnique, Normale Sup., Centrale, ENSAE, HEC,  
ESSEC, INSEAD ; Doctorats : Eco - gestion - maths  
appliquées - Droit - 1<sup>re</sup> année DEUG mention sciences ;  
Maîtrise de maths - Licence en droit ou sciences éco.)

**AGE MAXIMUM 30 ANS**  
(avec recul possible)

À la sortie de l'École Nationale Supérieure des  
Postes et Télécommunications, vous exercerez  
en qualité d'ADMINISTRATEUR vos activités  
dans des secteurs très variés :

- programmation et études économiques
- organisation de la production
- fonctions financières et comptables
- politique et gestion du personnel
- informatique...

**CANDIDATURES REÇUES JUSQU'AU 23 SEPTEMBRE**

Pour tous renseignements complémentaires et ins-  
criptions s'adresser :

Secrétariat d'État aux Postes et Télécommunications  
Direction du Personnel et des Affaires Sociales  
Bureau B2  
20, avenue de Ségur  
75700 PARIS

TÉL. 566.31.37 - 566.23.31 - 566.27.59

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ

**D'IMPLANTATION NATIONALE**  
recherche

**ANIMATEUR (TRICE)**  
**DE FORMATION**

Le poste, orienté vers le perfectionnement de cadre  
exige :

- un excellent contact humain et de grandes  
qualités pédagogiques ;
- une formation universitaire à haut niveau  
en disciplines financières, comptables et gestion  
d'entreprises ;
- une grande disponibilité (voyages fréquents).

La fonction implique non seulement l'animation de  
stages, mais encore la participation à la définition  
des besoins et à la mise au point des programmes.

Les candidatures seront traitées confidentiellement,  
les C.V. détaillés, photos et prétentions sont à  
adresser sous le numéro 2143, CONTEXTE Publ.,  
20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

## Société Internationale bien introduite

avec centre de production sur place  
cherche

pour la vente de produits pour compresseurs  
(région Nord, Sud et l'Est de la France) des

**INGENIEURS**  
**TECHNICO-COMMERCIAUX**

Expérience dans le domaine de compresseur et  
notions de la langue anglaise seraient un avantage.

La candidature de jeunes débutants sera également  
prise en considération.

Offres sous étiquette 44-127, 732 PUBLICITAS  
case postale, CH - 8021 ZÜRICH (Suisse).

**BANQUE MULTINATIONALE**  
propose dans son  
Département LEASING  
des responsabilités immédiates dans les relations  
avec les clients industriels de Performance, à ses

## CADRE

possédant les caractéristiques suivantes :

- Expérience de 2/3 ans dans le département com-  
mercial d'un constructeur d'ordinateurs.
- Formation enseignement supérieur.
- Bonne connaissance de la langue anglaise.
- Tempérament ouvert et agréable.

Lettre + C.V. sous réf. BEIRA (à mentionner /envel.)

## EMPLOIS et CARRIERES

26, rue du Fbg-Poissonnières  
75010 PARIS

**SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS**  
**IMMOBILIERS**  
D'IMPORTANCE NATIONALE  
confiant

la direction de leur service  
administratif dans les  
localités des sociétés, fiscalité,  
etc.), à

**UN CADRE**  
**DIPLOME SUPERIEUR**  
de haut niveau et d'été  
soigné.

Envoyer C.V. et photo à  
SPSI, 19, av. V.-Hugo, Paris-16<sup>e</sup>,  
qui transmettra. Réf. : M/36.

## ÉCOLE PRIVEE LANGUES

**SECRETARE (HOMME)**  
Min. 30 ans pr assurer contacts  
client, tél. courrier, réception.  
Situation intéressante.  
Ecrire : réf. 204, 1<sup>er</sup> ord. exp.  
LIBRE IMMÉDIATEMENT

Env. C.V. CLAIR, 38, rue  
des Mathurins, 75009 qui transmettra.

École d'approfondissement bilingue  
français-anglais, red. Educateurs  
d'internat si possib. sélection et  
Educatrice de F.I.V. Versailles  
Sér. réf. exp. et perm. cond.  
Adr. candidat, C.F.P., B. P. 9,  
78420 Villepreux  
ou tél. : 94-77-48.











# LA RENTREE AUX EDITIONS SOCIALES

## Collection NOTRE TEMPS

- E. FAJON** L'Union est un combat (avec le rapport inédit de Georges Marchais au Comité Central de Juin 1972 qui adopta le Programme Commun de Gouvernement). 7,50 F
- E. PERRIER** Corse. Les raisons de la colère 13 F
- J. BOCCCHI** La Télévision malade du pouvoir 13 F
- C. MASSU** Le droit au logement, mythe ou réalité 9,50 F
- F. ASHER et J. GIARD** Demain la villa, urbanisme et politique 13 F
- J. ELLEINSTEIN** L'histoire de l'U.R.S.S. 4 volumes sous coffret: 52 F

## Collection SOCIALISME

- J. LEGRAND** Le choix mongol 13 F
- A. CARREL et G. FOURNIAL** Cuba socialiste de A à Z 16 F
- J. de BONIS** En direct avec un dirigeant hongrois: György Aczél 16 F

## Collection PROBLEMES

- G.F.E.N.** L'échec scolaire: doué ou non doué? 3<sup>e</sup> édition - 20<sup>e</sup> mille - 20 F
- M. VADEE** Bachelard ou le nouvel idéalisme épistémologique 20 F
- Collectif d'auteurs** Sport et développement humain (Pour la première fois un livre qui aborde les problèmes théoriques que soulève la pratique du sport). 20 F
- C.E.R.M.** Semaine de la pensée marxiste 1975. Les femmes, aujourd'hui, demain 20 F

## Collection PROBLEMES/HISTOIRE

- Y. GARLAN et C. NIERES** Les révoltes bretonnes de 1675 20 F
- M. MOISSONNIER** La révolte des Canuts 20 F

## Hors Collection

- NOUS SOMMES VOS FILS - L'affaire Rosenberg** Les fils Michael et Robert parlent. Avec plus de cent lettres inédites de Julius et Ethel. (Editions Sociales/E.F.R.) 43 F
- Economie et Politique** La Crise (Introduction de G. Marchais. Le Parti Communiste s'explique sur la crise). 29 F
- G. BADIA** Rosa Luxemburg - journaliste, polémiste, révolutionnaire 130 F
- M. COHEN** Histoire d'une langue: le Français 4<sup>e</sup> édition - 20<sup>e</sup> mille - 40 F
- M. COLIN** Ce n'est pas d'aujourd'hui Femmes, syndicats, luttes de classe 20<sup>e</sup> mille - 20 F
- Dr. F. LAZARD-LEVAILLANT** Le petit enfant, ce méconnu 15<sup>e</sup> mille - 25 F
- M. PIQUEMAL F. et A. DEMICHEL** Institutions et pouvoir en France 2<sup>e</sup> édition - 15<sup>e</sup> mille - 25 F
- M. et R. WEYL** Divorce, libéralisme ou liberté 25 F
- M. BOUVIER-AJAM, J. IBARROLA et N. PASQUARELLI** Dictionnaire économique et social 59 F
- En hommage à Charles PARAIN** Ethnologie et histoire 120 F
- J. VARIN** Jeunes comme J.-C. Tome I. 1920/1939 - 20 F.

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Le groupe socialiste demande une commission d'enquête sur la situation en Corse

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a demandé, jeudi 11 septembre, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'ensemble de la situation en Corse. Dans leur proposition de résolution, signée par MM. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., Gaston Defferre, président du groupe, Jean Zuccarelli et Nicolas Altoni, députés rattachés de gauche de la Corse, Louis Mermeas, député socialiste de la Vienne, membre du secrétariat national du P.S., Louis Trepoese, député du Finistère, délégué national du P.S. aux régions, les députés socialistes expliquent :

« Il entrerait dans la compétence de la commission d'enquête d'établir un dossier complet sur la situation économique et sociale de l'île et sur ses besoins. Le recensement devrait être fait des promesses non tenues par les gouvernements successifs de la V<sup>e</sup> République, ce qui en grande partie explique l'état actuel. »

« En effet, la situation n'a cessé de se dégrader en Corse au cours des dernières années en

raison de l'insuffisante mise en valeur du pays. Les investissements ont été réalisés beaucoup plus au bénéfice des sociétés capitalistes que des habitants. Les capitaux extérieurs ont donné naissance à des profits dont la croissance contraste avec l'appauvrissement des Corcés. Il en est résulté une dégradation des conditions d'existence de la paysannerie, un sous-emploi de plus en plus profond et un départ accru des jeunes vers les autres régions de France.

« Il a été constaté également sur les conséquences qui résultent du refus d'une véritable décentralisation. Cela a provoqué une véritable absence des débouchés politiques, d'où la violence des explosions de mécontentement actuelles.

« La commission d'enquête devra aussi faire la lumière sur les causes des événements d'Aléria et déterminer les responsabilités encourues. »

## M. RIOLACCI: l'allègement du dispositif des forces de l'ordre se poursuit.

« L'allègement du dispositif des forces de l'ordre en Corse se poursuit parallèlement au retour de Balma », indique le préfet de la région corse, M. Jean Riolacci, dans un communiqué publié jeudi 11 septembre.

Ce communiqué répond aux interrogations faites en Corse de mouvements de forces de l'ordre observés à travers l'île, ainsi qu'à certaines rumeurs. « Les mouvements d'unités, explique le préfet, sont liés au redéploiement des forces de l'ordre en raison de la rentrée scolaire. Quant aux quatre véhicules blindés de la gendarmerie qui roulaient en direction de Bastia le mercredi 10 au matin, ils se rendaient tout simplement au camp militaire de Borgo, en vue de leur embarquement, le 12 septembre, pour le continent. »

A propos de la manifestation prévue pour dimanche, le préfet a ajouté : « Je n'ai pas de raisons d'interdire la manifestation, mais si elle devait dégénérer, les lois de la République seraient appliquées avec toute la vigueur nécessaire. »

Le préfet de la Corse a néanmoins qualifié cette marche d'initiative spectaculaire prise dans de mauvaises conditions, en vue d'acquiescer les positions demandées aux représentants des forces traditionnelles ou des forces nouvelles de participer à la recherche de l'équilibre. »

## M. LE PENEC (P.S.): l'idée régionale s'enlise.

M. Louis Le Penec, député du Finistère, délégué national du P.S. aux régions, affirme dans une déclaration remise à la presse, jeudi 11 septembre, que « le gouvernement laisse s'enliser l'idée régionale ». Il écrit : « Devant le problème corse, devant cet appel au pouvoir régional que confirment tous les sondages, le gouvernement ne propose que la force, délibérément provoquée par le ministre de l'Intérieur, et le pire des dispositifs centralisateurs connus en France, le pouvoir régional. Le gouvernement espère-t-il que l'opinion publique se laissera abuser par des prétextes — même corcés en Corse, bretons en Bretagne, alsaciens en Alsace — et des administrations régionales qui les unes, en raison de leur mode de nomination, et les autres, de leur organisation, sont des instruments de la centralisation. »

« A l'appel de la Fédération des Bouches-du-Rhône du P.C.F., les militants et sympathisants communistes d'origine corse habitant à Marseille, ont réuni, jeudi soir 11 septembre, pour évaluer les positions et soutenir le combat engagé par le peuple de Corse pour assurer sa survie. »

A PROPOS DE...

## La préservation des quartiers anciens

### Bourg-en-Bresse revient de loin

Il y a bientôt un an, M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, annonçait son intention d'inscrire à l'inventaire des sites les centres anciens de cent villes de France, afin de donner à ses services un droit de regard sur leur aménagement. La réalisation de ce programme ambitieux est lente. Mais elle a déjà permis le lancement de nombreuses études et quelques interventions heureuses, à Bourg-en-Bresse (Ain) par exemple.

« Il n'y aura pas de percée à Bourg-en-Bresse. On n'ouvrira pas, au travers du centre ancien de la ville, un boulevard de 18 mètres de large qui aurait gommé sur son passage toute une série de vieilles maisons dont deux, au moins, datent du quinzième siècle. MM. Michel Guy et Paul Barberot, député (réformateur) et maire de la ville, se sont mis d'accord, mercredi 10 septembre, à Paris, sur un projet d'aménagement plus raisonnable. »

« Deux voies nouvelles (moins large que la percée envisagée) donneront accès à deux parcs de stationnement situés aux confins du centre (place des Bons-Enfants et à proximité de la rue Gustave-Doré). Entre les deux, un cheminement pittoresque et la réhabilitation des maisons seront étudiés en détail par un architecte. Enfin, le conseil municipal a donné son accord à l'inscription du site formé par le centre de la ville. »

Le secrétaire d'Etat à la culture exprime, dans un communiqué, sa satisfaction d'être parvenu à cet accord. Bourg-en-Bresse revient de loin, en effet. La ville est un gros bourg dont le marché commande une vaste région agricole. Le centre, qui couvre une dizaine d'hectares, a été, au cours des années, entouré de grands ensembles et de rocade concentriques destinées à détourner la circulation, intensive entre le vallois du Rhône et le Savoie. La prestigieuse église de Bourg, outrepassée à la campagne, est aujourd'hui enfermée.

Le projet de « percée » qui ligurait un plan d'urbanisme avait déjà été imaginé vers 1975. Accrochant les terrains au fur et à mesure de ses possibilités, la municipalité voyait dans ce projet le moyen de rassurer les commerçants, inquiets de l'ouverture de grandes surfaces hors les murs. Le chiffre — pas de voitures, pas de clients — était solidement ancré dans les esprits. A Bourg-en-Bresse, la leçon expérimentée de l'après-guerre — l'accès d'un trop grand nombre de voitures dans un quartier dense est la meilleure façon de la tuer — n'avait pas été entendue. On continuait de vouloir transformer le centre à l'image des grands ensembles de la périphérie. Et certains achetaient judicieusement les terrains en bordure de la ville.

Mais, depuis quelques mois, l'opinion s'est émue de ces projets, alertée notamment par l'Association des amis du vieux Bourg. Les spécialistes du secrétariat d'Etat à la culture ont étudié le dossier, notant que la leçon du projet d'inscription du site. Et la conseil municipal a finalement accepté — les élections ne sont plus très loin — la percée dont se félicite M. Guy. La « percée » sera un mauvais souvenir.

Bourg-en-Bresse est en tout cas l'heureux exemple de la coopération possible entre les services du secrétariat d'Etat à la culture, ces amputés de démolir en rond, et les municipalités de bonne volonté.

Lancé il y a un peu moins d'un an, le programme de protection des cent villes commença à l'intérieur — dans les faits. Les centres d'Épinal et de Lunéville ont été inscrits parmi les sites. Celui de Valence le sera bientôt. Les procédures — plus ou moins avancées — sont engagées pour quatre-vingt-dix autres villes. Mais surtout, des études de faisabilité du site ont été confiées à des architectes. Plutôt que de s'en tenir à la simple procédure juridique (délimitation du site et inscription), la direction de l'architecture se penche ainsi avec attention sur le sort de ces villes. Afin d'obtenir la meilleure aménagement possible et, par exemple, dans les villes où il se prépare, un « bon » plan d'occupation des sols (P.O.S.), soucieux d'architecture et d'équilibre.

MICHELÉ CHAMPENOIS.

## TRANSPORTS

A partir du 29 septembre

### « MÉTROVOSGES » RELIERA NANCY A ÉPINAL

De notre correspondant

Nancy. — Après Métrolor (Nancy-Metz-Thionville) en 1970 et, trois mois plus tard, Métro-Orne (Corfians - Hagondange), Métrovosges reliera Nancy à Epinal (74 kilomètres) à partir du lundi 29 septembre. Métrovosges assurera vingt-deux mouvements quotidiens entre la métropole lorraine et la vallée de la Moselle, où se trouve près de la moitié de la population vosgienne.

Métrovosges offrira six nouveaux trains (trois aller et retour) entre Epinal et Nancy, une de ces nouvelles étant prolongée jusqu'à Remiremont. Les six horaires Diesel — la ligne n'étant électrifiée qu'entre Nancy et Epinal — programmés aux heures critiques de la journée, seront les trains rapides (37 minutes entre Epinal et Nancy et peu plus d'une heure dans l'autre sens) avec deux arrêts intermédiaires. Les correspondances seront assurées avec

les lignes de Paris-Strasbourg et de Metz-Thionville. Mis en place à partir d'une étude de l'OREAM-Lorraine, le projet Métrovosges, qui permettra d'amorcer le désenclavement des Vosges, représente un financement annuel d'environ 940 000 F. La participation de l'Etat sera de 50 % la première année, de 30 % la seconde et de 20 % la troisième, le solde étant financé par le département des Vosges (70 %) et celui de Meurthe-et-Moselle (30 %).

Cette première section de Métrovosges aura une valeur de test. Elle permettra d'étudier une extension plus complète Epinal-Remiremont (26 kilomètres) et la création d'un Métrovosges bis pour améliorer les relations entre Nancy et Saint-Dié (via Lunéville, Baccarat, Raon-l'Étape) desservant la vallée de la haute Meurthe, qui comprend 25 % de la population des Vosges.

plaisir de vivre au calme en plein PARIS

**"Résidence L'Haliotis"**

11, 13, rue des Ormeaux 20<sup>e</sup> à 100 m de la Place de la Nation dans un petit immeuble de classe

4 appartements de 3 et 5 pièces plein sud face jardin

prix fermes et définitifs

Livraison Octobre 75

RENSEIGNEMENTS ET VISITE

7, rue Drouot 9<sup>e</sup> 523.00.60

## FAITS ET PROJETS

### Environnement

● SAUVER LE VILLAGE DE CHEARONNE. — Dans le cadre de la loi de M. Bernès Lafay, président du Conseil de Paris, l'Association de sauvegarde du village de Chearonne (11<sup>e</sup>) demande l'extension du périmètre de sa sauvegarde à toute la surface bâtie au nord et au sud de la place de Crés et à l'étage ainsi l'ensemble du P.O.S. ancien village a situé dans vingt-trois arrondissement de Paris.

(1) 21, rue Saint-Etienne, 75 Paris.

● CASINOS HISTORIQUES. — A l'issue d'un séjour sur côte normande, M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a déclaré de proposer l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques certains édifices caractéristiques de la fin dix-neuvième et du début siècle : l'hôtel « Normandy » de Caumont, le « Grand Hôtel » de Cabourg où séjourna le roi Proust, et les casinos de Deauville et de Trouville, exemple, ainsi que plusieurs villas.

### Transports

● PISTE PLUS LONGUE L'AÉROPORT DE CLÉMENT-FERRAND. — Une piste de 3 000 mètres, pour accueillir à pleine charge avions gros porteurs modernes à l'exception toutefois Boeing-747 et des Concorde clients d'été mis au service de l'aéroport de Clermont-Ferrand-Aulnat.

CHAMPAGNE LALLEMENT - MALET FLEURY-LA-RUVIERE 51200 EPERNAY - T. (03) 50-40

La bouteille BRUT, SEC ou 1/2 SEC 18 F. EXTRA QUALITY Franco à partir de 20 bouteilles.

هكمان النحل



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Septembre 1975

PROPOS DE...  
on des quartiers...  
resse revient à...

## LA « GUERRE DU VIN »

### Le gouvernement cherche à éviter un affrontement direct avec la France

De notre correspondant

Une première réponse officielle en quelques jours, qui se traduira par une multiplication des contrôles sanitaires, gênant ainsi fortement les exportateurs français. Le procédé, inédit sans doute, aurait l'avantage d'empêcher une véritable guerre aux conséquences politiques imprévisibles et permettrait au gouvernement italien de gagner un peu de temps.

Bruxelles (Communauté européenne). Le coût de la politique agricole commune croît à grande vitesse. Les dépenses inscrites au budget communautaire de l'année 1975 pour le soutien des marchés à la section « garanties » du Fonds européen d'orientations et de garanties agricoles, le FOGA, s'élevaient à près de 4 milliards d'unités de compte (22,5 milliards de francs). La Commission vient de soumettre aux États membres un projet de budget supplémentaire de 200 millions d'unités de compte (1.120 milliards de francs). En fait, cette rallonge — artificiellement limitée — sur des dépenses politiques — sera loin de combler la progression réelle des dépenses agricoles en 1975. Celle-ci est notamment imputable au soutien des marchés de viande bovine et de vin. Aussi le FOGA, même en épousant à force d'arbitrages les montants des dépenses, ne pourra probablement pendant quinze jours à trois semaines en état de cessation de paiement à la fin de l'année.

## LE BUDGET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

### Le coût croissant du soutien à l'agriculture risque de provoquer un vif affrontement entre les Neuf

De notre correspondant

Le débat sur l'opportunité de réformer la politique agricole commune afin de réduire son coût débute, dès la semaine prochaine lors d'une réunion informelle des ministres de l'Agriculture à Venise. Il y a tout lieu de penser qu'il suscitera des tensions suffisamment vives entre les Neuf pour que les chefs de gouvernement soient conduits à se saisir eux-mêmes du dossier, lors du prochain conseil européen à Rome, en novembre.

Le débat sur l'opportunité de réformer la politique agricole commune afin de réduire son coût débute, dès la semaine prochaine lors d'une réunion informelle des ministres de l'Agriculture à Venise. Il y a tout lieu de penser qu'il suscitera des tensions suffisamment vives entre les Neuf pour que les chefs de gouvernement soient conduits à se saisir eux-mêmes du dossier, lors du prochain conseil européen à Rome, en novembre.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## DÉMOGRAPHIE

### A T.F.I.

### M. MICHEL DEBRÉ, SOIXANTE MINUTES ET TROIS ENFANTS

M. Michel Debré n'a pu, en une heure, convaincre, jeudi soir, sur les antennes de TF1, les Français et les Françaises d'avoir trois enfants au lieu de deux. Il avait pourtant appelé à son aide son père, le procureur Robert Debré, un accoucheur, le docteur Veilay, M. Alfred Saury et une mère de dix enfants. L'« échantillon représentatif », réuni dans le studio, ne lui a fourni que 34 % d'approbation, alors qu'un sondage précédent lui en donnait 37 %.

Curieusement, l'argument le plus sensible aux générations nouvelles na fut que brièvement évoqué, et, à la fin du plateau, la force que donne la jeunesse à une société en marche vers le progrès.

## ÉNERGIE

### La hausse du prix du fuel domestique (+6,1%) entrerait en vigueur le 15 septembre

La hausse des prix du fuel domestique entrerait en vigueur le 15 septembre. Selon le communiqué du comité national des prix, le gouvernement devait, vendredi 12 septembre, publier au Bulletin officiel du service des prix, samedi 13 septembre.

Le Venezuela accordera 980 millions de dollars d'indemnités aux vingt-deux compagnies pétrolières étrangères dont les actifs ont été nationalisés le 20 août dernier.

### LES RÉSERVES PÉTROLIÈRES DU VENEZUELA SERAIENT LES PLUS IMPORTANTES DU MONDE

Le Venezuela accordera 980 millions de dollars d'indemnités aux vingt-deux compagnies pétrolières étrangères dont les actifs ont été nationalisés le 20 août dernier.

## A L'ÉTRANGER

### L'Allemagne abaisse une nouvelle fois son taux de l'escompte

Le conseil de la Bundesbank a décidé, jeudi 11 septembre, pour la sixième fois cette année, de réduire son taux d'escompte d'un demi-point, ramenant celui-ci à 0,5 %. La Banque centrale a également abaissé le taux des avances sur titre d'un demi point.

### Sévères économies...

De notre correspondant

Bonn. — M. Hans Apel, ministre fédéral des finances, a présenté jeudi 11 septembre le projet de budget pour 1976 et les économies budgétaires adoptées à la veille du conseil européen.

Des prestations sociales, « fondement de la stabilité politique de la République fédérale ».

### Hausse de la T.V.A.

Les autres réductions de crédits portent sur la formation professionnelle des adultes (les indemnités compensatoires sont ramenées de 80 à 60 % du salaire), les bourses pour les étudiants, les allocations de chômage (dont l'octroi sera plus sévèrement réglementé), les allocations de logement (placées pour plusieurs années à leur niveau de 1975), les crédits pour la construction des hôpitaux et des autres équipements collectifs, les encouragements à l'épargne (baisse des bonifications d'intérêt) et l'agriculture (avec la suppression en quatre ans des montants compensatoires versés aux paysans allemands pour neutraliser la hausse du D.M.).

D'autre part, le gouvernement fédéral allemand a décidé de proposer au Parlement une hausse de deux points du taux de la T.V.A., qui passerait de 11 à 13 %, en 1977, et une hausse des impôts sur les tabacs et les alcools.

DANIEL VERNET.

### Commission européenne va statuer sur la taxation des importations

Commission de Bruxelles. Le 11 septembre notifié de l'application par la France de la clause de sauvegarde sur les importations de produits agricoles, M. Lardinois, commissaire européen chargé des affaires agricoles, a indiqué que le conseil des ministres de la Commission européenne se réunira jeudi 18 septembre pour statuer sur ces mesures qui ont été annoncées jeudi 12 septembre par le premier ministre français aux représentants professionnels. La note française réclame que le produit de la taxe puisse être reversé au Fonds européen d'orientations et de garanties agricoles.

en grande partie légitime », a noté M. Chirac. Le gouvernement n'a pas fixé de date limite d'application à la taxe, alors que le communiqué de Bruxelles faisait état du 31 décembre prochain.

FAI ET PR...

**DOUL**  
**Parde-meubles**  
208 10-30

## CENTRE CULTUREL ISLAMIQUE A ROME

### CONCOURS ARCHITECTURAL INTERNATIONAL POUR LA MOSQUÉE ET LE CENTRE ISLAMIQUE

Le Centre Islamique Culturel Italien a été chargé de la construction d'une mosquée et d'un centre culturel qui sera consacré à des activités religieuses et culturelles et sera situé à proximité d'un quartier résidentiel au nord de Rome.

Les architectes et/ou ingénieurs-conseils sont invités à participer à la conception de ce projet.

Toutes les personnes intéressées sont priées d'écrire au Directeur du « Centro Islamico Culturale d'Italia » — Via Alfredo Casella 51, 00199 Roma, Italie — pour demander le formulaire d'inscription au concours à compléter du 15 septembre 1975, la clôture de l'inscription étant fixée au 15 octobre 1975.

Les projets définitifs des candidats seront soumis avant le 15 janvier 1975 au Président du Centre à l'adresse susmentionnée.

**GARDEZ UN TERRAIN (Valeur 75 000 F) EN HERBES PARISIENNES EN ALLANT AU VILLAGE DES FLORELITES.**

LES FLORELITES. LE SALON PERMANENT DE LA MAISON MODERNE, 60 mètres exposés à 20 mètres de Paris. Tous les détails dans le magazine, en vente dans tous les kiosques ou sur place, la Villa du Bois, N° 20, juste après Longjumeau (bande sud). Ouvert tous les jours de 10 h 30 à 12 h et de 14 h à 19 h (y compris dimanche et fêtes).

**ACHAT - VENTE - TRANSACTIONS**  
sur tous terrains à bâtir  
**SERFI - Village exposition des Florelites Clause**  
91200 LA VILLE-DU-BOIS (R.N. 20).



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## SYNDICATS

### Congrès extraordinaire de la C.F.T. les 13 et 14 septembre

« Un syndicat pas comme les autres »

La C.F.T., un syndicat pas comme les autres. Ce titre, qui figure dans la revue de cette organisation, « l'Indépendance syndicale », résume les sentiments contradictoires et souvent passionnés qui animent les partisans et les ennemis de la Confédération française du travail, à la veille du congrès, qui, les 13 et 14 septembre, doit élire une nouvelle équipe dirigeante et fixer de nouveaux statuts. L'objet de ce congrès extraordinaire sera de trancher le dif-

— qui défrayer la chronique sociale quand n'est pas la rubrique des faits divers chez Citroën et Simca.

Quelle a été et que demeure aujourd'hui l'importance numérique de cette organisation qui compte 53 unions départementales et 16 unions régionales ? En 1967, nous plaifions à 100 000, 150 000 adhérents », déclare sans plus de précision M. Simakis. « Ensuite, nous avons constamment progressé jusqu'en 1974 pour atteindre 400 000. Cette année, les effectifs se sont tassés : 320 000. » Mais qu'en vaudrait-il donner à ces chiffres ? Les dirigeants de la C.F.T. n'étaient pas en mesure avant la désignation d'un administrateur provisoire de fournir des indications précises et de les prouver puisque certaines organisations régionales ou fédérales vivent en vase clos, laissant dans l'ignorance l'état-major national.

M. Simakis évalue, sans document, l'importance des fédérations : automobile, 17 % ; transactions, 10 % ; métallurgie, 10 % ; chimie, 8 %, etc. Pour certains observateurs extérieurs, la C.F.T. — qui, selon les statistiques officielles, ne recense que 3 % des voix aux élections des comités d'entreprise — ne regrouperait que 50 000 (1) à 100 000 adhérents. Le journal du syndicat ne tire qu'à 120 000 exemplaires et M. Simakis a déclaré que le dernier chiffre de 320 000 ne portait que sur « l'envoi des cartes d'adhésion ». « Envoi » ne signifie pas adhésion, et c'est, au moins, 30 % sans doute, qui restent adhérents dans les locaux des syndicats. Quant à ceux qui adhèrent effectivement, ils ne résident en général que à 5 km des locaux, et à des taux souvent très faibles. Quelles que soient les statistiques, la C.F.T. demeure un « petit » syndicat qui ne soutient pas uniquement de la non-reconnaissance d'une représentativité nationale et de l'impossibilité de présenter des candidats au premier tour des élections professionnelles.

#### Une indépendance contestée

En dépit de son attachement à la participation, de ses résistances à recourir à la grève, la C.F.T. est victime de ses choix. Idelle préche l'autonomie, et la confédération se coupe de tout moyen d'action nationale puisque ses unions régionales d'Alsace et de Provence-Côte d'Azur et de Rhône-Alpes vivent en autarcie et refusent d'alimenter la trésorerie du siège national, où les quelques permanents, y compris l'épouse du secrétaire général, travaillent de façon artisanale dans de misérables locaux. Là, elle commande la fermeté et la rigueur de la C.G.T. et de la C.F.D.T. et, consciemment ou non, elle donne le feu vert aux syndicats maison, aux activités de commando et aux pires incidents, ce que M. Simakis appelle des « excès ».

#### La collaboration parfois...

Au congrès des 13 et 14 septembre, ces querelles politiques devraient apparaître. Une nouvelle fois, même si, selon les tendances qui s'opposent, il ne s'agit que d'un conflit de pure organisation syndicale. Deux conceptions différentes, deux hommes au tempérament opposé, vont en fait s'affronter. Pour M. Simakis qui souhaite rester à la tête de la C.F.T., il s'agit de redorer l'image d'un syndicat favorable à la participation et à la cogestion. L'objectif est de se présenter au premier tour des élections et de songer à une fusion ou à un rapprochement avec d'autres syndicats comme la C.F.T.C.

Pour M. Blanc, né au syndicalisme en 1968, dirigeant de la C.F.T. Citroën et candidat à la succession de M. Simakis, il s'agit uniquement, au congrès, de traiter de gestion pour mettre fin à des méthodes artisanales trop proches de celles du « petit atelier ». Et de reconstruire une direction collégiale, l'élection d'une « équipe de techniciens et non pas de politiques ». Le rêve de ce leader qui monte est de « créer un appareil puissant utilisant les techniques et efficients du parti communiste ». Un

« démissionnaire », aux syndicats de l'assemblée et qui a obtenu, le 22 mai dernier, la désignation d'un administrateur provisoire.

Le 11 septembre, le président du tribunal de Paris, M. Jean Vassogne, a décidé, en référé, que ce congrès, déjà prévu le 8 juin, devait se tenir aux dates fixées, mais a refusé d'interpréter les dispositions ambiguës des statuts de la Confédération sur les calculs des mandats.

Le congrès pourrait en tout cas sonner le glas d'une certaine C.F.T., celle qui en 1959 se voulait gaulliste et participatoiniste, mais n'a jamais pu « décoller » en dépit de l'appui de députés U.D.R.

JEAN-PIERRE DUMONT.

## AFFAIRES

### LA DÉMISSION DE M. SAINT-GEOURS

M. Jean Saint-Geours, qui a remis jeudi, à la demande du ministre de l'économie et des finances, sa démission de directeur général du Crédit lyonnais, ne sera pas remis à la disposition de l'Inspection des finances, comme nous l'avions indiqué par erreur dans notre édition datée du 12 septembre, mais sera chargé d'étudier la constitution d'une banque d'investissement franco-italienne.

Ajoutons qu'un nombre de difficultés ayant affecté gravement le Crédit lyonnais en 1974, et provoqué plus ou moins directement les départs successifs de MM. François Bloch-Lainé, son président, et de M. Saint-Geours, figure notamment la grève des banques. Centré sur le Crédit lyonnais, et le climat social était le moins bon, elle lui coûta 70 millions de francs en trésorerie supplémentaire.

● **ELECTROLUX VA PRENDRE LE CONTROLE D'ARTHEUR MARTIN.** — La Société générale de Belgique, qui détient 70 % du capital de la société Arthéur Martin, va céder cette participation au groupe suédois Electrolux (le Monde du 12 septembre). Cette opération permettra, notamment à Electrolux d'utiliser le réseau commercial d'Arthéur Martin pour diffuser ses produits.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Au cours des six premiers mois de l'exercice 1975, les hors taxes de la société se sont élevés à 39 180 000 F, en hausse de sur celles du premier semestre 1974.

	1973	1974	1975
Montants (en millions)	24,3	34,13	48,18
Indices	100	150	198

### PIPER-HEIDSIECK

Anciennes maisons HEIDSIECK fondée en 1785

#### FORTE REPRISE DES VENTES

Après un premier semestre marqué des expéditions nettes de 45 % par rapport au premier semestre de 1974 (qui avait été marqué, à son tour, par une activité exceptionnelle), la Société Champagne PIPER-HEIDSIECK connaît aujourd'hui une forte reprise de ses ventes.

Sur le marché français, le troisième trimestre marquera, dans l'attente des expéditions nettes de 50 % sur la période correspondante.

Sur les marchés d'exportation, la reprise des expéditions vers les U.S.A. offre des perspectives plus favorables pour la Société en ce qui concerne le raffermissement du dollar.

Annuel, la Société a-t-elle relevé en hausse ses prévisions de ventes et pense-t-elle réaliser sur l'année au cours un volume d'expéditions comparable à celui de 1974.

L'activité des autres sociétés du groupe, au regard d'une conjoncture pourtant difficile, est également satisfaisante.

La Société Champagne CANARD-DUCHEUX entendait, au cours d'une légère avance de ses expéditions par rapport à l'an dernier, la Société Champagne VIVREUX, qui commercialise un excellent Brut, élaboré dans le Val de Loire, a atteint, au premier semestre, ses objectifs de vente.

Par ailleurs, la Société PIPER-HEIDSIECK a signé un nouveau contrat interprofessionnel qui organisera en Champagne, pendant une période de trois ans, le marché de la vente. Il est à noter que la situation nouvelle qui s'ouvre en Champagne au plan de l'approvisionnement sera un facteur d'avantage aux maisons du groupe, compte tenu de leur structure.

● **ELECTRICITÉ DE FRANCE**  
Emprunt 5 % 1961 : Échéance optionnelle au gré des porteurs

Electricité de France a annoncé à la fin du mois d'août son intention d'émettre aux porteurs de l'emprunt E.D.F. 5 % 1961, qui n'auraient pas de leur droit de demander le remboursement de leurs titres au 25 janvier 1976, une augmentation de l'intérêt annuel pour la période postérieure à cette date, ainsi que la possibilité de réaliser une nouvelle fois le remboursement anticipé de leurs titres.

Cette offre, qui est liée aux clauses générales de remboursement de l'emprunt en question, fait l'objet d'un arrêté du ministre de l'économie et des finances qui autorise Electricité de France à proposer aux porteurs :

- Une majoration du coupon annuel par de l'obligation qui, pour la période postérieure au 25 janvier 1976, sera portée de 12,50 F à 12,50 F ;
- Une majoration de la prime de remboursement aux 25 janvier des années 1981 à 1981, qui portera le prix de remboursement à ces échéances de 300 F à 350 F.

Electricité de France est également autorisée à offrir aux porteurs la possibilité d'opter à l'occasion du remboursement de leurs titres le 25 janvier 1981, au prix de 300 F, à condition qu'ils aient été déposés à cet effet au plus tard le 25 septembre 1981 à l'une des caisses désignées par la Caisse nationale de l'épargne.

L'estampillage des titres, qui matérialisera l'adhésion des porteurs à ces modifications, pourra être demandé notamment à l'occasion du paiement du coupon d'intérêt venant à échéance le 25 janvier 1976.

Le taux de rendement actuariel brut du titre pour la société optionnelle de 1982 passerait ainsi à 8,50 %. Il se compare très favorablement au taux de rendement moyen actuel des titres à durée courte de même durée sur le marché financier. De 1981 à l'échéance finale, le taux de rendement actuariel brut est porté à 10,25 %, ce qui assure au porteur de 1976 à 1981, un taux de rendement actuariel brut de 8,80 %.

### CREISOT-LOIRE

ACTIVITÉ DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE

Chiffre d'affaires : Pour l'ensemble de la période des six premiers mois de l'exercice 1975, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du premier semestre 1975 est de 9 500 millions de francs.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes de l'ensemble de l'exercice 1974 s'est élevé à 17 118 millions de francs, en hausse de 20 % sur celui du premier semestre de 1974 (8 559 millions de francs).

Le montant des exportations nettes et indirectes est de 1 100 millions de francs, soit 50 % du chiffre d'affaires hors taxes.

Les résultats consolidés au 30 juin 1975 ne sont pas encore connus.

Pour la société seulement, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du premier semestre 1975 est de 10 millions de francs, après 10 millions de francs au premier semestre de l'année précédente.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre de l'exercice 1975 s'est élevé à 265 561 000 F, en hausse de 31 % sur celui du premier semestre de l'exercice précédent.

Le montant se décomposait en :  
— Produits : 245 000 000 F  
— Charges : 19 561 000 F

● **ÉTABLISSEMENTS G.**  
Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre de l'exercice 1975 s'est élevé à 265 561 000 F, en hausse de 31 % sur celui du premier semestre de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre de l'exercice 1975 s'est élevé à 265 561 000 F, en hausse de 31 % sur celui du premier semestre de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre de l'exercice 1975 s'est élevé à 265 561 000 F, en hausse de 31 % sur celui du premier semestre de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre de l'exercice 1975 s'est élevé à 265 561 000 F, en hausse de 31 % sur celui du premier semestre de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre de l'exercice 1975 s'est élevé à 265 561 000 F, en hausse de 31 % sur celui du premier semestre de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre de l'exercice 1975 s'est élevé à 265 561 000 F, en hausse de 31 % sur celui du premier semestre de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre de l'exercice 1975 s'est élevé à 265 561 000 F, en hausse de 31 % sur celui du premier semestre de l'exercice précédent.

## la foire de marseille double son audience internationale



En 1974, la Foire de Marseille a doublé son audience internationale : 31.081 visiteurs professionnels officiellement recensés, 2.661 exposants et 869 firmes étrangères en provenance du monde entier. Cette année, avec 27 représentations officielles étrangères et plus d'un millier de firmes étrangères représentées, la Foire de Marseille sera pendant dix jours le haut lieu de rencontre de l'économie mondiale. Qu'il s'agisse de biens d'équipement ou de consommation, il est essentiel de venir à Marseille profiter de la vitalité économique de la 51e Foire, découvrir les techniques les plus performantes, les matériels les plus sophistiqués — et nouer des liens profonds avec cette nouvelle génération de décideurs représentant les pays qui amorcent leur décollage industriel. Pour vous, cela veut dire de nouveaux marchés. Et à Marseille, de nouveaux marchés à portée de votre main.

le monde entier a choisi Marseille pour rencontrer la France

## 51<sup>e</sup> FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE

19/29 septembre. Parc Chanot

13266 Marseille Cedex 2. Tél. (91) 54.15.60. Téléc. : 41021 F

(PUBLIOTA)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère d'Etat Chargé des Transports

Compagnie Nationale de Transports Aériens AIR ALG

Avis de proposition de billets d'appel d'offres internationaux

Le délai pour le renvoi des offres de l'appel d'offres internationaux est fixé pour le 20 septembre 1975 au plus tard.

Le délai limite de réception des offres est donc porté au 20 septembre 1975.

Signature



Opinion 150

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 11 SEPTEMBRE

Amélioration des cours de séance

Après une séance de clôture à la Bourse de Paris, le gisement des valeurs françaises continues...

Le marché est calme ce vendredi. Léger attristement des pétroles et de quelques industrielles...

LES MARCHÉS FINANCIERS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 11 SEPTEMBRE - COMPTANT

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

LONDRES

Le marché est calme ce vendredi. Léger attristement des pétroles...

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

NEW YORK

La baisse se ralentit. Des rumeurs, jeudi, le marché accusait un mouvement de recul...

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Indice, Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various indices and their values.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LA PATHEFRANCE S.A. - Il est offert aux actionnaires de la Pathefrance S.A. un dividende...

UNION COOPERATION S.A. - Bénéfice net du premier semestre 1975...

EMBRUNO S.A. - Loyers encaissés durant le premier semestre 1975...

P.A.K. - Pochéyrie-Opine-Kuhlmann a signé avec deux sociétés japonaises...

COMPAGNIE AUXILIAIRE DE NAVIGATION - La situation financière au 30 septembre 1975...

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES - Chiffre d'affaires (C.A.) du premier semestre 1975...

DELLANDE S.A. - Chiffre d'affaires (C.A.) du premier semestre 1975...

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists dollar rates in Tokyo.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Indice, Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various indices and their values.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various term market values.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists exchange rates.

HORS COTE

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

SICAV

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various SICAV values.

MARCHÉ LIBRE D'OR

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists gold market values.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. ASIE — VIETNAM DU SUD : la relance de l'économie.
- 2. EUROPE — PORTUGAL : le nouveau Conseil de la révolution sera dominé par les « modérés ».
- 3. AFRIQUE — ANGOLA : la M.P.L.A. développe sa contre-offensive.
- TCHAD : le sort des otages de Tibesti.
- 3. AMERIQUES — CHILI : le général Pinochet propose à M. Frei de faire partie d'un conseil d'Etat.
- 4. DIPLOMATIE — La réunion, à Vœlax, des ministres des affaires étrangères des Neuf.
- 4. PROCHE-ORIENT — Le gouvernement égyptien o suspende les émissions de « la Voix de la Palestine ».
- 5 à 7. POLITIQUE — L'enjeu de l'U.D.R.
- 8. DEFENSE
- 9. POLICE — La manifestation du 18 septembre traduit un mécontentement général, estime M. Georges Ségué.
- 9. JUSTICE
- 10. EDUCATION

**LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS**  
Pages 13 à 16

- Les rivages de l'intérieur : Vassivière en Limousin.
- Du delta du Nil aux colosses d'Abou-Simbel.
- JOURNÉE : L'éveil des chantiers de fouilles.
- Plaisirs de la table, maison, mode, animaux, alpinisme, échecs, bridge, philatélie.

**18 à 20. ARTS ET SPECTACLES**  
CINÉMA : le Kermesse des aigles, de George Roy Hill.

**24. EQUIPEMENT ET REGIONS**  
Le groupe socialiste demande une commission d'enquête sur la situation en Corse.

**25-26. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE**  
AGRICULTURE : la « guerre du vin ».
- SYNDICATS : avant le congrès de la C.F.T.

**LIRE EGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (18)  
Annonces classées (21 à 23) ;  
Aujourd'hui (17) ; Caravel (12) ;  
« Journal officiel » (17) ; Météo-  
rologie (17) ; Mots croisés (17) ;  
Finances (27).

**europcar**  
645.21.25

## Comptes bancaires intérêts

au taux actuariel annuel brut de

# 7,5 à 11,5%

(selon la formule choisie)  
de 3 à 12 ans - à partir de 5000 f.

**SOCIETE DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS**  
Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz

26, bd d'Italie MONTÉ-CARLO (Principauté de Monaco)  
Documentation sur 503 H sous engagement de votre part.

A B C D F G H Le numéro du « Monde » daté 12 septembre 1975 a été tiré à 597 563 exemplaires.

## AU CONSEIL DE GUERRE

### Le procureur requiert la peine de mort contre cinq militants gauchistes accusés d'avoir tué un policier à Madrid

Le conseil de guerre réuni près de Madrid et qui juge cinq militants du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) accusés du meurtre d'un policier s'est retiré vendredi matin 12 septembre pour délibérer. Les juges devaient rendre leur verdict dans la journée.

De notre correspondant

Madrid. — Jeudi soir, le procureur du conseil de guerre de Madrid avait requis la peine de mort contre les cinq militants du FRAP accusés d'avoir préparé et exécuté, le 14 juillet dernier, dans la capitale, l'assassinat de Licio Rodríguez, membre de la police armée. Les avocats, eux, avaient demandé l'acquiescement de leurs clients.

« On a commenté à nous rapporter aussitôt après notre arrestation. Cela a duré pendant sept jours sans interruption, sans qu'on nous laissât dormir. Le juge militaire d'instruction est venu nous voir pour nous déclarer à la direction générale de la sûreté ; auparavant, les policiers nous avaient dit que, si nous ne confirmions pas les déclarations écrites qu'ils nous avaient fait signer, ils nous tortureraient de nouveau. Ensuite, on nous a transférés à la prison de Carabanchel, où on nous a maintenus au secret pendant vingt jours, dans des cellules de 3 mètres carrés, en nous privant de la promenade habituelle, sans lumière, sans cigarettes, sans papier pour écrire, sans livres. »

« Nous n'avions pas le droit de changer de litige, on ne nous donnait pas de savon et nous n'avions droit qu'à un litre d'eau par jour. Le soir, on nous donnait une botte de paille et une couverture qui nous étaient retirées le matin. A la prison, nous n'avons reçu d'autres visites que celles du juge d'instruction militaire et de policiers qui nous disaient que, si nous revenions sur les déclarations que nous avions signées, les premiers jours, ils nous transfèrent de nouveau à la direction générale de la sûreté, afin de nous rafraîchir la mémoire. Ils nous ont aussi menacés de torturer nos femmes ou nos fiancées — quelques-unes d'entre elles sont arrivées, ou de mettre en prison d'autres membres de nos familles. »

L'un des accusés, M. Sierra, un étudiant âgé de dix-neuf ans, a ajouté : « Je suis très muque. Dès la première nuit, mes lunettes se sont cassées. Je ne sais absolument pas ce que j'ai signé. »

**JOSÉ ANTONIO NOVAIS.**

## POUR IMPORTATION D'ARMES

### Trois autonomistes catalans sont condamnés à des peines d'emprisonnement dans le Nord

De notre correspondant

Lille. — Le tribunal de grande instance d'Avènes-sur-Helpe (Nord) a condamné, jeudi 11 septembre, un autonomiste catalan, M. Alfonso Servera Urdado, vingt-deux ans, de nationalité espagnole, à un an d'emprisonnement dont quatre mois avec sursis ; son épouse, née Elisabeth Homet Oller, vingt ans, elle aussi de nationalité espagnole, à cinq mois de prison, et enfin un ressortissant français,

## Prix Nobel de physique

### SIR GEORGE THOMSON EST MORT

Sir George Thomson, physicien de renom, qui obtint le prix Nobel de physique en 1937 pour ses travaux sur la nature de l'électron, est mort à Cambridge, le 10 septembre, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Sir George Thomson était le fils de Joseph John Thomson, qui fut à l'origine du développement de la physique du développement, en 1897, l'électron, et qui obtint lui aussi un prix Nobel. George Thomson poursuivait, pour ainsi dire, les travaux de son père et apporta, en 1926, la preuve expérimentale de ce que Louis de Broglie avait découvert par la théorie, à savoir que l'électron pouvait se comporter à la fois comme une particule et comme une onde.

Toutefois, en vie, George Thomson s'intéressa aux applications de la physique fondamentale et nucléaire. Il comprit vite que son expérience permettait d'utiliser la diffraction des électrons comme un moyen d'étude de la structure cristalline de films ou de surfaces minces. En 1939, il entra au ministère de la guerre et soutint la possibilité de réaliser une bombe atomique à l'uranium. Nommé, en 1946, président du premier comité de l'énergie atomique, il s'intéressa aussi, à partir de 1945, à la fusion thermonucléaire contrôlée et réalisa une première installation expérimentale dans son laboratoire. Sir Thomson est en effet persuadé que l'atome était une source inépuisable d'énergie pour le monde entier.

M. Jean-Pierre Gensanne, vingt-deux ans, domicilié à Elne (Pyrénées-Orientales), à trois mois d'emprisonnement avec sursis.

Les prévenus comparaissent pour importation (en contrebande) d'armes et de munitions. Au mois de mars dernier, à la frontière franco-belge, la douane avait intercepté une voiture dans laquelle se trouvaient notamment un pistolet-mitrailleur Sten, une carabine, un pistolet automatique et quelques centaines de cartouches.

Les quatre avocats des inculpés ont fait valoir qu'il s'agissait d'un procès politique et ont demandé le régime français. « C'était pour le Front de libération de la Catalogne que nous avions agi », avait déclaré M. Servera.

D'autre part, cinq Basques espagnols, emprisonnés à Valenciennes, ont décidé de faire la grève de la faim à partir du 11 septembre. Dans un communiqué adressé à la presse régionale, ils affirment qu'ils entendent ainsi dénoncer les condamnations à mort prononcées à Burgos et manifester leur solidarité avec leurs camarades jugés à Bayonne ce vendredi pour leurs activités en faveur du peuple basque.

« L'attentat commis à Saint-Jean-de-Luz, jeudi 11 septembre, dans une imprimerie (Le Monde du 12 septembre), a été revendiqué par un comité anti-ETA qui, dans des tracts rédigés en français et en basque, avertissait que la population basque dénonçait la protection qui serait assurée, selon ce comité, « aux terroristes de l'ETA ». « Si les autorités françaises ne se mettent pas à mesure pour neutraliser les terroristes de l'ETA, ajoute le comité, le Pays basque risque d'être le théâtre d'affrontements graves. »

**L'HEURE D'ÉTÉ**  
ENTRERA EN VIGUEUR  
LE 28 MARS 1976

L'heure légale française sera avancée d'une heure à compter du dimanche 28 mars 1976 et jusqu'au 26 septembre de la même année pour favoriser le meilleur centrage des activités dans la journée par rapport au lever et au coucher du soleil.

En visite officielle en Afrique du Sud  
**LE MINISTRE IVOIRIEN DE L'INFORMATION A ÉTÉ REÇU PAR M. VORSTER**

M. Laurent Dona-Fologo, ministre de l'Information de Côte-d'Ivoire, arrivé mercredi 10 septembre à Johannesburg, pour une visite officielle de dix jours en Afrique du Sud, s'est entretenu jeudi à Pretoria avec le premier ministre, M. Vorster, pour rencontrer, à laquelle ont assisté MM. Comrie Mulder, ministre sud-africain de l'Information, et Eschoed, secrétaire d'Etat à l'Information, a duré deux heures.

La presse sud-africaine accorda une importance particulière à cette visite ; l'opposition reconnaît qu'elle renforce la politique de détente et d'ouverture poursuivie par M. Vorster depuis près d'un an à l'égard de l'Afrique noire.

Lors de son arrivée à Johannesburg, M. Dona-Fologo a déclaré dans une conférence de presse : « Que la réalité soit attristante et pénible, je dois passer le même message le plus précis de la vie Africaine du Sud. » Interrogé sur l'éventualité éventuelle de relations diplomatiques entre son pays et l'Afrique du Sud, le ministre a répondu : « Il est encore trop tôt pour le dire, mais tout est possible si nous nous parvenons à la paix. »

Pour recevoir le dirigeant ivoirien, les autorités sud-africaines ont fait une entorse à l'apartheid : aucun moment en effet M. Dona-Fologo ne sera séparé de sa femme qui est d'origine française. Or, un tel mariage est interdit par la loi sur l'immoralité interdite entre Noirs et Blancs.

Le voyage de M. Dona-Fologo vivement critiqué par l'Agence soviétique Tass. « Le prétendu dialogue avec Pretoria, écrit-elle, ne peut compliquer la situation en Afrique du Sud. » L'agence ajoute que les autorités sud-africaines, si elles envisagent de commencer par la libération de la population autochtone de l'Afrique du Sud de l'apartheid.

**DEPUIS 1938**  
RASP  
ÉLECTRO-MÉNAGERS  
REPARÉS IMMÉDIATEMENT

COUTELLERIE - BROUILLAGE  
ELECTRO-MÉNAGERS  
CADEAUX - GADGETS U.S.

**DIJER-NEVE**  
33, Rue Marbeuf - Tél. : BAL. 20, Rue de la Fée - PARIS  
COURS DE LA VENTE - EXPÉDITION PASSEPORT

## VOUS ETES ACTIF. VIVEZ AU CALME.

A quoi bon se donner tant de mal pour vivre à l'étroit dans un Paris invivable (loyers catastrophiques, garages impossibles, pollution, bruit, écoles bondées) ? A quelques minutes de plus de votre bureau, vous pouvez habiter une grande et luxueuse maison, dans un grand jardin. Dans un domaine privé comprenant club-house, tennis, commerces, écoles. Dans un site magnifique et préservé. Réagissez vite. Demain, des maisons comme celles-là, si proches de Paris, seront aussi rares et chères que les appartements du Bois de Boulogne.



«Chêne», 230 m<sup>2</sup>, 7 pièces, 3 s. de b., garage 2 voitures.

**DOMAINE DE MARSINVAL**  
78 Vernouillet.  
Tél. 965.87.00 et 88.60.  
à 27 km  
du Pont de St-Cloud  
par l'Autoroute A 13



«Chelsea», 120 m<sup>2</sup>, 5 pièces, 2 s. de b., garage.

**DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX**  
77 Pontault-Combaux.  
Tél. : 406.53.56 et 64.63.  
à 18 km  
du Bd Périphérique.  
A 12 mn à pied de la gare.

Livrables immédiatement : maisons de 161, 182, 230 m<sup>2</sup>, 5, 6, 7 pièces. Façade brique. Garage double. Jardin 800 à 1800 m<sup>2</sup>. Cuisine équipée (éffrig. 390 l., lave-vaisselle). 2 à 3 s. de b. Club-house, Tennis, Ecoles. Piscine chauffée. Crédits LA BENIN.

Nouveau programme, 5 modèles maisons de 90 à 150 m<sup>2</sup>. 3 à 7 pièces livrées complètement terminées. Grand jardin. Garage. 1 à 3 s. de b. Club-house (un majestueux chateau). Tennis, Ecoles. Centre commercial. Crédits LA BENIN. P. de 220 à 320 000 F.

**VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.**  
Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

## Breguet Construction

هكسان الأول